

ARTS SPECTACLES
ANNE HÉBERT, BELLE,
LOINTAINE MAIS SI PROCHE C 1



PARTIR
TOUJOURS FASCINANT
LOUEST CANADIEN D 1

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

QUÉBEC, LE SAMEDI 3 JUIN 1995

Gérer la santé, ça coûte cher

La Régie régionale de Montréal a le même budget que l'hôpital Chauveau

GUY BENJAMIN
Le Soleil

■ QUÉBEC — La Régie régionale de la santé de Montréal coûte annuellement aux contribuables québécois le même prix que l'hôpital Chauveau de Loretteville, soit 18 millions\$. Les régies de la santé des 16 régions du Québec ont exigé des déboursés de 98 millions\$ pour l'exercice financier 1994-1995, un petit peu moins que le budget de l'hôpital Saint-François d'Assise.

Ces chiffres proviennent des documents distribués lors de l'étude des crédits du ministère de la Santé et des Services régionaux. Le député libéral Pierre Marsan, lors d'une intervention à l'Assemblée nationale, a cité plusieurs chiffres concernant les coûts des régies régionales. Le critique libéral en matière de santé a demandé au ministre Rochon de ne pas couper uniquement dans les hôpitaux, mais également dans les coûts administratifs de la santé, notamment dans les régies de la santé.

Toujours selon le document, les 16 ré-

gies de la santé comptent 1552 employés à temps complet et 183 à temps partiel, pour un total de 1735. Dans ce nombre, on compte 289 cadres, soit 16,6% du personnel, 67 médecins, 644 autres professionnels, et 734 membres du personnel de soutien.

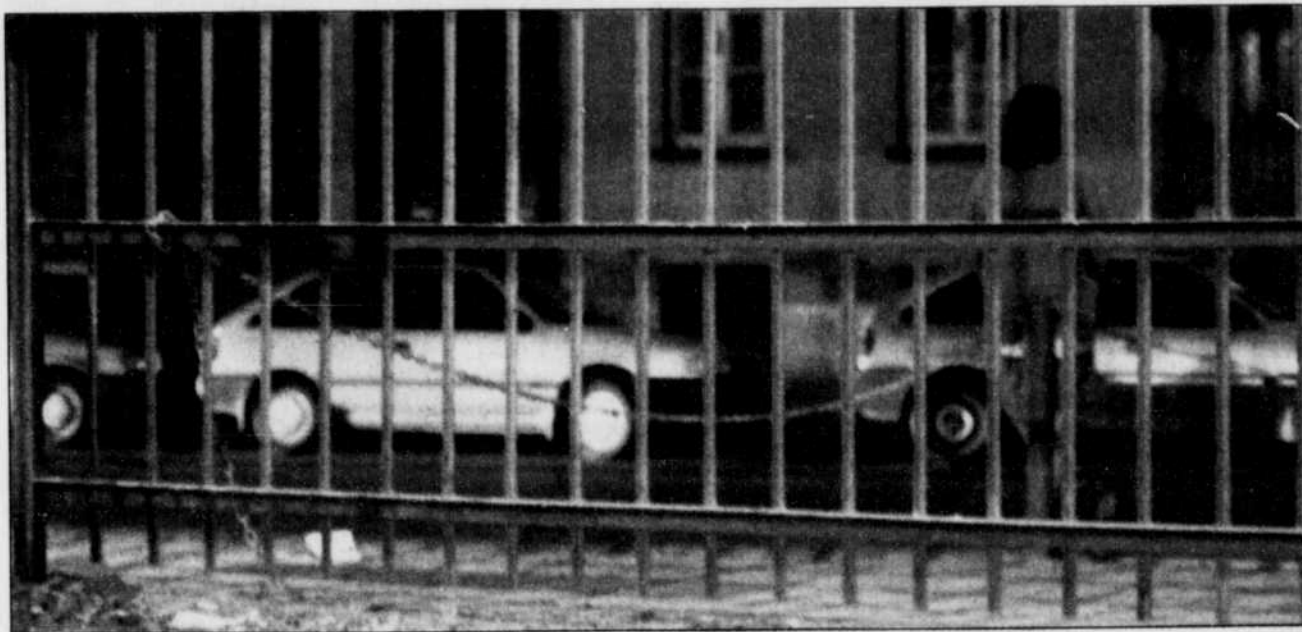
Une lecture attentive des données

Voir SANTÉ en A 2 >

AUTRES TEXTES

- Des médecins partiront A 18
- On a siégé toute la nuit A 18
- Parizeau est agacé A 18

TR comme travailleur de rue



Voir, sentir, détecter. Ou, à la limite, être vu.

CLAUDE LACOMBE, COLLABORATION SPÉCIALE

Un Pepsi, si tu viens le prendre avec moi...

Après les TS (travailleurs sociaux), voici les TR. Les travailleurs de rue sont le dernier cri du « rescapage » juvénile. Alain Bouchard s'est collé quelque temps à ceux du PIPQ (Projet Intervention Prostitution de Québec). Il raconte durant quatre jours. Les identités ont dû être la plupart du temps brouillées, pour des raisons de lois et de sécurité.



Alain Bouchard

MÉTIER
TR



PREMIER DE QUATRE

■ QUÉBEC — « Oui, je te paye un Pepsi. Mais à condition que tu viennes le prendre avec moi. »

Michel, métier TR, trouve tout drôle de voir Denis demander un Pepsi; lui qui a déjà bu tellement plus explosif dans sa vie. Et qui en plus, ce soir-là, a manifestement bouffé des peanuts. Mais le travail de rue n'en est plus à une contradiction près.

TR comme travailleur de rue. Le racourci est consacré dans le milieu: les gens disent TR comme d'autres disent TS pour travailleur social. Mais celui qui précède dans l'alphabet est celui qui suit dans l'histoire. Les premiers TR sont apparus à Québec en 1984, une quarantaine d'années après les premiers TS. Ils existaient à Montréal depuis déjà 20 ans.

Soir de sortie pour Michel. Soir de patrouille, de vadrouille surtout. Vadrouille dans le sens de scanner. Marcher pour voir, pour sentir, pour détecter. Ou, à la limite, être vu.

Le « hasard » frappe rapidement, et dur. Dès le début de Saint-Joseph hors mail, dans Saint-Roch, Michel croise Denis, hagard, démantibulé, vapoureux. « David m'a crissé dehors. Je n'ai plus rien à foutre dans cette vie. »

La veille, au local du PIPQ (Projet Intervention Prostitution de Québec), Denis blaguait, batifolait, détonnait de rires et de calembours; même s'il se savait déjà séropositif. Mais ce soir, tout bascule vers le fond. Tout devient noir et désespéré. Comme si le fait d'être mis à la porte par son chum, à qui il vient

Voir PEPSI en A 2 >

AUTRE TEXTE

- Invisible de l'extérieur Page A 3

Des bouboumacoutes pour contrer le travail au noir

NORMAN DELISLE
Presse canadienne

■ QUÉBEC — Pour contrer le travail au noir, le gouvernement québécois va exiger que chaque municipalité recueille des informations précises quand elle émet un permis de construction pour une maison unifamiliale neuve.

Un projet de règlement, qui vient d'être publié dans la *Gazette officielle du Québec*, précise en effet la liste des renseignements qui devront être fournis à la municipalité par tout requérant d'un permis de construction d'une maison neuve.

La liste comprend le nom, l'adresse, le numéro d'assurance sociale du requérant, ainsi que et l'identification du terrain par le numéro de cadastre du lieu de construction.

Si les travaux sont effectués par un entrepreneur et non par le propriétaire lui-même, on devra, pour obtenir le permis, fournir le nom de cet entrepreneur, son numéro d'inscription pour la collecte de la taxe de vente du Québec (TVQ) et de la taxe sur les produits et les services (TPS).

La requête devra préciser également si l'entrepreneur envisage d'embaucher des salariés pour l'exécution des travaux.

La municipalité devra transmettre tous ces renseignements à la Régie du bâtiment du Québec.

Voir BOUBOU en A 2 >

Ils libèrent les uns et arrêtent les autres



Pendant qu'une centaine de casques bleus retenus en otages en Bosnie ont été libérés et conduits en autocar à Belgrade, hier, 30 autres Canadiens ont été désarmés et conduits dans un poste de police par des soldats serbes bosniaques. Selon le ministre de la Défense David Collenette, ces soldats auraient été conduits au poste de police d'Ilijas au cours de la nuit de jeudi à hier. Ce nouvel incident porte à 40 le nombre de soldats canadiens pris en otages dans cette région. Par ailleurs, un F-16 américain a été abattu dans la journée au-dessus de la Bosnie et le pilote a été capturé par les Serbes. Détails page A-25

Robert-Giffard envahi de patients référés par la Justice

SOPHIE COUSINEAU
Le Soleil

■ BEAUPORT — Robert-Giffard reçoit de plus en plus de patients par la porte judiciaire, qui s'ouvre au bon gré des juges. Les évaluations psychiatriques d'accusés ont augmenté de 60% depuis l'entrée en vigueur de la loi C-30, il y a trois ans.

L'hôpital de Beauport n'a d'autre choix que de se conformer aux ordon-

nées par la Régie régionale de la santé et des services sociaux, 787 sur 1373 d'ici 10 ans.

« Ils arrivent comme un cheveu sur la soupe, dit le directeur des services

Voir JUSTICE en A2 >

AUTRE TEXTE

- Le virage ambulatoire a été pris il y a 10 ans Page A 29

LES ARTS



Daniel Lavoie

L'artiste préfère se montrer prudent quant aux chances de succès de son disque « Ici ».

PAGE C 6

LA MÉTÉO



Maximum 18, Minimum 9

Nuageux avec faible pluie passagère. Demain, partiellement ensoleillé. Détails page S16

QUÉBEC, 99c ANNÉE NO XX
FLORIDE 2,00\$ US
MONTREAL, OTTAWA 1,50\$ PLUS T.P.S. T.V.Q.
1,35\$ PLUS T.P.S. T.V.Q.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES
9% Domtar
Minimum 5000 \$
* Sujet à changement et disponibilité.
* Taux en date du 31 mai 1995.
Marché Canadien (416) 647-4000
NESBITT BURNS
Membre du groupe des sociétés de la Banque de Montréal

LES RETOURNES

PEPSI «Plutôt dehors»

Suite de la Une

d'annoncer la nouvelle, venait brutalement le rappeler à l'ordre du désespoir: t'es condamné, mon gars, ne l'oublie pas! «Je vivais comme un prince, moi, monsieur...», chuchotera le jeune gai de 22 ans, à un certain moment, comme s'il avait besoin d'habiller socialement la nature d'un drame médical pourtant si complet en lui-même.

MARCHÉ CONCLU

Denis était probablement en route pour le suicide, ce soir-là, pense le TR. Coup de fil au Centre de crise du Chemin Sainte-Foy. Rien. Pas possible, ça déborde. «Un séropositif, c'est toujours plus compliqué à placer», me glisse Michel. Objectif absolu: lui faire traverser la nuit, jusqu'au possible relais du lendemain.

Denis ne veut rien savoir de Lauberivière. Il vivait comme un prince, lui, monsieur... «Plutôt dehors», dira-t-il.

Au bout du Pepsi, Michel propose un marché ferme. «Nous trouverons quelque chose demain avant-midi. Mais pour ça, faut que tu sois au PIPQ à 11 h. Marché conclu?», dit-il en tendant la main. L'autre la saisit lentement.

«T'as signé un contrat devant témoin.»

Michel prendra congé sur ces mots. Mais il n'est pas tranquille. «La plupart du temps, confie-t-il, on est sûr de ce genre de contrat. Mais cette fois...»

Denis n'a pas spécialement l'air d'un gai — pour peu qu'ils doivent absolument avoir un air précis. Il n'a pas l'air d'un prostitué — pour peu... air connu. Il n'a aucun tatouage, ni anneau à l'oreille ni dans le nez. Il porte des vêtements tout ce qu'il y a de classique; et plutôt chers. Il n'a donc pas l'air non plus d'un jeune de la rue — pour peu que les jeunes de la rue doivent avoir

une étiquette évidente.

Denis parle doucement, s'exprime très bien, et avec plein de poésie. Il n'a surtout pas l'air violent. Et pourtant...

EXPLOSION

Le lendemain, il s'amène au PIPQ, où Gaïl et Adam prennent promptement la relève de Michel, tombé malade après sa patrouille de nuit. Ils parviennent, à coups de pirouettes et de contacts, à dénicher un lit au Centre de crise. Denis y est conduit et s'y installe, sous haute surveillance.

Le soir venu, il s'enfuit. Il court chez son chum mettre quelques points sur quelques i. Une violente bagarre éclate. Denis se tranche ensuite la gorge avec un couteau. Ambulance, hôpital, urgence.

Il réapparaît le lendemain midi au PIPQ, l'oeil gauche au beurre noir et une trainée de points de suture sur le côté droit du cou. La carotide principale est à gauche, il s'est trompé.

Dans les jours précédant l'explosion, le jeune homme avait déjà passé plusieurs heures au PIPQ, presque chaque jour, pour faire régulariser son statut à l'Aide sociale et tenter de se faire réinscrire à l'école, pour y terminer son secondaire. Les quatre TR de l'organisation, l'autre est Ginette, en ont eu plein les bras durant plusieurs jours, juste avec lui. Et ils ont une centaine de cas en balance, dont s'occuper. Des «suivis», comme ils les appellent en jargon du milieu.

Denis a finalement accepté de prendre le taureau par les cornes et d'aller en psychothérapie. «Quand je serai en phase terminale, j'irai mourir dans les champs de marguerites du Manitoba, là d'où je viens», avait-il murmuré, le soir du Pepsi.

Il avait alors fait le choix de continuer. Inconsciemment ou non...

SANTÉ De grands écarts

Suite de la Une

permet de conclure que les régies régionales de la santé ne répondent pas toutes aux mêmes normes en matière de gestion. Ainsi, si dans les 16 régies, le personnel cadre compte pour 16,6% du personnel, ce pourcentage atteint 37% à la régie de Montréal-centre. À cet endroit, on dénombre 97 cadres et 28 professionnels sur un total de 264 employés. En comparaison, le personnel cadre ne compte que pour 6% du total des employés de la régie régionale de la santé de Lanaudière. À la régie de Québec, le personnel cadre compte pour 11,5% des 130 employés à temps complet. Il faut ajouter 40 employés à temps partiel. À la régie de Chaudières-Appalaches, les cadres occupent 13,5% des 59 emplois.

Les écarts sont également très importants d'une régie à l'autre sur le plan des salaires moyens des employés. Ainsi, le salaire moyen des 65 employés de la régie de la santé de Laval, près de Montréal se monte à 59 043\$. En comparaison, les 146,5 employés de la régie régionale Mauricie-Bois-Francs ont touché en moyenne 31 656\$, soit 27 387\$ de moins que leurs confrères de Laval. Le personnel de la régie de Montréal-centre vient au deuxième rang des meilleurs salaires avec une moyenne de 56 646\$.

La moyenne des salaires des employés de la régie de Québec est difficile à établir en raison du nombre élevé d'employés à temps partiel, soit 40. C'est d'ailleurs à la régie de Québec que l'on compte le plus grand nombre d'employés à temps partiel.

AUJOURD'HUI

La run de nuit d'Alain

Il en parlait depuis quelques semaines. Il «négociait» son prochain reportage, disait-il. Alain Bouchard voulait faire sa run de nuit. Il voulait nous amener dans le monde mystérieux des travailleurs de rues, l'underground, la drogue, la prostitution, le désespoir...et l'espoir.



Gilbert Lavoie

est le rédacteur en chef

Mais le grand Bouchard parle tellement qu'on l'écoute parfois distraitement, en faisant autre chose, et en se disant que c'est quand on ne le voit pas qu'il travaille. On l'a finalement perdu de vue pendant quinze jours. Il est revenu de sa run de nuit la semaine dernière, avec une série à la fois dure et touchante. Dure parce qu'elle nous introduit à un monde qu'on croyait réservé aux séries télévisées américaines. Touchante parce qu'elle nous présente des gens qui offrent ce qu'il y a de plus essentiel à nos enfants de la rue: la certitude d'une présence en cas de besoin.

N'entre pas qui veut dans ce monde nocturne. Avec ses six pieds et deux, Alain Bouchard ressemble davantage à un flic de la GRC qu'à un journaliste.

Pas question de se déguiser en clochard ou en drogué: Alain ne voulait pas espionner, il voulait témoigner. Les personnages qu'il nous raconte, à compter d'aujourd'hui, nous révèlent une face cachée de Québec, celle dont on détourne le regard lorsqu'elle se manifeste au grand jour ou trop tôt en soirée. Ses personnages nous apprennent aussi que le dollar versé à la charité est parfois bien utilisé, qu'il contribue pour vrai à sauver certains de nos enfants qu'on a perdus à la rue, sans trop savoir pourquoi.

Le virage ambulatoire, vous connaissez? Derrière le jargon de nos politiques de réduction budgétaire, se cache une réalité incontournable: le nombre de places disponibles dans notre réseau de santé. Sophie Cousineau a visité Robert-Giffard cette semaine. Le virage ambulatoire, on l'a pris il y a dix ans là bas. On appelait ça la désinstitutionnalisation. Aujourd'hui, on n'y héberge plus que les «cas lourds». Et le gouvernement demande de couper davantage... À lire, en page Dossiers.

JUSTICE Pouvoir plus explicite

Suite de la Une

professionnels, Louis Roy. La Régie devra être plus attentive au phénomène: elle devra prévoir des ressources pour cette fonction.

La loi fédérale C-30, promulguée en février 1992, a amendé les articles du Code criminel concernant les accusés qui souffrent de troubles mentaux. La Commission québécoise d'examen a hérité des pouvoirs jusque-là dévolus au lieutenant-gouverneur. Ils sont assortis d'un principe directeur: choisir la mesure qui brime le moins possible la liberté du malade tout en protégeant le public.

Une personne innocente d'un meurtre pour cause d'aliénation mentale ne risque plus, par exemple, un internement d'une durée indéfinie. «La Commission va l'évaluer après un an, explique M. Roy. Si la personne ne présente pas de risque pour le public, elle va la libérer.

«Les conséquences d'être déclaré non criminellement responsable sont moins grandes. Les avocats invoquent cette défense plus souvent.»

La loi accorde aussi un pouvoir plus explicite aux juges qui veulent une évaluation psychiatrique des accusés. Depuis 1992, leur nombre a bondi de 60%, dit M. Roy. Il y en a eu 77 en 1994-95, du jamais vu.

Les psychiatres effectuent deux

types d'évaluation. L'accusé est-il apte à subir son procès? Les troubles mentaux de l'accusé ont-ils affecté sa capacité de jugement au moment où il a posé son geste? Ces évaluations durent un mois, parfois cinq jours, parfois 60. Quand les lits de l'unité de psychiatrie légale sont occupés, les accusés sont transférés ailleurs.

«Les juges ne nous demandent pas si nous avons de la place, et il est arrivé que des gens dangereux soient envoyés avec la clientèle de l'admission ou de l'urgence», dit Madeleine Lavoie, chef de l'unité. Ce problème a été résorbé en grande partie en décembre: sept lits sont réservés exclusivement à cette clientèle. Il y a eu seulement trois débordements depuis lors.

Robert-Giffard accueille aussi les malades après qu'un verdict d'incapacité ou d'irresponsabilité criminelle a été rendu. L'hôpital en traitait 66 au 31 mars 1995. Quarante sont suivis à l'externe, 26 demeurent à l'hôpital. Le séjour d'une dizaine de ces derniers, âgés en moyenne de 40 ans, pourrait s'étirer jusqu'à leur mort, dit le directeur général, Réjean Cantin.

«Cette clientèle occupe les lits de soins de longue durée, dit-il. La Régie prévoit que le nombre de ces lits passera de 388 à 100 d'ici 10 ans. Il est facile de prévoir qu'ils seront alors accaparés par cette clientèle au détriment des autres.»

«Les juges ne nous demandent pas si nous avons de la place»

TABLE DES MATIERES

CAHIER A
La Capitale 3 à 16
Le Québec et le Canada 17 à 24
Le Monde 25 à 28, 32
Dossiers 29 et 30
Opinions 31

CAHIER B
Questions d'argent 1 à 20
Bourses 7 à 9
Carrières et Professions 10 à 13
Décès 18 et 19

CAHIER C
Arts et spectacles 1 à 13
Votre agenda 14 et 15
Divertissements 16 et 17
La bonne table 18 à 20

CAHIER D
Partir 1 à 12

CAHIER E
Habitat/ Déco 1 à 5
Annonces classées 6 à 18

TABLOID SPORTS
Claude Larochelle 5
Statistiques 10 à 13

SERVICES
Abonnements 686-3344
Publicité générale 686-3270
Annonces classées 647-3317
Rédaction 686-3394
Carrières et Professions 686-3270
Promotion 686-3342
Publicité Détaillants 686-3435
Renseignements 686-323?

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe UniMedia qui est l'éditeur. Il est situé au 925, Chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hugues-Rand, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.

NUMÉROS CHANCEUX

INTER-PLUS
tirage du 02-06-95
499420 gagne 250 000\$
99420 gagne 2500\$
9420 gagne 250\$
420 gagne 25\$
20 gagne 10\$

MINI-LOTO
tirage du 02-06-95
9323366 gagne 50 000\$
323366 gagne 5000\$
23366 gagne 250\$
366 gagne 25\$
66 gagne 5\$

SUPER 7
les numéros gagnants seront publiés demain

LA QUOTIDIENNE
tirage du 02-06-95
2-1-3
0-7-4-7
BANCO
tirage du 02-06-95
2-5-10-19-20-21-30-35-36-
41-42-45-50-51-53-
59-61-62-64-69

RÉFLEXION
Une maison, c'est une machine dans laquelle on vit. (Le Corbusier)

BOUBOU Délai plus court

Suite de la Une

Le projet de règlement explique que ces mesures ont pour effet «de permettre au gouvernement d'établir un mécanisme pour déceler et combattre le travail au noir dans la construction de maisons unifamiliales neuves».

Habituellement, il y a un délai de 45 jours entre la publication du projet de règlement dans la Gazette officielle et son entrée en vigueur. Dans ce cas-ci toutefois, on précise que le délai pourra être plus court que 45 jours, compte tenu de l'urgence: le projet doit entrer en vigueur afin de couvrir la période estivale de construction.

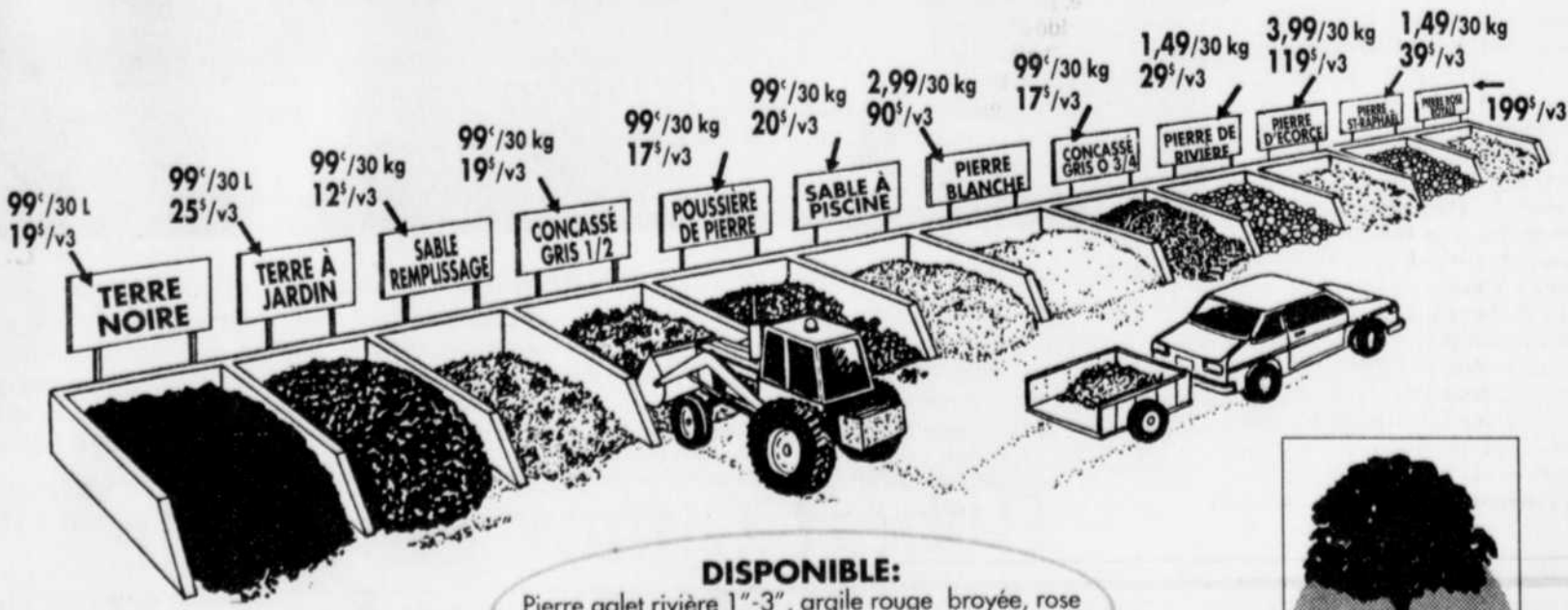
Dans le dernier discours du budget, le ministre des Finances, Jean Campeau, avait indiqué que le travail au noir «constitue un fléau» dans la construction: un travailleur sur quatre n'est pas déclaré à la Commission de la construction et un entrepreneur sur trois est mis en cause.

Le ministre avait alors annoncé une série de mesures pour mettre fin à ce problème, notamment la suspension des permis des entreprises concernées et la suspension des travaux sur un chantier où s'effectue du travail au noir.

Outre les amendes prévues, les entreprises fautives se verront privées de tout contrat gouvernemental.

Quant au ministère du Revenu, il pourra exiger des reçus officiels de tous ceux qui réclament des déductions fiscales pour des travaux de construction ou de rénovation.

LE SEUL À VOUS OFFRIR 20 PRODUITS EN VRAC EN VOICI 12 EXEMPLES



DISPONIBLE:
Pierre galet rivière 1"-3", argile rouge broyée, rose arc-en-ciel 3/4"-1", pierre multicolore 1/2"-3/4", silice à patio 2", silice à mur 2"-4".

REMPLISSEZ VOS CONTENANTS VOUS-MÊME
Utilisez les cuves, sacs, poches, remorques et le tour est joué. Apportez vos propres contenants, nous vous fournissons les pelles. Vous n'en avez pas? Nous vous fournissons les sacs au prix de 30 cents chacun.



Boutique Fleuriste



1100, boul. Saint-Joseph, Charlesbourg-Ouest
(au bout de Pierre-Bertrand Nord)

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS

DISPARITION À TOURELLE

Policiers et proches suivent d'autres pistes

HENRI MICHAUD

Collaboration spéciale

TOURELLE — Policiers et bénévoles poursuivront leur travail ce week-end, chacun de leur côté, pour tenter de retrouver les deux tourellois disparus depuis lundi matin.

« La Sûreté conservera son commandement à l'hôtel de ville de Tourelle et les agents du poste de Sainte-Anne-des-Monts exerceront une surveillance accrue lors de leur patrouille, soutient Jean-Bruno Latour. Tous les effectifs nécessaires sont déployés afin de recueillir les éléments pour résoudre le présent dossier. »

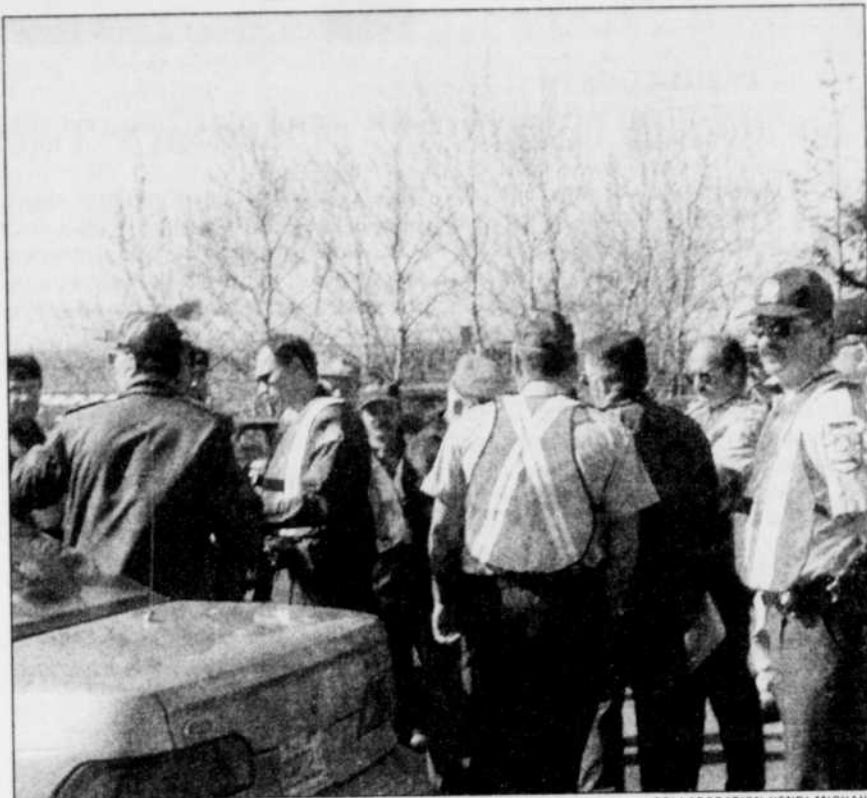
Pour leur part, quelques bénévoles reprendront leurs recherches individuelles ce matin. Hier, malgré l'absence d'une coordination policière, ils ont quadrillé le secteur à la recherche d'indices. L'hélicoptère de la SQ et le maître de chien ont également effectué quelques vérifications mais rien ne semble concluant.

DEUX INDIVIDUS INTERROGÉS

La SQ poursuit l'examen de chacune des hypothèses retenues. Des sources proches de la famille ont affirmé au SOLEIL qu'au moins deux individus ont été interrogés, hier, par les policiers. « Les enquêteurs examinent plusieurs pistes mais je ne puis confirmer cette information, pour ne pas nuire au dossier », affirme M. Latour.

Par ailleurs, les policiers ont quitté les abords de la résidence du couple tourellois. Ils y exerçaient une étroite surveillance, depuis lundi.

Deux nouveaux éléments sont venus



Les policiers ont repris les fouilles et plusieurs citoyens ont fait de même pendant la journée d'hier. Mais il semble qu'il n'y ait rien de concluant.

s'ajouter aux informations qui circulent, en région, depuis près d'une semaine. LE SOLEIL a appris qu'une femme a été témoin d'un manège inhabituel, vers 3 h 45, dans la nuit de lundi. Elle aurait aperçu un bateau, non identifié, accoster au quai de Sainte-Anne-des-Monts pour repartir quelques minutes plus tard.

Par ailleurs, quatre individus, quali-

fiés de louches par des témoins, auraient été vus dans un restaurant anemontois, dimanche soir. Victorien Vallée et Claudette Servant, âgés respectivement de 61 et 55 ans, sont mystérieusement disparus de leur domicile tourellois dans la nuit de dimanche à lundi. Depuis, tous les efforts pour les localiser se sont avérés vains.

Qui va payer L'Élysette ?

GILBERT LEDUC

Le Soleil

QUÉBEC — Selon le Parti libéral, il faut se rendre à l'évidence que la campagne de souscription de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain pour payer la résidence de fonctions du premier ministre Jacques Parizeau ne lève pas.

Le député libéral de l'Acadie, Yvon Bordeleau, a révélé, hier, que seulement 250 000 \$ de l'objectif d'un million de dollars fixé par la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain auprès des gens d'affaires avaient été amassés jusqu'ici.

« C'est évident, les gens d'affaires de la région de Québec ne sont pas intéressés plus qu'il ne le faut à payer pour l'Élysette », fait remarquer M. Bordeleau au SOLEIL en rappelant que les maires de la Communauté urbaine de Québec ont dit non à un coup de pouce des villes au financement de la résidence du premier ministre.

Par ailleurs, il se montre guère optimiste au succès que remportera la relance de la campagne de souscription annoncée, plus tôt cette semaine, par le nouveau président de la Chambre de commerce, Jean Beaupré. « Ça fait deux ou trois fois qu'on lance cette campagne et les résultats ne sont pas concluants », affirme M. Bordeleau qui

ne jette pas pour autant la pierre à la Chambre de commerce. Lors de la période des questions, hier, le premier ministre Jacques Parizeau a contredit les chiffres avancés par le député libéral en indiquant qu'on l'avait informé que la moitié de l'objectif d'un million avait été atteint « et ça a l'air de suivre son bonhomme de chemin », a précisé M. Parizeau.

Le député Bordeleau s'est dit inquiet de constater que la prime de 14 500 \$ accordée au premier ministre pour se loger comblait à peine le montant des taxes municipales et scolaires qui s'élèvent à 14 026 \$. « Le premier ministre peut-il nous dire qui paie actuellement pour le 1080, rue des Braves, compte tenu de l'écart énorme entre l'allocation de 14 500 \$ et le coût des versements hypothécaires et des intérêts impliqués qui représentent plus de 65 000 \$ par année ? », a demandé le député. « C'est le propriétaire (la Société Mailloux, une filiale de la Chambre de commerce) qui paie les intérêts hypothécaires », a répondu Jacques Parizeau. « Quand un propriétaire signe une hypothèque, il paie les intérêts sur l'hypothèque. C'est ce qui passe à l'heure actuelle; le député peut dormir en paix! ».

Les libéraux promettent de revenir à la charge, la semaine prochaine, sur le dossier de l'Élysette.

« J'ai photocopié mon rat »

Invisible de l'extérieur, hallucinant de l'intérieur

■ QUÉBEC — « J'ai photocopié mon rat. » Sylvain était fier comme 10. Il avait photocopié son rat! Ce gros rat blanc et noir qui se baladait maintenant partout dans son cou et sur ses épaules, après l'aventure de la photocopieuse. L'aurait-il faxé s'il y avait eu un télécopieur ?

« Aujourd'hui je l'ai mis en punition à la maison, racontait Sylvain quelques jours plus tard. Parce qu'il m'a fait chercher une heure en se cachant sous le frigidaire... »

OUF! QUELLE VIE!

Pas de numéro en haut de la porte. Aucune espèce d'enseigne. De la rue, l'habitat du PIPQ (Projet intervention prostitution de Québec) est invisible, insoupçonné, inexistant. De l'intérieur, il est aveuglant, hallucinant.

« La prostitution, non une perversion. Un phénomène social », dit d'abord une grande affiche, sur fond de billet de 20 \$ géant. Puis, partout sur les murs, des condoms, natures ou dessinés; des explications sur les différents modèles et leurs vertus. Des mises en garde contre l'échange de seringues. Des dépliant bleus, roses, verts, mauves, qui parlent de prostitution, de drogue, de désintoxication. Des adresses et numéros de téléphone où passer des tests de sida.

Puis quelques grandes déclarations philosophiques genre: *Les pays qui veulent s'attaquer à la prostitution en ayant recours à des mécanismes de type juridique, au droit pénal, ne font que se battre contre des moulins et ne parviennent pas à arrêter la progression du phénomène, alors que ceux qui ont fait un effort minimum de compréhension et ont cherché à s'attaquer aux causes sociales*



Alain Bouchard

MÉTIER

TR



de la prostitution font un certain progrès.

LES MURS PARLENT

Si les murs pouvaient parler... dit le vieil adage. Eh bien, ceux du PIPQ ont comme décidé de le faire! Dans chacune de ses huit pièces et demie: accueil, cuisine, alcôves, bureaux, etc.

Sylvain, ex-drogue? ou prostitué? ou autre chose? Comment savoir? Personne n'a son histoire écrite dans le front, Sylvain, donc, vient passer une grande partie de ses journées au PIPQ. Comme plusieurs autres gars et filles, de 14, 18, 22 ans. Avec ou sans rat!

Mais avec presque tous des tatouages. Et souvent des anneaux accrochés quelque part dans la peau; la mode du *percings* bat rageusement son plein. Tellement que l'adolescente même d'un TR (travailleur de rue) vient de se faire diagnostiquer un streptocoque de type B — le parent faible du

terrible A — dans la main, pour avoir voulu s'y fixer elle-même un anneau!

Ces jeunes causent. Esquissent des bandes dessinées. Écoulent de la musique. Yvonne, 15 ans seulement, vient même y étudier son français avec Gail, la TR, pour ses cours de rattrapage à Louis-Jolliet.

Mais ils viennent aussi exploser, faire leur crise. Raconter leurs drames aux TR, Gail, Ginette, Adam et Michel. Chercher de l'aide. Quand ils ont décidé de faire un petit pas à côté de la track... de leur misère noire. Le PIPQ agit à partir de la prostitution juvénile. Mais ce qui veut presque automatiquement dire alcool, drogue, violence et crime.

Le PIPQ existe depuis 1984 déjà; c'est volontairement qu'il a choisi un relatif anonymat. Question de méthode. Il est une sorte de rejeton du PIAMP (Projet intervention auprès des mineurs prostitués) de Montréal, qui avait tenté de se baptiser PIMP mais qu'un quelconque obstacle légal avait empêché. Les jeux de mots se veulent donc on ne peut plus clairs sur la vocation!

L'AUTRE CÔTÉ DE LA MURAILLE

Le PIPQ a un budget annuel d'environ 175 000 \$; stable depuis trois ans. Centraide et le SOCLÉ (Service de soutien aux organismes communautaires), compartiment de la Santé et des Services sociaux, sont ses gros bailleurs de fonds: 130 000 \$. Le reste vient d'un peu partout, comme certaines initiatives d'autofinancement du Club Richelieu.

Le PIPQ compte sept employés salariés, à raison de 40 semaines par année. Ils « donnent » généralement la balance du temps. Outre les quatre travailleurs de rues, s'y trouvent une superviseuse, une animatrice sociale et un gestionnaire en même temps chargé des relations publiques. Ces



COLLABORATION CLAUDE LACOMBE

Partout sur les murs du PIPQ, des graffiti sur la vie, la mort, l'amour et la haine.

gens-là gagnent en moyenne 17 000 \$ à 19 000 \$. Ce qui, avec un enfant ou plus, se situe au-dessous du seuil canadien de la pauvreté, fait remarquer le gestionnaire. Mais sans aucunement vouloir s'en plaindre, insiste-t-il.

Plusieurs « rescapés » de la rue viennent ajouter leur grain de bénévolat. Pour distribuer la bouffe du jeudi matin, par exemple. Ou pour répondre au téléphone.

Tout ce va-et-vient qui a parfois l'air tellement bordélique, au PIPQ, suit

pourtant un fil conducteur intégral. Les jeunes sont là parce qu'ils frôlent ou pratiquent la prostitution; parce que quelqu'un leur a parlé du PIPQ; et parce qu'ils veulent avoir au moins un autre bout de lorgnette, c'est-à-dire pouvoir examiner la vie de l'autre côté de la muraille.

Pas celui de la pureté et de la sainteté. Mais peut-être celui de la dignité.

DEMAIN: PROSTO, ACCRO, MOTÉS, ECXTASY

SUPREME SL 1994 - Neuf

V6, 3,1 litres, 165 H.P., vitres à commande électrique, télédéverrouillage à distance, roues 16 po aluminium, air climatisé, freins ABS, coussins gonflables côté conducteur.

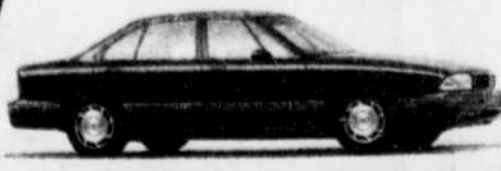


~~24 115~~
18 995\$

Taxes et transport en sus; préparation incluse.

OLDSMOBILE ROYALE 1995

V6, 3,8 litres, air climatisé, freins ABS, 2 coussins gonflables, vitres et siège à commande électrique, roues aluminium



~~29 550~~
24 995\$

Taxes et transport en sus; préparation incluse.

PAYEZ MOINS
UN POINT
C'EST TOUT!

FOURNIER
CHEVROLET & GEO OLDSMOBILE INC.

AUTOROUTE DE LA CAPITALE, BOUL. PIERRE-BERTRAND, TÉL.: (418) 637-5170

SAINTE-FOY

Plage Jacques-Cartier

La ville de Sainte-Foy s'apprête à terminer les travaux d'aménagement de son stationnement situé dans la partie est de la plage Jacques-Cartier. Hier, les employés du Centre jardin Paradis s'affairaient à étendre le concassé de granit, et à planter arbres et arbustes en bordure des allées. Ils ont été grandement retardés par les deux semaines de temps pluvieux en mai. Le stationnement du Chemin de la plage est accessible sur le chemin Saint-Louis près de l'intersection Pie XII et devrait ouvrir au début de la semaine prochaine.

EST DU QUÉBEC

Ex-décrocheurs boursiers

Deux élèves de la région du Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine qui avaient interrompu leurs études l'an dernier et qui les ont reprises cette année ont reçu une bourse de 1000\$ de la firme de courtage Scotia McLeod. Les deux gagnants sont Julie Lemieux, de la Commission scolaire de La Tourelle (formation professionnelle en secrétariat) et Olivier Gendron, de la Commission scolaire Vallée-de-la-Matapédia (Éducation des adultes). R.P.

BEAUCE

Motocycliste tué

Un motocycliste de 20 ans, Richard Morin, a perdu la vie lorsque son engin a été violemment heurté par une camionnette, hier matin, à Sainte-Marie de Beauce. Le conducteur de ce véhicule, qui aurait effectué un virage brusque sur le boulevard Vachon, n'aurait pas vu la moto qui filait à vive allure, semble-t-il. J.-M. S

CARLETON

Fête à l'oratoire Notre-Dame

Ce soir, on fête le 60e anniversaire de l'oratoire Notre-Dame-du-mont-Saint-Joseph. À cette occasion, il y aura lancement d'un livre de Micheline LeBlanc, «Un sommet de la foi à Carleton», qui relate l'histoire religieuse associée à cette montagne, qui va de 1878 à nos jours. Le lancement aura lieu à 20 h, à la salle multifonctionnelle de Carleton et il sera précédé d'un repas-bénéfices dont les profits seront consacrés à l'oratoire. Les profits de la vente du livre seront remis à la Fondation Claude-Saint-Jean, qui soutient la recherche sur l'ataxie de Friedreich. Pour renseignements, il faut rejoindre André Landry au 418-364-3313 ou Micheline Leblanc au 418-364-3573. G.G.

QUÉBEC

Étalement et taxes sur essence

Le CAA-Québec est opposé à l'augmentation proposée d'un cent le litre pour financer le transport en commun, soulignant que plus de la moitié du prix de l'essence est déjà constitué de taxes de toutes sortes. Québec puise ainsi 3,2 milliards\$ auprès des automobilistes. Le CAA attribue à la mauvaise planification du territoire et au partage fiscal inéquitable entre les villes le problème d'étalement urbain.

TÉMISCOUATA

Accident de la route

Un citoyen du Nouveau-Brunswick est mort la nuit dernière lorsque son véhicule a été victime d'une spectaculaire embardée sur la route 185, à Dégelis, dans le Témiscouata. Réjean Bossé, 33 ans, de Saint-Jacques au Nouveau-Brunswick, a perdu la maîtrise de sa voiture à la sortie d'une courbe. Il était accompagné d'un ami du même âge. Tous deux ont été éjectés sur la route. Le passager s'en est toutefois tiré avec des blessures légères. J.-M. S.

MATANE

Vidéo-clip

Productions Vie Pelletier de Matane s'affaire à monter le vidéo-clip «Ça tourne rond», invitant les 9-18 ans à ne pas consommer de drogues. Quelque 700 élèves de la Polyvalente de Matane ainsi que le groupe «trash metal» Revoke, de Saint-René de Matane, ont participé au tournage. Le vidéo-clip sera diffusé cet automne à Radio-Canada. R.P.

QUÉBEC



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Place au 8^e Téléthon Enfant-Soleil

Les comédiens Francis Reddy et Marie-Soleil Tougas animeront à compter de 21 h aujourd'hui, le 8^e Téléthon Opération Enfant-Soleil, un marathon de 24 heures. L'événement se déroule sur la patinoire des Galeries de la Capitale, à Québec, et sera télédiffusé sur le réseau TVA. Plusieurs personnalités y feront une apparition, parmi lesquelles les B.B., Les Bleu Poudre, Joe Bocan, Marie Carmen, Mitsou, Luc De LaRoche, Kevin Parent et Serge Lama. L'an dernier, les organisateurs avaient recueilli plus de 4 millions\$.

MATANE

Festival de la Crevette

Ohé! Ohé! la population est invitée à assister à la deuxième soirée d'information du Festival de Crevette, le mardi 6 juin à 19h30, à l'Escale des Gourmets des Galeries du Vieux-Port. Ce sera l'occasion de tout connaître sur la programmation de ce 32^e Festival, qui se déroulera du 23 juin au 1^{er} juillet. R.P.

LAC SAINT-CHARLES

Sentiers d'interprétation

L'Association pour la protection de l'Environnement de Lac Saint-Charles vient d'inaugurer des sentiers d'interprétation de la zone marécageuse du bassin qui alimente le lac. Ces marais sont accessibles par la sortie Stoneham-Lac-Delage. Ils sont situés près du chemin de la Grande-Ligne.

SORTIR DES SENTIERS BATTUS



SANDALES MERRELL
De 39,99 à 59,99

BOTTES DE MARCHÉ MERRELL
À partir de 69,99



boutique
TAÏGA
sports-plein air

3184, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy 658-2742

Vêtements et équipements
de plein air • Location

**INFERTILITÉ
INVITATION
SPÉCIALE
AUX COUPLES**

DÉMETER, l'Association québécoise pour la fertilité, organise une soirée d'information gratuite, destinée aux couples infertiles, sur l'investigation et les traitements de l'infertilité.

Le conférencier invité sera le docteur Jacques Bourque gynécologue de l'Institut de médecine de la reproduction de Montréal.

L'activité se déroulera le 15 juin de 19h à 21h au Château Bonne Entente, Ste-Foy Québec.

Prérez de réserver au:
(418) 628-6421



Institut de Médecine de la
Reproduction de Montréal inc.

SI VOUS CROYEZ AVOIR UN PROBLÈME D'INFERTILITÉ...

L'Institut de médecine de reproduction de Montréal pourrait vous aider.

Nous offrons une approche globale de l'investigation et des traitements de l'infertilité, dans une atmosphère chaleureuse et paisible.

- Inséminations (avec sperme du conjoint ou de donneur)
- Fécondation in vitro (FIV) conventionnelle
- FIV avec microinjection de spermatozoïdes

Appelez-nous afin de recevoir sans frais notre brochure ou pour prendre rendez-vous avec un de nos gynécologues ou urologues.

L'Institut offre les services d'un infirmier-conseil à Québec. Pour informations, appelez au (418) 628-6421. Du lundi au vendredi de 8h à 16h.

1100, Beaumont
Bureau 305, Ville Mont-Royal
Tél.: (514) 345-8535

**CLIP SOLAIRE
AVEC TRAITEMENT
UV 400**



- Fabriqué sur mesure pour chaque type de monture
- distribué en exclusivité à Québec

Les professionnels
**Centre
Vision**
de l'optométrie

Examen de la vue sur place

Galerias Charlesbourg
4250, 1^{re} Avenue
626-7519

Place Ste-Foy
2450, boul. Laurier
653-4057

Valcartier
192, Dubé
844-2520

Place Charry
8032, av. des Églises
832-0104

Galerias Chagnon
300, côte du Passage
837-4563

Saint-Romuald
2040, boul. de la Rive-Sud
839-0617

Gestion L'garignon Dionne

Un
look,
un
prix!

T-shirt et casquette.

29⁹⁹



Galerias de la Capitale • Place Laurier • Place Ste-Foy

Souliers de bal

Pendant des années, ils se sont traînés les pieds dans des espadrilles rongées. Ils ont attaché leurs jeans troués avec des épingles à couche. Ils ont porté des chemises flottantes, des T-Shirts jamais repassés. Et voilà qu'ils se pomponnent, magasinent la toile et la soie, se donnent des airs de top models. Voilà que les Cendrillon s'achètent des souliers pour aller au bal.

Pendant des heures, ils ont écouté des musiques tonitrueuses, affalés tout croches, devant des vidéo-clips répétitifs au risque d'attrapper des plaies de sofa, de souffrir de scolioses, de devenir sourds et aveugles. Mais voilà qu'ils se convertissent à la valse à trois temps, qu'ils comptent leur pas en dansant le tango, le cha cha et la lambada.

Pendant des mois, ils ont joué au chat et à la souris pour essayer d'entrer dans les bars sans se faire « carter ». Ils étaient arrogants quand ils réussissaient, piteux quand ils se ramassaient à la centrale de police, se faisaient engueuler par leurs parents et par ceux de leurs amis. Mais voilà qu'ils sont reçus dans de grands hôtels où les portiers leur font des courbettes, où les garçons leurs servent le vin mousseux.

Après avoir triché sur les heures de rentrée, affronté au lever, la grogne de leurs parents, ils s'en vont maintenant passer une nuit au fond des bois, dans d'obscures cabanes à sucre, pour

consommer la fin de leurs études secondaires.

La terre s'arrête de tourner quand s'annonce le bal de fin d'année. Plusieurs signes avant-coureurs annoncent la mutation imminente des enfants d'hier. Dans les boutiques de dessous féminins, le rayon des soutiens-gorge sans bretelle est dévasté. Les quelques rack-à-jos qui échappent à la razzia sont de la taille de la reine mère d'Angleterre ou de Dolly Parton.

Dans les boutiques, la mine basse et résignée, des gars de 16 ans suivent leur mère au rayon des complets. Ils achètent des costumes dans lesquels ils se sentent ridicules comme à leur premier pantalon long. Les filles vont de boutique en boutique essayer des robes aux décolletés troublants, aux jupes fendues jusqu'aux cuisses. Elles grimpent sur d'intraçables talons, et chancellent comme au jour de leurs premières bottines.

Au coin des rues, des jeunes agitent des guenilles et tentent d'attirer les automobilistes dans les stations-service complices pour astiquer leurs autos. Les parents se posent des questions existentielles: « Couit'don. Vas-tu, au bal? Moi mon gars ne veut pas me voir là. Au cocktail, ça va! Mais au repas! Ça fait « parents



Ghislaine Rheault

mais liquidé mes fantasmes de bal? Dans le temps, c'était un rituel qu'on ne pratiquait que dans les écoles de riches. Ou une sorte de marché sexuel où on « matchait » les meilleurs morceaux parmi les enfants des parvenus. La chronique mondaine du journal en parlait. Les filles de la haute gomme y faisaient leurs débuts, celles de la petite gomme s'en moquaient. « Le bal des petits souliers? Ridicule! »

La démocratisation du bal a suivi celle de l'enseignement. On y célèbre la fin de la course à obstacles du secondaire, la victoire contre les pièges tendus par le système scolaire pour faire décrocher les enfants. Il y a de quoi fêter!

Mais en cours de route, le cérémonial s'est transformé. Disparu le carnet de bal que signaient les prétendants, à la queue leu leu. Dans l'agenda du bal, il y a maintenant des cérémonies roturières: lave-auto, défilé de mode, ven-

té de cacahuètes. Car il faut maintenant quêter pour aller danser. On a aussi multiplié les séquences: il y a l'avant-bal et le cocktail où on arrive déguisés. Il y a l'après-bal où les jeans, comme le naturel, reviennent au galop. Les parents ne doivent surtout pas s'y fourrer le nez.

Pour tromper la nostalgie, reste le journal de bal. Celui d'une mère qui a consigné, pour mémoire, ces dialogues pris sur le vif...

— 2 avril 1995

-Maman, je la veux courte, ma robe

-En es-tu sûre? Pour un bal, c'est tellement plus beau une robe longue. Tes amies, elles portent quoi?

-Des robes longues. Mais moi je la veux courte, avec des volants!

— 2 mai 1995

-Maman, je la veux longue, ma robe.

-Mais pourquoi changer d'idée? Va falloir que tu te branches. Comme c'est moi qui la couds, je risque de manquer de temps.

-Il faut que je cache les bleus que je me suis faits en jouant au rugby.

-Et ceux que tu as sur les bras? Te faudra-t-il des manches? Et la coupure sur ta joue? T'es pas tannée d'avoir une mine d'enfant battue?

— 2 juin

-Maman, il va me falloir des souliers pas trop chics. J'aimerais pouvoir les reporter.

-Ça va de soi! Mais j'y pense. Tu pourrais peut-être porter tes souliers de rugby!

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

Le recteur prêt à rester si Garon renonce à son projet

ERNIE WELLS

Collaboration spéciale

■ RIMOUSKI — Le recteur démissionnaire de l'Université du Québec à Rimouski, M. Marc-André Dionne, ne sent aucunement le besoin de justifier le salaire de 112 000 \$ qu'il continuera de toucher s'il réintègre l'UQAR à titre de professeur.

« Que le ministre de l'Éducation, M. Jean Garon, abandonne publiquement et maintenant, son projet d'une université autonome à Lévis et je vais réappliquer au même moment, et avec le plus grand plaisir, sur le poste de recteur à l'UQAR et finir mon mandat », a lancé

hier M. Dionne. Ce dernier se dit très à l'aise avec ce congé sabbatique, qu'il entreprend le 1er juillet, pour aller poursuivre des études à l'Université de Colombie-Britannique, où il doit obtenir dans deux ans un doctorat en enseignement scolaire.

« Je ne commencerai pas à me défendre sur ma rémunération. C'est un règlement public, décidé par l'Assemblée des Gouverneurs de l'Université du Québec, auquel tous les recteurs sont régis. C'est décidé par une autre instance que la mienne et c'est aussi simple que ça », a-t-il ajouté.

M. Dionne ne croit pas que le fait de conserver son traitement salarial, après son congé de deux ans, minimise la sortie surprise qu'il a faite le 11 mai, en démissionnant du poste de recteur qu'il occupait depuis sept ans. « Au contraire, le geste que j'ai posé a provoqué un large débat public sur la mis-

sion des universités en région et a eu aussi pour effet de reporter la décision de l'Assemblée nationale sur la création d'une université à Lévis, après les États généraux sur l'éducation au printemps de 1996 ».

Encore une fois, que le ministre Garon s'engage à mettre fin à son projet, je réappliquerai et je ne suis pas inquiet de ce qui va arriver. On va voir que j'ai toujours le support de ma communauté », dit-il. Mercredi, Marc-André Dionne recevait d'ailleurs la bénédiction de l'Assemblée des Gouverneurs de l'Université du Québec, qui adoptait une motion d'appui à son endroit. L'As-

semblée des Gouverneurs déplore, dans cette résolution, « les jugements de valeur portés par le ministre de l'Éducation sur l'ensemble d'un établissement universitaire qui a fait ses preuves ».

Rappelant l'excellent travail fourni par l'UQAR depuis 25 ans, l'Assemblée des Gouverneurs devait féliciter M. Marc-André Dionne « pour son remarquable dynamisme et sa contribution importante au développement de son établissement ». Marc-André Dionne a enclenché le processus entourant son départ. Sa maison vient d'être mise en vente

ACADÉMIE RENÉ-ALEXANDRE
30 années d'expérience

ÉCOLE D'ESTHÉTIQUE ET D'ÉLECTROLYSE
Un enseignement des plus professionnels, à la fine pointe des technologies nouvelles

ESTHÉTIQUE
JOUR: 11 sept. 1995
SOIR: 11 sept. 1995

ÉLECTROLYSE
JOUR: 19 juin 1995
SOIR: 11 sept. 1995

Diplôme de l'Académie scientifique de beauté - Paris (1926). Diplôme de l'Académie René-Alexandre - Québec

• MASSAGE SUÉDOIS
• SOINS DES PIEDS
• SPECIALISÉS
• COSMÉTOLOGIE

839, St-Joseph Est (418) 522-0134

Clinique d'ophtalmologie

Dr J.R. Clément m.d.

C.S.P.Q., F.R.C.S. (C), F.A.C.S.
ophtalmologiste

Traitement de la myopie et de l'astigmatisme au **LASER**

VERRES DE CONTACT

PLACE DE LA CITÉ
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy, bureau 155
(418) 654-1488

CARREFOUR DE L'ÉNERGIE

L'endroit pour être bien servi au meilleur prix

623-3365

L'EXTRAORDINAIRE CLIMATISEUR MOBILE "FREECOM" DE 8 000 B.T.U. SANS AUCUN ENTRETIEN

AUSSI TOUTES LES AUTRES MARQUES: TOYOTOMI, PINGUINO, KOLDWAVE, etc.

Offrez-vous une thermopompe MITSUBISHI (M. Slim) pour aussi peu que 20\$ par semaine

623-3365

LE LAC CLAIR
Beau à vous couper le souffle!

Tous les plaisirs de la vraie nature à une heure de Québec dans le comté de Portneuf

Superbes terrains en bordure du lac

À partir de 45 000 \$

Venez visiter ce site exceptionnel!

(418) 650-5577 et (418) 527-5931

LAC ST-JOSEPH

Grand terrain avec vue 150 000' 100' x 1500'

Terrain boisé, flanc sud, plein soleil prêt à construire

Localisés à Fossambault sur-le-Lac (30 min. de Québec), idéal pour amateurs de la nature et de grands espaces

Paix et tranquillité

Proximité future piste cyclable

Jacques-Cartier/Portneuf

15 000\$

391 à 397, 6e Rang Est

Informations: (418) 873-2822

rabais de **20%** à **50%*** sur une sélection de vêtements*

concept mode **clément** 0-20 ans

Place Ste-Foy Les Galeries de la Capitale
Place Carnaval Lévis Place Fleur de Lys
Rivière-du-Loup Rimouski Drummondville
Victoriaville St-Georges Chicoutimi

GIROUX-MAÇONNEX

GRUPE GIROUX MAÇONNEX

FENÊTRE EN BLOCS DE VERRE

- Livrée toute assemblée.
- Vous protège des voleurs par sa grande résistance aux chocs.
- Résiste au feu entre 45 et 90 minutes pour une protection accrue.
- Disponible dans un vaste choix de formats et motifs.
- Insonorise et isole mieux qu'une fenêtre conventionnelle.

PITTSBURGH CORNING
PGGLASSBLOCK
PRODUCTS

5690, boul. Pierre-Bertrand N.
Québec
622-8500

• BRIQUES • PIERRES • PRODUITS D'AMÉNAGEMENT • BLOCS ET FENÊTRES DE BLOCS DE VERRE

ON CHERCHE UN FOYER

Des petits qui ont besoin de sécurité

Le tableau que nous vous brossons cette semaine se pare de couleurs plutôt sombres, mais il est à l'image de ce que certains enfants connaissent dans leur milieu familial. Négligés et livrés trop tôt à eux-mêmes, victimes ou témoins de violence, des enfants de quatre et cinq ans viennent vous solliciter afin de se trouver une famille d'accueil.

Insécures, leur sommeil sera parfois

agité et accompagné de cauchemars. Peu habitués à un encadrement stable, ils résisteront au début à celui que vous tenterez de leur donner. Certains seront turbulents et éprouveront de la difficulté à s'arrêter alors que d'autres se révéleront inhibés et portés à l'inactivité. Ils présentent une maturité étonnante à certains niveaux, mais à d'autres, ils accusent des retards d'apprentissage importants. Ils re-

cherchent désespérément l'attention des adultes, sauf qu'ils ne possèdent pas toujours le mode d'emploi approprié. Ils auront donc besoin d'être rassurés et de recevoir toute l'attention, la stimulation et la protection dont ils ont manqué. Un encadrement clair et soutenu devra leur être fourni, et la présence d'une figure masculine qui s'implique auprès d'eux comptera beaucoup. Il sera également impor-

tant qu'ils puissent participer à des activités qui les mettent en contact avec d'autres enfants.

Si vous décidez d'accueillir un de ces enfants, il faudra être disponibles, faire preuve de patience, savoir attendre les résultats, démontrer une ouverture d'esprit face aux parents naturels et résider sur le territoire desservi par le transport en commun. Leur placement s'échelonnnera sur une pé-

riode de six mois à un an, peut-être deux. Les personnes qui croient être en mesure d'assumer ce rôle peuvent nous rejoindre en demandant:

L'ACCUEIL RESSOURCES

Les Centres jeunesse de Québec
Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse
529-7351 poste 2647

Imaginez

un moyen d'épargner qui tombe pile avec vos ambitions!

Voici enfin l'épargne à terme à dépôts périodiques Desjardins!

Imaginez ce dont vous avez toujours rêvé. La réalisation d'un projet important vous tient à cœur et vous demandera d'économiser sur plusieurs années? La caisse Desjardins vous offre le moyen financier qui vous permettra de le réaliser dans les meilleures conditions. Il s'agit de l'épargne à terme à dépôts périodiques!

Vous fixez l'objectif à atteindre ainsi qu'un montant et une date de réalisation. Ensuite, vous vous engagez à verser régulièrement un montant qui s'accumulera tout en profitant du même taux d'intérêt que l'épargne à terme.

Toute la beauté de ce produit d'épargne réside dans son taux avantageux et dans sa souplesse. Ses caractéristiques le prouvent:

- Taux de l'épargne à terme.
- Versements hebdomadaires, aux deux semaines, bimensuels ou mensuels, sur une période variant de 24 à 60 mois.
- Admissible au REER.
- Possibilité de modifier les versements une fois l'an.
- Placement minimum de 3 000 \$.



La caisse populaire
Desjardins

ÉPARGNE et
PLACEMENT
Desjardins

¹ Disponible dans les caisses Desjardins participantes affiliées à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec.



Desjardins

L'incroyable force de la coopération.

EN BREF

MONTMAGNY Baisse de la criminalité

La ville de Montmagny a enregistré une baisse de 2,4 % de son taux de criminalité en 1994, selon les données recueillies dans le dernier rapport de son service de la sécurité publique, déposé cette semaine par le chef de police Ghyslain Vézina. La sûreté municipale de Montmagny enregistre une diminution de 9 % du nombre de crimes contre la personne, une baisse de

12,5 % des crimes contre la propriété, mais une augmentation de 14,28 % des crimes divers. Les policiers montmagnyons ont traité 485 dossiers criminels en 1994 contre 497 en 1993. Le taux de solution des crimes connaît une légère hausse avec 45,77 % des affaires criminelles résolues. Le nombre d'accidents de la circulation avec blessés est également en baisse de 10 %. Cet été, le service de police compte accroître le nombre de patrouilles à pied au centre-ville en portant une attention particulière aux propriétaires de chiens qui ne respectent pas le règlement d'hygiène de la municipalité. S.F



LE PÈRE ÉMILIE TARDIF

À l'église Saint-Roch (rue Saint-Joseph)

Le mardi 20 juin à 19h

Dans le feu de l'amour

692-0113

MEPHISTO AIR-JET

LA CHAUSSURE AVEC SEMELLE
À CIRCULATION ET COUSSIN D'AIR

LA SANDALE À SOUTIEN PLANTAIRE

- Soutien orthopédique aux formes anatomiquement étudiées.
- Intercalaire en mousse de latex : procure une marche souple.
- Reliefs de massage sur les zones actives : tonifient la musculature du pied et de la jambe.
- Semelle "BIOSOFT" souple et durable : permet une flexion naturelle du pied.
- Pour hommes, femmes et enfants.



POULIOT

LÀ OÙ CHAUSSURES ET SANTÉ VONT DE PAIR
2990, Chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy 652-0100

L'UQAR
un fleuve
de différences

Des cours universitaires à Lévis à l'automne 1995

Le Centre d'études universitaires de la Rive-Sud vous invite à vous renseigner sur les cours et les programmes offerts à Lévis à l'automne 1995.

Les cours prévus à l'automne 1995 couvrent les domaines suivants :

- au premier cycle**
- l'administration
 - les sciences comptables
 - la gestion informatisée
 - la gestion des ressources humaines
 - l'éducation
 - l'animation
 - la psychologie
 - l'informatique
 - les sciences infirmières

- au deuxième cycle**
- la gestion de projet
 - l'éthique

Pour recevoir la liste complète des cours et des programmes d'études offerts à Lévis, communiquez le plus tôt possible avec le personnel du :

Centre d'études universitaires de la Rive-Sud
55, rue du Mont-Marie
Lévis (Québec)
G6V 8R9

Téléphone : (418) 833-8800
Télécopieur : (418) 833-1113



Université
du Québec
à Rimouski

ENQUÊTE À LA COMMISSION SCOLAIRE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE

Le système de présence des étudiants mis en cause

MARC SAINT-PIERRE
Le Soleil

QUÉBEC — Une personne mal intentionnée aurait pu indûment siphonner le ministère de l'Éducation en se servant du système de présence des étudiants adultes mis en place à la Commission scolaire des Chutes-de-la-Chaudière, mais cela n'a pas été le cas. C'est ce qu'a affirmé, jeudi, l'ancien grand manitou

L'administrateur, dont le témoignage a occupé toute la journée, en était à son deuxième jour à prendre quelque couleur sur le gril de l'enquêteur Jean-F. Keable qui entend faire la lumière

sur certains aspects de l'administration de la Commission scolaire des Chutes-de-la-Chaudière.

L'enquêteur veut entre autres évaluer de plus près le système des pré-

sences ayant cours à son service d'éducation aux adultes

De son cru et « discutable », a volontiers admis M. Tassé, ce système prévoyait essentiellement que les étudiants s'en tiennent à signer leurs déclarations de fréquentation scolaire (DFS) attestant de leur présence, mais en omettant d'en préciser la date à l'endroit prévu sur le formulaire. Cet espace blanc était plus tard rempli par du personnel de la commission scolaire elle-même.

Et tant pis pour les directives du ministère de l'Éducation pour qui ces DFS ont de l'importance puisque c'est sur ces preuves de présence qu'il se

base pour calculer les enveloppes respectives des commissions scolaires pour l'éducation aux adultes.

Des propos de l'administrateur, il s'est dégagé que le côté sombre de son système s'arrêtait là. Dans son esprit, sa formule aura eu sans plus le mérite d'éviter que la commission scolaire ne perde des fonds parce qu'un étudiant est, par exemple, à un autre endroit à se livrer à d'autres activités plutôt que dans la salle de cours où sont prises les présences. Ou parce que platement il a mis sa date de naissance là où doit apparaître celle de sa présence et que les délais requis par le MEQ se sont épuisés à lui courir

après. Pour lui, il est tout au plus plausible bien qu'impensable que la commission scolaire ait reçu des fonds pour un étudiant qui aurait effectivement joué les filles de l'air.

« Chinoiseries » administratives et règles inapplicables sur le terrain que les directives du MEQ à ce chapitre, a estimé M. Tassé.

« Ma prétention est que mon système n'a pas généré de financement supplémentaire. Il a plutôt évité d'en perdre », a-t-il synthétisé.

La Commission Keable reprendra ses travaux le 9 juin. Le commissaire a fait savoir qu'il a encore beaucoup de questions à poser à M. Tassé.

EN BREF

LAC-SAINT-CHARLES

La SQ trouve 140 000 \$ de stupéfiants

Les policiers de la Sûreté du Québec ont découvert jeudi pour plus de 140 000 \$ de stupéfiants dans la maison mobile d'un homme habitant Lac-Saint-Charles. Le suspect, Jeannot Perron, 39 ans, devait comparaître hier au palais de justice de Québec sous des accusations de possession de cocaïne et de haschisch, ainsi que de possession dans un but de trafic. Les agents ont également perquisitionné la résidence d'un homme de 40 ans, de Val-Bélair, chez qui ils ont trouvé 18 000 \$ en billets de banque. Aucune accusation n'a cependant été déposée dans son cas, la SQ n'ayant pas encore complété son enquête. J.-M.S.

LE SOLEIL

ABONNEMENT 686-3344

SEMAINES D'IMMERSION ANGLAISE À L'UNIVERSITÉ BISHOP'S



- 6 heures de cours par jour
- Clubs de conversation
- Campus anglophone

Possibilité de 1 à 5 semaines
Du 2 juillet au 5 août 1995

Pour plus de renseignements:
(819) 822-9670

Bureau de l'Éducation permanente
Université Bishop's
Lennoxville, QC J1M 1Z7



Service de soutien académique SOS ÉTUDES
FRANCHISE DISPONIBLE

Vous êtes dans le domaine de l'éducation et vous aimeriez devenir votre propre patron?

SOS Études est une entreprise de soutien académique privée qui offre des services de tutorat à domicile, des groupes de préparation aux examens finaux et d'autres services spécialisés en éducation.

- Région de Québec
- Possibilité de très bons revenus
- SOS Études est présent à Montréal et en Outaouais
- Investissement minime (7000-8000\$)
- Concept éprouvé et qui a fait ses preuves

INFORMATIONS: (819) 595-3048

Heures d'ouverture: du lundi au jeudi de 9h à 12h.
(Frais virés acceptés)

ÉCOLE DE L'ESTHÉTISME
M.C. MATTE
DU QUÉBEC ENR.

Formation professionnelle spécialisée

Cours offerts: Esthétique, Electrolyse, Cosmétologie, Manucure, Soins des pieds, Pose d'ongles, Épilation à la cire.

Stage de formation: Ecole reconnue par le ministère aux fins d'impôt.

3061, Maricourt
Sainte-Foy (Québec)
652-9300



YOLANDE DUBÉ, M.D.

Médecin, chirurgien, ophtalmologiste
D.A.B.O. FRCS (C)

Boursière du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada, le Dr Yolande Dubé avise sa clientèle qu'elle est de retour d'un stage de perfectionnement de quatre mois à l'Hôtel-Dieu de Paris.

Ce stage a permis au Dr Dubé de se perfectionner principalement sur les chirurgies de la cataracte ainsi que sur les derniers développements touchant la correction de la myopie et de l'astigmatisme au laser.

POUR CONSULTATION

Yolande Dubé, m.d.
Pavillon du Jeffery Hale
1270, chemin Sainte-Foy
(418) 687-3326

Pour le plaisir à la montagne!



BONELLI
Mont-Tremblant

21 vitesses STI, Cadre cromoly
Dérailleurs Shimano Acera-x

reg.: 35999\$

329 99\$

BONELLI
Mont-Blanc

18 vitesses
GRIP-SHIFT

reg.: 29999\$

279 99\$

*Détails en magasin



DEMERS
BICYCLETTES ET SACS DE FOND

TOUT POUR LE VÉLO 529-1012
1044, 3^e avenue, Québec



Les plus belles fleurs annuelles en ville

Exigez la qualité No 1



299\$
comparez avant d'acheter

FLEURS VIVACES



177\$
toutes les variétés

JARDINIÈRES SUSPENDUES



spécial
1277\$
Pot de 10 pouces

GÉRANIUMS



247\$
Les plus beaux géraniums à Québec

CÈDRES À HAIE

- La haie de cèdres, la plus belle des haies
- 5 grandeurs disponibles

à partir de
595\$



Également disponibles, toutes les autres variétés de plantes à haies, à fleurs et à feuillage dense.
Spéciaux validés jusqu'au 14 juin 1995 ou épuisement des stocks.



PÉPINIÈRE MORALDO ET FILS INC.

Qualité et service depuis 1957

Un seul nom et trois adresses:

LEBOURGNEUF
(Charlesbourg-Ouest)
1300, boul. St-Joseph
628-9440

SAINTE-FOY
(limites de Cap-Rouge)
4078, chemin Saint-Louis
656-6539

SAINT-AUGUSTIN
(croisement de l'autoroute 40)
180, route 138
878-3808

BILODEAU
DE PLUS EN PLUS SERVICE

- Un département de pièces vraiment complet.
- Débosselage, peinture... sur place!
- Un rendez-vous au service le jour même
- Bilodeau prend et ramène votre voiture à domicile ou au bureau.
- Et peut même vous prêter une voiture de courtoisie



Avec l'équipe d'Yvan Lessard



9641, boul. Ste-Anne, Ste-Anne de Beaupré
827-3773 • 1-800-663-3773

SOLDE DU SAMEDI

20% de rabais sur les pièces d'acrylique



Les beaux jours et les repas en plein air sont enfin de retour. La Maison Renaud vous offre donc, pour un jour seulement, 20% sur tout son assortiment de pièces en acrylique.

Renaud & cie
«L'expérience à votre service»

Spécialisé dans les listes de cadeaux, RENAUD CIE vous offre, depuis 150 ans, le plus beau choix de vaisselle, verrerie, coutellerie et cadeaux à Québec.

82, rue Saint-Paul, Québec - 692-0122

Heures d'ouverture: du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h, le samedi, de 9 h 30 à 16 h 30 (section domestique seulement)

La saison touristique du parc des Hautes-Gorges mise en péril

Les responsables exigent l'aide de Québec

DENIS GAUTHIER
Collaboration spéciale

■ SAINT-AIMÉ-DES-LACS — Rendus au bout du rouleau, les responsables du parc des Hautes-Gorges de la rivière Malbaie prient Québec de faire son lit dans les plus brefs délais. « L'élastique est étiré au maximum. Nous n'en pouvons plus », lance le président de la Corporation de développement des Hautes-Gorges, M. Mathias Dufour.

Depuis des années, les promoteurs tiennent le parc à bout de bras dans l'espoir qu'un jour le gouvernement statue sur le territoire et qu'il dégage des crédits pour son développement. Mais les problèmes s'amoncellent et la situation devient de plus en plus précaire.

Le dernier coup est venu, il y a quelques jours, quand les spécialistes ont établi la charge portante du pont des Érables à deux tonnes. Ce pont donne accès au territoire et M. Dufour n'exclut par une fermeture durant la saison. « Seules les petites voitures peuvent maintenant se rendre au cœur du parc », note-t-il. Le Parc des Hautes-Gorges de la rivière Malbaie est un des plus spectaculaires de l'est de l'Amérique du Nord avec ses falaises

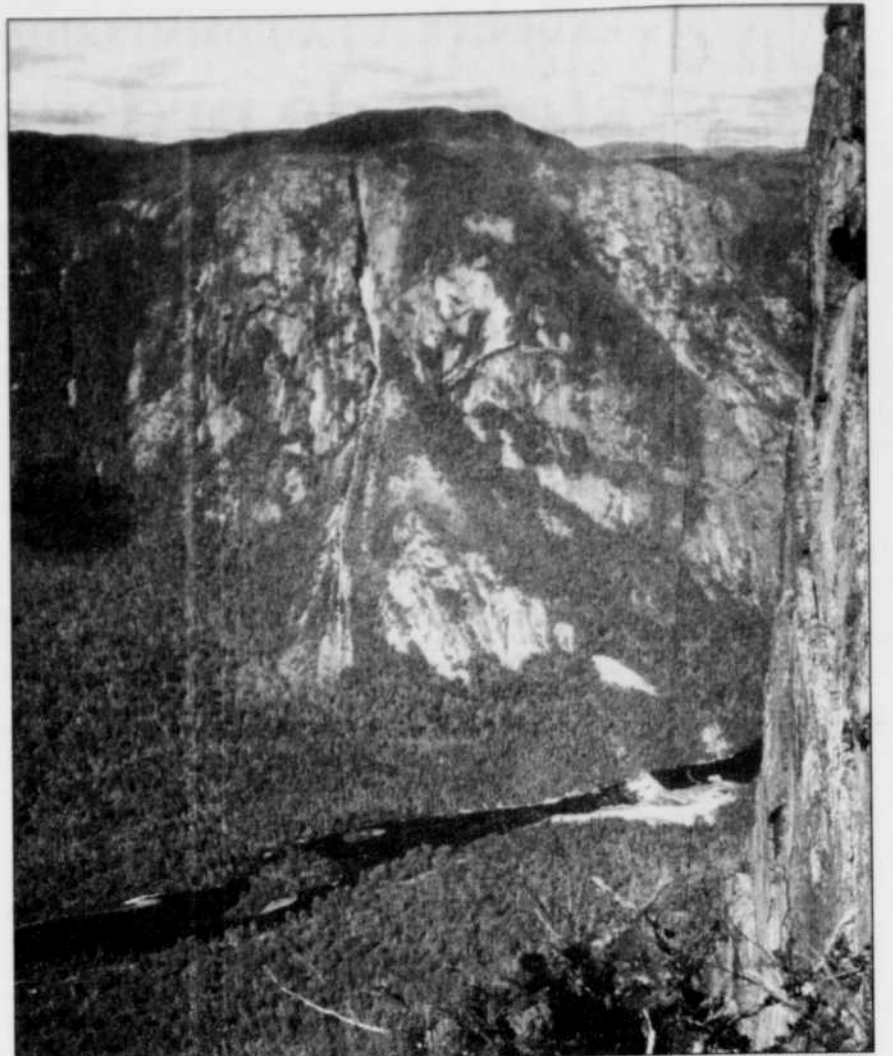
de 900 mètres au fond desquelles serpente la rivière Malbaie. L'ensemble du territoire regorge de phénomènes naturels intéressants comme des chutes, des vallées glaciaires suspendues et une ornière qui a été déclarée réserve écologique.

30 000 VISITEURS PAR AN

L'an dernier, ce sont 30 000 personnes qui ont visité le parc. En dépit d'une route d'accès parfois cahoteuse et du manque d'équipement, les amateurs de plein air veulent profiter de ce site unique. Il s'agit pour Charlevoix d'un morceau important du casse-tête des équipements touristiques de l'arrière-pays.

Le pont des Érables enjambe la rivière Malbaie à 25 km de Saint-Aimé-des-

Laes. Il a été construit par la compagnie Donohue dans les années 1920. Des travaux ont été effectués pour consolider l'infrastructure mais le temps fait son oeuvre. Il faudrait investir entre 500 000 \$ et 600 000 \$ pour construire un pont neuf. « Entretemps, nous pourrions pour 50 000 \$ disposer des poutrelles d'acier qui permettraient le passage d'à peu près tous les véhicules », avance M. Dufour en ne parlant toutefois que d'une nouvelle solution temporaire. « Il faut que Québec nous dise à quoi nous en tenir. Nous n'en pouvons plus », lance-t-il. Dans l'état actuel du pont, les responsables des Hautes-Gorges ne sont pas certains de pouvoir demeurer ouverts durant toute la saison. Plusieurs avenues sont à l'étude concernant le parc des Hautes-Gorges de la rivière Malbaie. Il est question d'un parc provincial, probablement d'un territoire élargi qui permettrait d'y adjoindre celui des Grands Jardins. Un autre scénario fait état d'une superficie réduite. Il y a quelques années quand Brian Mulroney était député, les intervenants du milieu faisaient pression pour obtenir un parc national. L'idée a toutefois été mise de côté.



Le parc des Hautes-Gorges dans Charlevoix est l'un des plus spectaculaires de l'est de l'Amérique avec ses falaises hautes de 900 mètres.

OUVREZ LES PORTES DE L'ÉCONOMIE

ACCENT 95

4 portes



9 995 \$**

Voiture de l'année, Motoring 95

ELANTRA 95

4 portes



10 995 \$**

Valeur de revente inégalée

SONATA 95

4 portes



14 595 \$**

Meilleur rapport qualité prix

HYUNDAI
On évolue à votre avantage

M. LESSARD
659, boul. St-Joseph,
Québec
623-5471

CENTRE HYUNDAI
1605, boul. Henri-Bourassa,
Québec
522-3738

HYUNDAI LUXOTO
484, côte joyeuse,
Saint-Raymond
1-800-463-3818

AUTOMOBILES LÉVIKO
144, rte Kennedy,
Lévis
833-7140

STE-FOY HYUNDAI
2650, Dalton, parc Colbert,
Sainte-Foy
654-9292

HYUNDAI LAURIER STATION
Autoroute 20, sortie 278
Laurier Station
728-4044

* P.D.S.F. de l'ACCENT 1995 de base, 4 portes, 5 vitesses, à partir de 10 295 \$, moins rabais. ** P.D.S.F. de l'ELANTRA GL, 5 vitesses, à partir de 12 295 \$, moins rabais. *** P.D.S.F. de la SONATA GL de base, 5 vitesses, à partir de 15 595 \$, moins rabais. Offre d'une durée limitée, transport, préparation et taxes en sus.

ÉBOULIS DE LA PLAGE SAINT-LAURENT

Le chemin bientôt ouvert

Une facture de 40 000 \$ pourrait être envoyée aux résidents

ROBERT FLEURY
Le Soleil

■ SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES — Les résidents de la Plage Saint-Laurent à Saint-Augustin devront attendre encore quelques jours avant de pouvoir accéder complètement au chemin de la plage mais quelques propriétaires pourraient devoir se partager une facture de 40 000 \$.

« La corporation de la plage Saint-Laurent est propriétaire du chemin et d'une partie des abords, et il y a un ou deux propriétaires pour cette partie de la falaise. Nous avons demandé au ministère de la Sécurité publique d'assumer les frais de déblayage encourus. S'il refuse, nous devons nous tourner vers les propriétaires », explique le directeur général de la municipalité de Saint-Augustin-de-Desmaures, M. Michel Beauchemin.

Considéré comme un « act of God » selon l'expression consacrée, l'éboulement n'est pas couvert par les assureurs des propriétaires concernés. Devant l'urgence d'agir, la municipalité a pris sur elle de faire effectuer les travaux par un entrepreneur de Cap-Rouge car des questions de sécurité étaient en jeu.

Lors de notre visite hier matin, des travailleurs encordés s'affairaient à déblayer un rocher d'une dizaine de mètres de longueur sur sept ou huit mètres de hauteur en surplomb de la plage à une trentaine de mètres de hauteur car il ne reposait que sur mince bande de rochers épars. Il devrait être dynamité aujourd'hui. Ensuite, la municipalité fera ériger une plate-forme en pente inversée en retrait de la route pour faire écran si jamais d'autres éboulements devaient se produire. Les rochers seront tout simplement empilés en conséquence.

RETOUR À LA NORMALE POUR LES RÉSIDENTS

À défaut de pouvoir circuler librement, les résidents ont obtenu le raccordement en électricité, téléphone et même en câblodistribution car les masses de roc avaient tout simplement sectionné fils et poteaux. Des débris ont été empilés le long du rivage du fleuve pour protéger le muret de soutènement et éviter qu'il ne soit endommagé par les glaces l'hiver prochain.

L'éboulement de 10 000 mètres cubes de roc soulève la question de la stabilité de la falaise car ce n'est pas la première fois qu'un éboulement se produit sur cette faille qui domine le fleuve même s'ils n'ont jamais atteint cette importance. S'il ne s'était produit à une heure nocturne de faible achalandage, il aurait pu avoir des conséquences dramatiques. Des enfants avaient d'ailleurs l'habitude de grimper sur le sentier qui longeait la masse de roc et on voit encore leurs dessins colorés sur le flanc du rocher.

« C'était le seul endroit qui représentait une telle masse rocheuse mais nous allons effectuer une inspection visuelle de la crête pour nous assurer que tout est stable », dit Michel Beauchemin. Ailleurs, il s'agit de schistes qui se détachent par l'érosion par minces galets comme c'est le cas dans le secteur de la plage Jacques-Cartier à Cap-Rouge et Sainte-Foy ou dans le quartier Cap-Blanc à Québec. Un éboulement s'est d'ailleurs produit, il y a 10 jours, dans la rue Sous-le-Cap, sous les Ramparts de Québec.

Les travaux se poursuivront encore pendant quelques jours. Ils ne semblaient pas trop perturber la douzaine de coverts qui pataugaient à une cinquantaine de mètres sur les battures du fleuve mais ils incommodaient grandement une cycliste qui devait se payer toute une côte à remonter à défaut de pouvoir se diriger vers Cap-Rouge.

L'éboulement soulève la question de la stabilité de la falaise

Des jeunes circulent à vélo sur ce promontoire

Traces inexplicables dans un champ de Cap-Chat

L'alerte à l'Ovni n'a pas tardé à se manifester

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

■ CAP-CHAT — Des cercles inexplicables ont été découverts dans un champ du « Village de l'anse », près de Cap-Chat.

« J'ai remarqué le premier cercle il y a une semaine, raconte le propriétaire du terrain, Magella Pelletier. J'ai d'abord pensé qu'il s'agissait de traces d'animaux mais, en m'approchant, je me suis aperçu que l'herbe et la mousse étaient brûlées sur une quinzaine de mètres de diamètre. »

« La trace semble magnétisée, ajoute le propriétaire du terrain. Un homme de Pont-Rouge est venu visiter ma carrière de pierre et je lui ai montré les cercles. Il a pris un morceau de cuivre,

relié à un fil, et l'a suspendu au-dessus de la trace inexplicable. Le morceau s'est mis à bouger. Ailleurs, la même pièce est demeurée immobile. » Des recherches plus poussées ont permis la découverte d'un autre cercle, de même forme, mais plus imposant. « Celui-ci semble moins récent.

La trace semble magnétisée, affirme le propriétaire

Son diamètre est deux fois plus grand et on voit clairement que l'herbe, plus haute, est d'un vert plus tendre. » L'en-

droit est situé à une centaine de mètres du premier.

M. Pelletier estime que ces empreintes auraient pu être laissées, après la fenaison, à l'automne, et tôt ce printemps. Il doit contacter les policiers incessamment et souhaite qu'un biologiste vienne examiner sa découverte.

Entretemps, des dizaines de curieux ont visité le site, à deux kilomètres de la côte, et échafaudé quelques hypothèses. « J'ai 60 ans et je n'ai jamais rien vu de tel, précise M. Pelletier. Cer-

Le mystère a déjà attiré des dizaines de curieux

taines personnes affirment qu'il pourrait s'agir d'objets volants non identifiés mais je n'ai aucune certitude. »

Ni l'homme, ni ses voisins, n'ont observé de phénomènes bizarres au cours des derniers mois. Toutefois, des observations inexplicables, principalement lumineuses, ont déjà été rapportées, voilà quelques années.

GRANDE PREMIÈRE À QUÉBEC

VENTE INCROYABLE de couturiers français

ROBES • JUPES • BLOUSES
PANTALONS • VESTONS
CHANDAILS
MANTEAUX • TAILLEURS
JEANS • VÊTEMENTS
DU SOIR

GRANDEURS 4 à 14 ANS

Printemps-Été

Épargnez jusqu'à

95%

Du prix de détail suggéré sur collections antérieures



Directement de Paris

GUY LAROCHE
GASTON JAUNET
TARLAZZI

ROBES - JUPES
90\$ - 250\$
RÉGULIER
800\$ - 1800\$

TAILLEURS
200\$ - 400\$
RÉGULIER
1000\$ - 3000\$

JEANS
60\$ - 150\$
RÉGULIER
400\$ - 600\$

VÊTEMENTS DU SOIR
250\$ - 400\$
RÉGULIER
1500\$ - 5300\$

(Stationnement gratuit sur place)



PLUS QUE 2 JOURS

JEUDI	1 ^{er} JUIN	10h À 21h
VEN.	2 JUIN	10h À 21h
SAM.	3 JUIN	10h À 17h
DIM.	4 JUIN	11h À 15h

UNE OCCASION À NE PAS MANQUER!

Hôtel Germain des Prés
1200, av. Germain-des-Prés, Ste-Foy, 658-1224
COMPTANT - VISA - MASTERCARD

Bilodeau en cour pour meurtre au 1er degré de Florence Bouchard

DENIS GAUTHIER
collaboration spéciale

■ LA MALBAIE — Jacques Bilodeau, 38 ans, de Charlesbourg, sera traduit devant les Assises criminelles au palais de justice de La Malbaie sous des accusations de meurtre au premier degré pour la mort de Mme Florence Bouchard, survenue à Baie-Saint-Paul le 24 novembre dernier.

Le juge Jean R. Beaulieu de la cour de Québec en a décidé ainsi hier matin, au terme de l'enquête préliminaire de l'accusé.

Bilodeau est un individu connu des policiers. Il a déjà été condamné pour vol avec violence. Il a également été condamné à quatre mois en 1980 pour tentative de meurtre. La même année, il avait été condamné à cinq ans de pénitencier pour négligence criminelle ayant causé la mort. Bilodeau s'est été pris à un policier de Québec avec une baguette de billard dans un bar de

Charlesbourg. Faisant l'objet d'une poursuite alors qu'il était en cavale, l'automobile qu'il conduisait avait monté sur le trottoir pour heurter mortellement un piéton, à l'intersection du boulevard Charest, en plein centre-ville de Québec.

Jacques Bilodeau habitait chez Mme Bouchard depuis quelques semaines à titre de chambreur. Il avait développé une relation intime avec la dame de 73 ans. Dans sa déclaration aux policiers, il a avoué l'avoir tirée à la tête avec une carabine de calibre 303.

LES ANNONCES CLASSÉES
686-3311

ENFIN! JE SUIS DE RETOUR
tous les jours de la semaine de 9h30 à 18h00,
au 1000 avenue Belvédère (sous-sol de l'édifice
L.P. Demers), à Sillery. Tel: 527 8459

Paule
Létourneau
OPTICIENNE D'ORDONNANCES

AIDER SON ENFANT EN LECTURE ET EN ÉCRITURE



Docteure Réjeanne Fiset
Spécialiste en enseignement de la lecture
Si aucune mesure efficace n'est prise à temps, les problèmes s'accumuleront. Votre enfant prendra du retard en lecture et en écriture. Ces difficultés se répercuteront sur sa confiance en lui-même, son intérêt pour l'école et sur sa vie sociale.

2406, ch. des Quatre-Bourgeois
bureau 103
Québec
Québec
(418) 652-9900
Montréal
(514) 279-4673
Trois-Rivières
(819) 373-4032

SAINTE-FOY HYUNDAI N°1 AU CANADA

ACCENT 95
4 portes neuves

Plus de
100 VÉHICULES
NEUFS EN
INVENTAIRE



**STE-FOY
HD
HYUNDAI**

**SPÉCIAL
démonstrateur 1995**
2650, Dalton, Parc
Colbert Sainte-Foy
654-9292

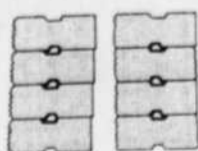
Directement du fabricant!

Ouvert au public et aux entrepreneurs.

Transpavé

Fabricant de produits de béton

Système d'emboîtement révolutionnaire exclusif à TRANSPAVÉ utilisant une pièce de polypropylène qui permet de réaliser un muret vertical ou incliné.



Visitez notre salle de montre intérieure et consultez nos EXPERTS.

- ✓ 11 couleurs s'harmonisant à la brique de parement
- ✓ Choix d'accessoires et de fini
- ✓ Garantie contre l'effritement

Embellissez votre propriété!

Demandez notre brochure d'installation gratuite. Venez visiter notre salle de montre.

Nom _____

Adresse _____ Code postal _____

Écrire à: **Transpavé inc.**, 1166, boul. St-Joseph
Charlesbourg (Québec) G2K 1E6
ou téléphoner: (418) 623-3074

ACHETEZ MAINTENANT et payez dans 6 MOIS

Sujet à approbation du crédit, achat minimum.

Transpavé

1166, boul. St-Joseph, Charlesbourg, Québec
Voisin du Club Paradis

Tél.: (418) 623-3074
1-800-303-3074

1166, boul. St-Joseph
Autoroute de la Capitale

Heures d'ouverture:

Lun. - mer.: 7h à 20h Jeq. - ven.: 7h à 21h Samedi: 7h à 16h Dimanche: 9h à 16h

CHÂRLEVOIX Le bois affecté par le châblis sera récupéré

DENIS GAUTHIER

Collaboration spéciale

■ NOTRE-DAME-DES-MONTS — Quatre-vingt-huit pour cent du volume de bois normalement exploitable affecté par le châblis qui a ravagé une partie des terres publiques de Charlevoix, l'automne dernier, sera récupéré sur une période de deux ans grâce à un plan spécial d'intervention mis sur pied par le ministère des Ressources naturelles.

C'est la firme Scierie du Fjord, l'exploitant forestier du secteur touché, qui sera chargé des travaux. L'entreprise entreprendra dès cette semaine les travaux qui normalement devraient lui permettre de récolter la majeure partie du bois affecté dès cette année.

«Plus nous attendons et plus la valeur commerciale du bois risque de diminuer», indique le porte-parole de la scierie, M. Jean-François Mérette.

Le châblis du 7 novembre 1994 avait ravagé un secteur de 50 km carré de l'arrière-pays de Charlevoix. Ce sont 170 000 mètres cubes de bois marchand qui se sont retrouvés renversés par les forts vents.

Le plan engendre des coûts additionnels de 3 M \$

Les autorités du ministère des Ressources naturelles ont travaillé durant tout l'hiver pour mettre au point un plan de récupération. «Nous avons dû innover puisqu'il s'agit d'une première intervention sur un châblis de cette importance au Québec», révèle le directeur de l'Unité de gestion de Charlevoix, M. Pierre Martel.

Les spécialistes ont évalué à 3 millions \$ les coûts supplémentaires engendrés par le plan de récupération. Le ministère défrayera les deux tiers de la somme par des réductions sur les taux de ses redevances.

Pour la Scierie du Fjord il s'agit quand même d'une facture d'un million \$. «La survie de l'entreprise était en jeu. C'était notre meilleur secteur de coupe dans Charlevoix», explique M. Mérette.

L'hiver dernier la Scierie du Fjord a déjà fait refaire 12 km de chemin pour pouvoir sortir le bois durant toute la saison. Elle investira à nouveau durant les prochaines semaines pour refaire certains tronçons. «Le tiers des coûts supplémentaires provient des infrastructures routières qu'il faut renforcer», indique Jean-François Mérette.

La récupération du bois s'effectuera avec des tronçonneuses à têtes multifonctionnelles et des outils spéciaux, afin de réduire le plus possible les coupes traditionnelles avec des débusqueuses.

«Nous avons reçu un avis de la CSST concernant les mesures à prendre pour couper le bois enchevêtré ou encore tombé à moitié», signale M. Mérette. Les travailleurs ont fait l'objet d'une formation particulière au cours de l'hiver. Ils seront dotés de bottes à crampons et de bandes protectrices lumineuses. C'est un spécialiste ayant travaillé dans la récupération du bois de châblis en Suède et dans l'Ouest canadien qui a donné les cours.

FEUX DE FORÊTS Les secteurs nord-côtiers déjà ravagés sont les plus à risque au Québec

ANNIE ST-PIERRE

collaboration spéciale

■ BAIE-COMEAU — Les 312 000 hectares de forêt nord-côtière ravagés par les grands incendies forestiers de l'été 1991, au nord de Baie-Comeau, sont devenus les secteurs les plus à risque au Québec pour la propagation de nouveaux feux.

Le phénomène est devenu si inquiétant que des experts de la Société de Protection des Forêts contre le Feu (SOPFEU) et des spécialistes de l'industrie forestière se sont penchés sur la question.

Il y a quatre ans, 4,7% du territoire forestier de la Côte-Nord s'envolait en fumée, causant des millions \$ de dommages et nécessitant l'évacuation de plusieurs centaines de personnes. L'étendue des dégâts correspond à la distance entre la ville de Québec et Regina, en Saskatchewan, sur une largeur d'un kilomètre.

À la suite de ces incendies forestiers, 25% des nouveaux brasiers ont été allumés dans les zones déjà rasées, à une centaine de kilomètres au nord de Baie-Comeau.

«Les gens croient qu'il n'y a pas de danger parce que c'est déjà brûlé, mais c'est tout à fait le contraire, il s'agit des secteurs les plus à risque», exprime M. Claude Tremblay, chef des opérations terrestres à la SOPFEU.

Selon les données recueillies

auprès des spécialistes, les feux de forêt sont cinq fois plus nombreux dans les secteurs déjà détruits en raison de la surface noircie des zones qui absorbe davantage la chaleur.

«Le taux d'inflammabilité est toujours plus élevé en raison de l'assèchement rapide du sol et les travaux d'extinction sont beaucoup plus ardues en raison de l'épaisse fumée noire qui s'y dégage», précise M. Tremblay.

PRÉVENTION

La Société de Protection des Forêts contre le feu veut sensibiliser les utilisateurs de la forêt sur ce problème.

«Le territoire brûlé est immense et il s'agit d'un endroit de prédilection pour les amateurs de la nature. Nous voulons les informer et éviter que d'autres catastrophes ne se produisent», a dit M. Tremblay, au cours d'une visite des lieux organisée pour les membres de la presse.

Les équipes de protection du territoire forestier sont inévitablement

sur un pied d'alerte puisqu'un nouvel incendie dans ces lots boisés brûlés représente une menace importante pour l'environnement et l'industrie forestière.

Depuis 1991, la Scierie des Ouatardes, qui réalise des travaux forestiers dans les secteurs brûlés, a reboisé 33 millions de nouveaux plants pour aider la forêt à se régénérer.

L'entreprise possède un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier dans ces secteurs et évalue qu'elle perdrait des sommes importantes avec un nouveau brasier. «Nous avons injecté 17 millions \$ dans ces secteurs depuis 4 ans pour nos travaux de reboisement et de coupes forestières», souligne, M. Gilles Barrette, chef forestier à la scierie. C'est dans le but de sensibiliser le public au phénomène qu'une dizaine de panneaux publicitaires ont été installés à l'entrée des endroits de villégiature pour éviter de nouvelles catastrophes.

La Société de Protection des Forêts admet que les 312 000 hectares brûlés, situés au nord de Baie-Comeau, sont les sites les plus à risque à travers tout le Québec.

Depuis 1991, la scierie a reboisé 33 millions de plants

BEAUPORT Travailleur électrocuté



Un travailleur a été électrocuté hier après-midi quand le lampadaire qu'il installait avec un collègue a heurté un fil de haute tension, à l'intersection Clémenceau et Seigneuriale, à Beaufort. L'homme, âgé de 27 ans, mourra somme toute s'estimer chanceux dans son malheur, ayant «seulement» été blessé à un pied. L'accident a donné lieu à un impressionnant déploiement orchestré par les services de secours. Son collègue, perché dans une nacelle, n'a pas été blessé. Mais il a dû attendre que des équipes d'Hydro-Québec coupent le courant avant d'être secouru J.-M. S.

L'ÉVÈNEMENT

«tel père, tel sans fil»



»

Jusqu'à
30\$

de rabais sur plusieurs modèles!

Il vous aime? Rendez-lui l'appareil à l'occasion de la fête des Pères. Un sans fil, quelle bonne idée cadeau!

Et de plus, vous pourriez gagner l'un de ces magnifiques prix*!

1 Pontiac Transport SE 1995
47 Barbecues Sunbeam 40 000 BTU
94 Magnéto-cassettes Sony



FAITES VITE, L'OFFRE SE TERMINE LE 18 JUIN!

* Les modèles illustrés peuvent différer des prix offerts. Règlements disponibles au 425, Grande-Alée Est, Québec (Québec) G1R 2J5

VOS MAGASINS TÉLÉBOUTIQUE^{MC} BELL DE LA RÉGION DE QUÉBEC

QUÉBEC
Place Fleur de Lys
550, boul. Wilfrid-Hamel
Les Galeries de la Capitale
5401, boul. Les Galeries

SAINTE-FOY
Place Laurier
2700, boul. Laurier
LÉVIS
Les Galeries Chagnon
300, Côte du Passage

RIVIÈRE-DU-LOUP
Centre commercial de
Rivière-du-Loup
298, boul. Thériault

AGENTS AUTORISÉS

THETFORD MINES
Bois franc électronique Inc.
520, boul. Smith Sud
LA MALBAIE
Imprimerie Charlevoix Inc.
261, rue Nairn

ASBESTOS
Bois franc électronique Inc.
561, 1^{re} Avenue
LOUISEVILLE
Caméra Expert
142, rue Saint-Laurent

LES MAGASINS TÉLÉBOUTIQUE



CONCEPT PISCINE DESIGN
CREUSÉE - HORS TERRE - SPA
Division des Entreprises T.D. LePage Inc.

PISCINE CREUSÉE
Photo à titre indicatif à partir de **6888\$**
équipement de base installation incluse

PISCINE HORS TERRE
à partir de **1 199\$**
équipement de base inclus

1451, rue Elna, bureau 103, Val-Bélair
842-7642

La place d'Youville, un théâtre d'été

Les jeunes « acteurs » viennent de Sainte-Foy et Sillery

RÉGIS TREMBLAY
Le Soleil

■ QUÉBEC — « D'accord! Tu me dis d'arrêter de consommer! Mais qu'est-ce que tu m'offres? » La nature a horreur du vide, et la jeunesse a besoin d'ivresse. Normand Senez constate: « Beaucoup de gens essaient de dissuader les jeunes de se droguer, et d'autres croient devoir les empêcher. Mais bien peu leur proposent une alternative, une véritable solution. »

Pour cet intervenant en toxicomanie et guitariste de flamenco, les arts demeurent le dernier bastion de la passion, depuis la mort des grandes causes et l'agonie des croyances religieuses. « Pour être bien dans sa peau, un jeune doit avoir un exutoire. Je leur offre donc de tripper sur les arts! »

Pour ces enfants qui ont déjà un long passé (« à 15 ans, ils en ont vécu 25! »), l'art peut prendre des formes inattendues: « Comme le tatouage, le *body painting* et le *body piercing* leur permettent de s'exprimer autant que de s'afficher. C'est un art visuel et du théâtre permanent! » déclare M. Senez.

Mais qui sont-ils, ces jeunes qui connaît si bien? Il y a ceux qui parquent à la place d'Youville dans leurs habits si semblables, les uniformes du clan. L'uniforme est le moyen facile et factice de ne pas être ou paraître seul. D'une génération à l'autre, la couleur de l'uniforme change, mais le conformisme reste.

Les jeunes de la place d'Youville, ou du moins ceux et celles qui se déguisent en mendiants flyés ou en clochards célestes, ne sont pas ceux que l'on pense, selon M. Senez. « On croit à tort que ces jeunes-là viennent tous des quartiers défavorisés. Mais les enfants de Saint-Roch ne s'amuseraient pas à avoir l'air pauvres. Ceux que vous voyez s'exhiber en ville sont presque tous de Sainte-Foy ou de

Sillery. »

AUX MARCHES DU PALAIS

Ainsi donc, des fils et des filles de familles aisées choisissent la MESS (Angel Dust), la drogue la plus *cheap* pour se *blaster*. « Ils ne se posent pas de questions, ils vont au plus facile. Ils n'ont plus l'instinct de conservation, leur identité est détruite », témoigne l'intervenant.

À quel moment leur identité est-elle détruite? Lorsqu'ils font leur première fugue hors de l'étouffant foyer familial, avec leurs beaux vieux habits neufs, ou lorsqu'ils acceptent de se droguer pour figurer dans la pièce à la mode qui se joue au Théâtre d'été d'Youville, voisin du Capitole et du Palais Montcalm? Aux marches du Palais, y a une tant belle cour des miracles...

Miracle furtif d'un trip pas cher. Poussière d'Ange, la drogue Cendrillon, a remplacé la comtesse aux pieds nus Ange-Aimée Trente-Sous de la Tour Fondue. Mais le tableau n'est pas le même. La drogue, comme l'amour, est devenue bien plus mortelle.

« Le Carré d'Youville est un champ de mines. Sur les pavés, 200 bombes à retardement n'attendent pour exploser que le pas imprudent d'un passant ou le geste délibéré d'un jeune policier un peu trop frais. Le danger augmente le soir, après une journée d'humiliations et d'insultes. »



Les jeunes de la place d'Youville, ou du moins ceux et celles qui se déguisent en mendiants flyés ou en clochards célestes, ne sont pas toujours ceux que l'on pense, provenant parfois des quartiers les plus aisés.

M. Senez ne dit pas que du bien de l'action policière. Si elle est parfois indispensable, « elle n'a pas changé grand-chose, elle a même attiré l'attention sur les drogues et donné à certains jeunes le goût d'essayer... »

CHOSSES TORDUES ET SORTILÈGES BUS

Plusieurs n'attendent effectivement que l'agent provocateur pour laisser éclater leur dégoût de la société, du système et d'eux-mêmes. Pour un oui, pour un look, ils se sont pris au piège des clips et des pubs qui leur montraient des choses tordues et des sortilèges bus, rien pour leur vendre des jeans, du rock et du rap.

Maintenant, il est trop tard. La publicité est le mal infantile du siècle. Une sorte de fièvre qui s'attaque aux jeunes crânes pas assez endurcis, qui pénètre par la fontanelle pas tout à fait calcifiée...

Dans les coulisses (ruelles) du théâ-

tre en plein air du Vieux, s'agitent les producteurs du grand jeu de la mort. Normand Senez raconte: « Tout marche rondement, depuis que les Hell's ont fait place nette. Ce sont des hommes d'affaires, pas des *crossers*. Ils assurent la protection des vendeurs et la qualité du produit. Personne ne peut avoir de labo sans leur autorisation. Il n'y a pas de pépin. C'est comme si la légalisation était déjà faite... »

Le marché est en expansion. On prépare de nouveaux débouchés, on s'occupe des nouvelles clientèles. À ceux qui croient inoffensives les folles nuits « rave », qui voient les jeunes danser jusqu'au matin en s'abreuvant de liquides énergisants, M. Senez profère cette mise en garde: « Attention! C'est là qu'on prépare le prochain boum de

l'héroïne. Il faut savoir que l'Extasy, cette boisson qui y circule assez librement, est faite à 10% d'héroïne et à 90% d'amphétamines. »

Et à ceux qui se croient à l'abri de l'enfer de la drogue, parce qu'ils sont des citoyens de « Straight City », par opposition aux zombies de « Underground City », M. Senez sert cet avertissement: « En circulant en ville, je constate que beaucoup de fonctionnaires et d'employés de bureau, qui se sentent menacés par les coupures et la *rationalisation*, ont amorcé une dérive. Ils boivent de plus en plus, et le jour où ils perdront leur emploi, ils seront encore plus démunis que les habitués du trottoir et les abonnés du B.S. Ces gens-là seront murs pour l'enfer et pour les Hell's... »



AU CHOIX

- CRIMSON KING, 250 cm
- ÉRABLE DRUMMONDII, 200 cm
- MÛRIER PLEUREUR, 150 cm
- FRÊNE HARLEQUIN, 250 cm

44⁹⁹

SPÉCIAL

Comment faire ses BOÎTES À FLEURS

Rencontrez * le représentant de TOURBIÈRE LAFAILLE, le samedi 3 juin de 10 h à 16 h

* À Sainte-Foy seulement

VIVACES

700 variétés

pot 10 cm **1.99**

TOPGROW MIX

substrat de rempotage

sac de 3 pi³ **11.99**

DRACAENA

pot 10 cm **1.99**

On remue pelle et terre pour vous

FLORALIES JOUVENCE

CENTRE JARDIN

STE-FOY

2020, Jules-Verne
Sortie Jean-Gauvin, boul. Charest

LÉVIS

4760, Boul. de la
Rive-Sud

PINTENDRE

828, Route
Kennedy

BOTANIX

Prix en vigueur jusqu'au 6 juin ou jusqu'à épuisement de la marchandise

Course Destination Arctique

L'Aventure avec un grand "A"

Découvrez le Grand-Nord en safari aérien, survolez le Pingualuit (le cratère du Nouveau-Québec) et vivez la grande aventure en participant à "la grande course aux trésors".

Partagez la fascinante culture des Inuits de Kangisujuaq et mettez à l'épreuve vos connaissances, votre endurance et votre capacité de communiquer.

Comprend:

- Le transport par avion notifié
- L'accompagnateur et l'animateur québécois
- Tout le matériel pour la course
- Trois repas complets et buffet sur place en tout temps
- Toutes les taxes
- Les documents de voyage

Prix en argent et artisanat local pour les gagnants

2 Jours par vol notifié de Montréal 1-2 juillet
5-6 août
de Québec 15-16 juillet

1399\$/p

KILOMÈTRE airAlliance

Consultez votre agence de voyages

Consultez votre agence de voyages

Consultez votre agence de voyages

SUPEROCK

ENFIN À QUÉBEC!

Le Rock sous toutes ses formes.

TATOUAGE

Stérilisation complète
• Permanent
• Temporaire
• Aiguilles personnelles
• Airbrush

Bijoux, vrais ou faux
• nez: 5 \$
• oreilles: 5 \$
• nombril: 19,95

Manteaux **99 \$ ET +**

Vestes de cuir **69 \$ ET +**

Bottes moto et western **69 \$ ET +**

Meilleurs prix c'est garantie. 10% à tous, 5% additionnel aux étudiants.
Viens-t-en, perds pas de temps.

Québec 847, Saint-Jean 524-6225

Montréal 23, Sainte-Catherine O. 288-6225

Mario Dumont accueille le corps consulaire américain

CARL THÉRIAULT

Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, accueille aujourd'hui et demain dans son comté la consule générale des États-Unis à Québec, Mme Marie Huhtala et le vice-consul Howie Mir.

Il s'agit d'une invitation lancée par le député de Rivière-du-Loup à l'occasion de la tenue à Rivière-du-Loup du 30e congrès de la Fédération des sociétés d'Histoire du Québec. Plusieurs activités sont au programme, dont une réception civique à l'hôtel de ville de Rivière-du-Loup, la visite du quartier des ambassades et des anciennes résidences des pre-

miers ministres du Canada.

Au consulat américain à Québec, l'adjointe de la consule, Mme Dominique Nadeau, affirme que c'est dans la nature du travail du corps consulaire que de répondre à de telles invitations de la part de responsables politiques.

Le député de Rivière-du-Loup n'y voit pas non plus un symbole de l'in-

térêt particulier des Américains pour sa formation politique.

« La plupart des corps consulaires suivent l'évolution politique des pays ou des provinces où ils se trouvent. Il y a une troisième force politique au Québec et c'est normal que les représentants du consulat américain viennent à Rivière-du-Loup », constate le chef de l'Action démocratique.

« Avant même la fondation du parti, j'avais des rencontres avec eux. Ils savent pas mal de choses sur ce qui se passe au Québec », de préciser le député de Rivière-du-Loup.

Aucun déplacement au département d'État n'est prévu, Mario Dumont n'évoquant qu'un possible séjour d'une semaine aux États-Unis dans un an.

La faim se chiffre

Un premier bilan pour Moisson-Beauce

LUCÉ DALLAIRE

Collaboration spéciale

SAINT-GEORGES — Moisson-Beauce redistribue auprès des démunis 30 000 livres de nourriture en moyenne, chaque mois, ce qui représente environ 200 000 \$.

Après avoir débuté sa redistribution de denrées alimentaires, il y a six mois, l'organisme qui tenait sa première assemblée générale, en début de semaine, traduit la faim en chiffres.

« Nous répondons aux besoins, mais en avril seulement, alors que la demande est moindre si nous la comparons à la saison hivernale, 1305 colis de nourriture ont été distribués, 1420 personnes en ont profité, 4675 repas ont été offerts, 212 personnes démunies en ont bénéficié. En Beauce, 540 jeunes de moins de 18 ans vivent au sein de familles à faibles revenus et en Beauce-Sartigan, tout particulièrement, le nombre de familles monoparentales est élevé », a confié le président, M. Richard Busque.

Il n'est pas facile de quémander quand tu es dans le besoin, dit M. Busque, et les bénévoles des 25 organismes qui distribuent la nourriture dans autant de municipalités ont à composer avec la pauvreté.

En période de démarrage, Moisson-Beauce a récupéré 105 000 livres de vivres périssables et non périssables pour en redistribuer 93 000 livres. « Nous avons à redistribuer, en moyenne, 30 000 livres par mois ce qui signifie, en valeur marchande, environ 200 000 \$ », estiment les administrateurs.

L'organisme régional qui récupère les surplus de nourriture auprès de l'industrie agro-alimentaire pour la livrer gratuitement aux organismes communautaires, prévoit répondre aux besoins des pauvres de 40 municipalités beauceronnes d'ici un an et espère recevoir, en octobre, son accréditation à la Fédération.

Moisson-Beauce a déposé les résultats d'un budget équilibré de 135 000 \$ dont 58 000 \$ proviennent de subventions gouvernementales, 25 000 \$ de Centraide Québec, 10 000 \$ de la Fondation des marchands Canadian Tire, 31 000 \$ de dons et 11 000 \$ sous forme de matériel et services. Le prochain exercice annuel a été fixé à 75 000 \$.

M. Richard Busque a été reconduit à la présidence de Moisson-Beauce. Quatre bénévoles, Carmen Nadeau de Sainte-Marie, Marie-Marthe Couture de Saint-Éphrem, Roland Dorval de Saint-Méthode et Magella Busque de Beauceville s'ajoutent à Mmes Suzanne Poulin, Suzanne Labbé, Annette Ouellette et M. Carol Morin, Gaëtan Thérberge, Roland Larivière, Charles Cloutier, Claude Grenier, Philippe Dallaire et Léopold Paré pour former le conseil d'administration.

EN BREF

VAL-BÉLAIR

Journée horticole et clinique de sang

La municipalité de Val-Bélaire tiendra une journée horticole au parc Belle-Eau, 1194, rue Belleau, demain de 10 h à 15 h. Des spécialistes en horticulture seront sur place et les résidents pourront recevoir gratuitement un arbre ou arbuste sur preuve de résidence. Il sera également possible d'acheter un composteur domestique Enviro-Cycle pour 35 \$. Il y aura un marché aux puces de fleurs et inscriptions aux concours Maisons fleuries. Par ailleurs, il y aura jeudi clinique de sang à l'école Val-Joli, au 1735, boulevard Pie-XI nord, de 13 h 30 à 16 h 30 et de 18 h à 20 h. Les donateurs recevront un billet pour le spectacle de Marjo au parc La Chanterelle le 23 juin.

L'option Bonne route
GRATUITE

« Ça commence bien la semaine... »

Heureusement, pas de franchise à payer!

ÊTES-VOUS BIEN CERTAIN que votre assureur ne vous obligera pas à payer la franchise si vous trouvez votre voiture toute cabossée un beau lundi matin?

ÊTES-VOUS CERTAIN qu'un délit de fuite ne fera pas augmenter votre prime?

Il suffit d'assurer votre auto chez nous et de vous engager à souscrire votre assurance habitation Desjardins lorsque la vôtre arrivera à échéance pour obtenir l'option Bonne route maintenant, et ce gratuitement!

COMMUNIQUEZ AVEC UN AGENT À VOTRE CAISSE DESJARDINS ou faites le

1 800 567-2423

Lundi au vendredi de 8 h à 20 h
Samedi de 8 h à 16 h



Assurances générales
des caisses Desjardins

On vous en donne plus pour votre argent!

Option Bonne route*

- 250 \$ et plus d'économies puisque vous êtes exempté de payer la franchise en cas de délit de fuite, perte totale ou vol de votre véhicule.
- 1 500 \$ pour vos frais de location d'auto si votre véhicule est volé ou accidenté.
- 1 000 000 \$ de protection en responsabilité civile.
- 50 000 \$ de protection sur les véhicules prêtés ou loués sur une courte période (une économie d'une dizaine de dollars par jour de location en assurance supplémentaire).
- 15 000 \$ de protection en assurance-vie pour vous et votre conjoint.

valeur moyenne de 60 \$

* Certaines conditions s'appliquent et certaines garanties sont assujetties à des limitations et des exclusions.



Desjardins L'incroyable force de la coopération.

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

ENVIRONNEMENT ET FAUNE

Gaspé refuse de se laisser damer le pion

MARIE LISE DIONNE
Collaboration spéciale

■ GASPÉ — Les résidents de Gaspé refusent de se laisser damer le pion, sans broncher dans le dossier de la direction régionale du ministère de l'Environnement et de la Faune. Certains exigent même que le délégué régional, Matthias Rioux, se retire carrément du dossier.

« Nous sommes peut-être restés silencieux jusqu'à maintenant, mais nous ne sommes pas si morts qu'on le semble » a déclaré, hier, devant une quarantaine de citoyens de Gaspé, le président de la Chambre de commerce locale, Serge Lepage.

M. Lepage précise que si Gaspé n'a pas manifesté publiquement et bruyamment son intérêt dans l'obtention du bureau régional du MEF, elle a tout même au moyen de lettres et de correspondances fait pression auprès du gouvernement; dès le moment où elle a pris conscience des tiraillements extérieurs.

Depuis plusieurs mois, le lieu d'implantation du bureau régional du MEF fait l'objet d'une valse-hésitation entre Sainte-Anne-des-Monts, New-Richmond et Gaspé.

Récemment, le délégué régional de la Gaspésie, M. Matthias Rioux, affirmait au SOLEIL que le choix de la MRC Denis-Riverin avait fait l'objet d'un consensus régional, même si un document interne du ministère désigne Gaspé comme lieu d'implantation.

La Chambre de commerce de Gaspé et la municipalité estiment ne pas être encore devant le fait accompli et tentent toujours à quelques heures de l'annonce d'une décision de rallier les Gaspésiens de l'Est de la péninsule à l'importance d'acquiescer cette direction. « Il ne s'agit pas de partir en guerre contre une autre MRC, là n'est pas la question, il faut arrêter les guerres de clocher. On a besoin d'une capitale forte en Gaspésie, de par ses nombreux services et en raison de son aéroport, Gaspé est la ville toute désignée », poursuit M. Lepage.

Un citoyen Mauril Minville a quant à lui relevé l'importance de ne pas mor-



Les Gaspésiens veulent que le député Matthias Rioux se retire du dossier.

celer les directions régionales de façon à créer une synergie avec les autres ministères en place.

La ville de Gaspé a officiellement en ses murs cinq bureaux régionaux. L'implantation d'une direction ministérielle de l'Environnement et de la Faune en Gaspésie a pour enjeu une quarantaine d'emplois.

OBJECTIVITÉ DOUTEUSE

D'autre part, des citoyens de Gaspé mettent en doute l'objectivité du délégué régional de la Gaspésie, Matthias Rioux, en ce qu'ils qualifient d'appui évident envers la MRC Denis-Riverin.

« Il devrait se retirer du dossier. Il est en conflit d'intérêt, il défend Sainte-Anne-des-Monts, un coin qu'il représente ce n'est pas juste c'est pas honnête », a lancé un résident, Luc Fournier.

L'envoi de télécopies au cabinet du premier ministre, l'occupation des bureaux du député de même qu'une manifestation familiale sont au nombre des stratégies annoncées pour la prochaine semaine.

UN AVANT-GOÛT

SPÉCIAUX EN VIGUEUR
JUSQU'AU 04 JUIN 1995



DE L'ÉTÉ...

NOMBREUX AUTRES
SPÉCIAUX
EN SUCCURSALE

MELON D'EAU
Produit des États-Unis

60¢ le kilo **27¢** la livre

FRAISES FRAICHES
Produit de Californie

1.27\$ la chopine

BANANES
Produit importé

82¢ le kilo **37¢** la livre

RAISIN ROUGE
Variété "EMPEREUR"
Produit des États-Unis

2,14\$ le kilo **97¢** la livre

CANTALOUPE
Produit des États-Unis, gr.23

97¢ chacun

CONCOMBRE ANGLAIS
Produit de serre, de l'Ontario, gr. moyen

87¢ chacun

CHAMPIGNONS
Blancs, frais, de l'Ontario

1.27\$ la chopine

TOMATES ROUGES
Produit des États-Unis, préemballées

1,92\$ le kilo **87¢** la livre

CELERI
Produit de Californie

1.47\$ chacun

PECHES
Produit des États-Unis, préemballées

2,14\$ le kilo **97¢** la livre

KIWIS
Produit du Chili

6 pour **97¢**

MANGUE
Produit du Mexique, gr.14

77¢ chacune

FEVES VERTES
Produit des États-Unis, préemballées

3,68\$ le kilo **1.67\$** la livre

BROCOLI
Produit de Californie

1.27\$ chacun

PATATES NOUVELLES
Produit de Floride, sac de 5 livres

2.67\$ sac de 5 livres

POIREAU
Produit des États-Unis

77¢ chacun

EPINARDS
Produit des États-Unis, frais, sac de 10 onces (284gr)

97¢ sac 284 gr

RADIS A TIGES
NOUVELLE RÉCOLTE
Produit du Québec

67¢ le paquet

LAITUE BOSTON VIVANTE
Culture hydroponique

1.47\$ chacune

ECHALOTES
Produit des États-Unis

2 pour **77¢**

RHUBARBE
Produit du Québec, paquet de 9 unités

1.77\$ le paquet

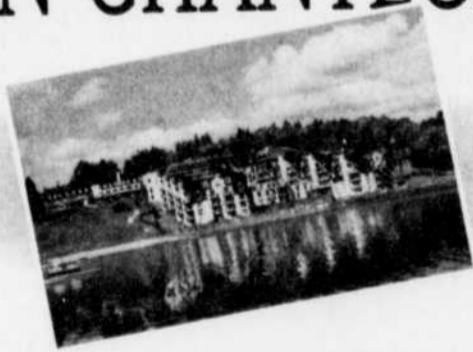
11 SUCCURSALES LE JARDIN MOBILE

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Bastien 842-3084	CHARLESBOURG 1047, boul. du Jardin 627-0344	STE-FOY 3440, de la Péraide 657-7717	NEUFCHÂTEL 9210, boul. l'Ormière 842-0909	LÉVIS 51 route Kennedy 835-5526	BEAUPORT 344 Seigneurielle 661-7997
CHARLESBOURG 4145, 1ère Avenue 622-2291	CAP-ROUGE 1198 Jean Gauvin 872-7473	STE-FOY 6700 chemin Ste-Foy 651-2717	BERNIÈRES 585 Route 116 831-4611	ST-ROMUALD 800, 4ième Avenue 834-3232	NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS.

La promotion



MON CELLULAIRE MON CHANTECLER



GRATUITEMENT

DÉCROCHEZ UN SÉJOUR À L'HÔTEL LE CHANTECLER

Les 65 premières personnes qui feront activer une ligne cellulaire pour au moins 12 mois gagneront automatiquement un séjour pour deux personnes au Chantecler, dans les Laurentides.

Le séjour comprend une journée complète d'activités pour deux personnes, nuitée et petit déjeuner compris.

POUR PARTICIPER :

C'est simple: rendez-vous dès maintenant chez un des détaillants Bell Mobilité Cellulaire participants et faites activer une ligne cellulaire pour une période minimum de 12 mois. Aucune autre promotion ne peut être jumelée à celle-ci.

Faites vite, activez-vous!

Centre Cellulaire Charest (418) 687-2121	Radio d'Auto de Québec (418) 871-7776	Inter Cellulaire (418) 660-9909
La Celluboutique (418) 650-1000	La Clef de Sol Inc. (418) 627-0840	

Bell Mobilité

A-16

Nouvelle Cavalier Z22. Faites le plein d'options sans vous vider les poches.



12 795\$*

229\$/mois sur 36 mois**

*Transport (595\$) et taxes en sus. **En location. Versement initial de 2 000\$ (ou échange équivalent). Taxes en sus.

Prenez la voiture la plus vendue des 5 dernières années au pays, ajoutez - de série - les options les plus souvent demandées et vous obtenez... la nouvelle Cavalier édition spéciale Z22.

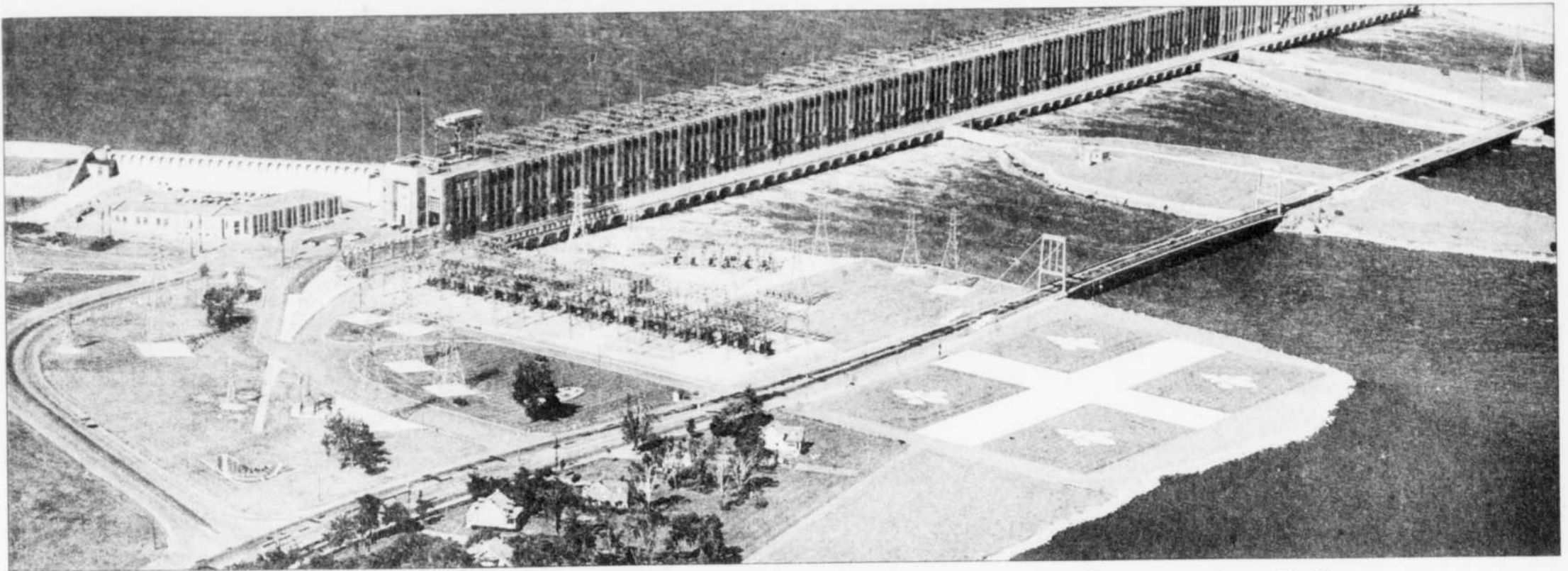
- Moteur 2,2 litres et boîte manuelle à 5 rapports avec surmultipliée
- Vitres teintées, sièges baquets, aileron arrière et roues en acier 15 po avec enjoliveurs stylisés
- 2 sacs gonflables à l'avant, freins ABS aux quatre roues et direction assistée
- Avertisseur d'oubli des phares, chauffe-moteur et protection contre l'épuisement de la batterie
- Essuie-glace à balayage intermittent, éclairage d'accueil à extinction progressive, tissu intérieur traité Scotchgard et siège arrière à dossier rabattable
- Avec la Cavalier Z22, vous en aurez vraiment pour votre argent!



L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet, Geo, Oldsmobile du Québec
*P.D.S.F. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1995 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Sujet à l'approbation du crédit. Dépôt remboursable de 300\$ exigé. Frais de 5¢ du kilomètre après 72 000 km. Préparation et transport inclus. L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL™ sont offertes sur tous les véhicules neufs Chevrolet 1995 pour une durée de 3 ans ou 50 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

LE QUÉBEC LE CANADA

UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT SOUS ENQUÊTE



À l'échelle d'Hydro, tout se calcule en millions \$. Ainsi, juste pour rénover sa centrale de Beauharnois, la société d'État prévoit investir un milliard \$.

Anguille sous roche ou tempête dans un verre d'eau ?

PIERRE ASSELIN
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le gouvernement du Parti québécois a remué la vase qui dormait au fond de la rivière cette semaine, quand il a lancé ses accusations contre les producteurs privés d'électricité. Mais en eaux troubles, quand on pense avoir affaire à un requin, on ne trouve parfois qu'un maquereau.

Vivement la commission d'enquête pour éclaircir toute cette vase et étayer des accusations qui sont, jusqu'ici, dangereusement floues. À voir l'importance qu'accorde le premier ministre lui-même à cette affaire, on est d'ailleurs en droit de s'attendre à un complot de grande envergure.

On parle de beaucoup d'argent, après tout. Le programme de production privée représente des investissements de plus de 500 millions \$ par des promoteurs, pour l'aménagement de 69 mini-centrales qui produiront un total de 270 MW.

Mais à l'échelle d'Hydro-Québec, tout se calcule en millions \$. Juste pour rénover sa centrale de Beauharnois, la société d'État prévoit, par exemple, investir un milliard \$ au cours des prochaines années.

Il ne suffit donc pas de dire « millions \$ » pour crier au loup. Il faudra déterminer si quelques personnes ont pu orchestrer, ou contrôler, ce programme de façon à favoriser leurs amis, voire à blanchir de l'argent sale.

Mais avant même de parler de blanchiment, il y aura déjà beaucoup à expliquer. Les contrats d'énergie ont été signés en décembre 1993 alors qu'Hydro savait depuis longtemps que ses prévisions de demande d'électricité fondaient à vue d'œil. Pourquoi a-t-il fallu si longtemps pour réagir ? La production privée, qui devait être une source d'énergie « flexible », était devenue aussi souple qu'un sabot de Denver.

Lex-ministre Lise Bacon devra sans doute elle aussi expliquer pourquoi, le 19 novembre 1993, elle a pratiquement tordu le bras du président Richard Drouin pour le forcer à « rassurer rapidement les promoteurs en ce qui concerne l'avenir des projets », au moment où Hydro savait ne plus en avoir besoin.

Il ne sera pas, non plus, sans intérêt de savoir comment Michel Gaucher s'est métamorphosé en producteur d'électricité, un domaine où ni lui, ni son associé, l'ex-ministre conservateur Michel Côté, n'avaient mis les pieds auparavant.

On ne peut toutefois pas se contenter de dire que les acteurs de cette saga étaient majoritairement des libéraux pour conclure qu'il y a eu magouille.

Nempêche, il y en avait beaucoup.

M. Gaucher, justement. Sur le conseil de sa compagnie, Socanav, on retrouvait Mario Bertrand, qui siégeait aussi sur le conseil d'Hydro-Québec et de sa filiale M31, dont il fut amplement question l'an dernier. Et l'épouse de M. Gaucher, Nancy Orr-Gaucher, est elle-même devenue actionnaire de M31, lorsqu'elle a acquis pour 150 000 \$ d'actions de l'entreprise dans le cadre d'un placement privé, une transaction tout à fait normale, précisons-le.

C'est seulement une manifestation des réseaux de connaissance et d'amitié qui peuvent, à l'occasion, jouer. La majorité des contrats d'énergie (57 sur 65) ont d'ailleurs été accordés à des firmes qui contribuaient à la caisse du Parti libéral.

La commission d'enquête devra aussi faire la lumière sur le cas le plus troublant de toute cette histoire, celui de la compagnie Hydro P-1, qui a de toute évidence servi à faire transiter une fortune.

Quarante millions \$ ont en effet été versés dans les comptes de la compagnie pour un projet de 5 millions \$, comme le révélait LE SOLEIL en avril. Et comment le propriétaire de la compagnie, Peter Kuczer, s'est-il retrouvé jusque dans le bureau du premier ministre pour obtenir les droits sur un petit barrage à Belletierre, au Témiscamingue ?

Troublant, oui, mais exception faite de Hydro P-1, aucune preuve de blanchiment d'argent n'a encore été relevée.

On peut se inquiéter des liens qui unissent la compagnie Hydroméga à la société suisse Mirelis, associée au blanchiment d'argent, et se demander pourquoi le vice-président de la compagnie, M. Jacky Cerceau, s'évertue à les nier. M. Cerceau est également président de l'Association des producteurs privés d'hydroélectricité du Québec.

C'est un document issu des recherches menées par le syndicat des ingénieurs d'Hydro-Québec, et remis au ministre des Affaires municipales, Guy Chevrette, qui a servi de base aux accusations lancées par le gouvernement. Mais ce document comporte des lacunes. Il n'y a pas d'accusations pré-



Il sera intéressant de savoir comment Michel Gaucher s'est métamorphosé en producteur d'électricité.



Lise Bacon devra sans doute expliquer pourquoi elle a pratiquement tordu le bras de Richard Drouin.



Parmi les nombreux contrats de production privée signés par Hydro en décembre 1993 figuraient deux projets de parc d'éoliennes.

cises contre les autres promoteurs, malgré plusieurs allusions. Il y a de la confusion sur certains éléments, par exemple lorsque les auteurs font leurs calculs sur la base de 1500 MW de production privée, alors qu'Hydro prévoit pour l'instant n'en acheter que 270 MW.

Le document stipule aussi que 22 sites publics ont été octroyés sans appel d'offres. Mais dans certains cas, la partie publique ne représente qu'une fraction minime du site en question. Dans d'autres cas, les droits sur la force hydraulique appartenait déjà à des propriétaires privés, et ceux-ci jouissaient d'un droit de renouvellement.

Sans l'ombre d'un doute, cette eau est trouble et la commission ne chôme pas. Mais combien et quels genres de poissons s'y cachent-ils ? S'il fallait croire toutes les histoires de pêche des politiciens, à quelques mois d'une campagne référendaire...

La petite histoire d'un grand projet

■ QUÉBEC — Le programme de production privée était une bonne idée qui semble avoir mal tourné. Si bonne, en fait, que c'est le Parti québécois lui-même qui l'avait eue.

C'est en effet un ministre péquiste — eh oui — qui a le premier préconisé la remise en service des petites centrales. Le ministre Guy Joron soulevait cette idée dès 1978 dans le cadre de sa politique énergétique « Assurer l'avenir ».

Mais c'est en 1987, sous l'administration libérale, qu'Hydro-Québec adoptait sa politique définitive. À l'origine, elle ne visait que les petites centrales hydroélectriques (25 MW et moins).

Une source chez Hydro-Québec relate cette semaine que la société d'État voulait ainsi s'assurer une source d'énergie « flexible », parce que ces centrales peuvent être aménagées plus rapidement que les grands projets.

Il y avait aussi de fortes pressions des promoteurs. Ceux-ci se prétendaient capables de rentabiliser les centrales abandonnées par Hydro, qui étaient devenues un poids mort pour la société d'État.

C'était peut-être une bonne idée au départ, mais la sauce s'est vite gâtée.

Un an après l'adoption de la politique, mais trois ans avant qu'Hydro ne procède à son appel d'offres, la compagnie Hydroméga, sortie de nulle part, inaugure la première centrale privée en 1988 sur la voie maritime, au sud de Montréal. Le ministre John Ciaccia y assistait mais, étrangement, aucun représentant d'Hydro ne s'est pointé à la cérémonie.

Cette compagnie sera plus tard montrée du doigt pour avoir versé un pot-de-vin de 2500 \$ au sénateur Michel Coger après avoir obtenu une subvention de 340 000 \$ d'Ottawa.

Fondée par d'anciens employés d'Hydro, dont un au moins avait travaillé à l'élaboration du programme, Hydroméga est aussi apparentée à une société suisse, la Mirelis, publiquement accusée par des députés et des journalistes de s'être livrée au blanchiment d'argent.

Ce n'était pas un départ très glorieux pour ce qui constituait tout de même un virage majeur chez Hydro-

Québec. Malgré tout, le programme allait de l'avant.

Il a même pris de l'ampleur. Quelques années plus tard, Hydro élargissait les critères pour inclure les centrales thermiques alimentées par des résidus forestiers ou des déchets, ainsi que les centrales de cogénération réclamées par l'industrie papetière.

C'est en 1991 qu'Hydro-Québec a finalement lancé son appel d'offres pour inviter les producteurs privés à présenter leurs projets afin, ultimement, de signer un contrat pour acheter leur énergie à un prix garanti pendant une vingtaine d'années.

Le processus durera plus de deux ans et ce n'est qu'en décembre 1993 qu'Hydro signe finalement 70 contrats de production privée pour un total de près de 1700 MW, dont :

- 44 projets de petites centrales hydroélectriques (160 MW);
- deux projets de parc d'éoliennes (50 MW);
- 15 projets de centrales à la biomasse ou aux déchets (210 MW);
- neuf centrales de cogénération (1267 MW).

À l'exception des centrales de cogénération, tous les projets utilisaient des sources d'énergie renouvelables et, dans le cas des mini-centrales hydroélectriques, le programme permettait d'en rénover plusieurs au moment où elles semblaient devoir tomber en ruines.

Tout le monde aurait dû être content, mais plus Hydro s'avancait dans l'aventure de la production privée, plus elle s'enlisait dans le sable.

En 1992, le contrat pour la vente de 1000 MW à la New York Power Authority est annulé. En même temps, il devient de plus en plus évident que la demande d'électricité augmente moins vite que prévu.

Les projets de cogénération seront annulés, mais Hydro devra verser plusieurs millions \$ en compensations aux promoteurs. La société d'État se défend aujourd'hui en disant que si elle avait dû elle-même planifier ses propres moyens de production pour la même puissance, elle aurait de toute façon dû dépenser des sommes du même ordre.

Il faudra cependant attendre les travaux de la commission d'enquête pour avoir une idée précise des pertes aujourd'hui encourues par ce programme qui force la société d'État à acheter l'électricité de producteurs qui, en privatisant le rendement, ont laissé le rigueur aux contribuables. P.A.



L'ancien ministre péquiste Guy Joron avait lancé l'idée des petites centrales en 1978.

«Des médecins partiront»

Le président de la Fédération des spécialistes du Québec refuse toutefois de parler d'exode massif

GILBERT LEDUC
Le Soleil

■ QUÉBEC — S'il refuse de parler d'un exode massif de ses membres à l'extérieur du Québec, le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, le docteur Pierre Gauthier, admet que le remue-ménage en cours dans le réseau de la santé va forcer des spécialistes à quitter la province.

Parmi ceux qui pourraient être tentés de filer vers les États-Unis, le docteur Gauthier identifie les orthopédistes (qui font l'objet d'une convoitise peu ordinaire) et les jeunes spécialistes. Frais émouls de l'université, les jeunes spécialistes voient de plus en plus les portes des grands hôpitaux se fermer sur eux, compte tenu des plans d'effectifs qui prévoient des diminutions du nombre de spécialistes.

« Les jeunes spécialistes sont non seulement inquiets de ce que l'avenir leur réserve mais ils sont paniqués », a déclaré le président de la Fédération des médecins spécialistes au cours d'un entretien avec LE SOLEIL. Directeur des services profession-

nels à l'hôpital Christ-Roi, (un établissement que la rumeur désigne comme l'un des hôpitaux qui pourraient être transformés en centre de soins prolongés), le docteur Louis Samson constate, lui aussi, l'état de la situation précaire pour les spécialistes. « Pour un omnipraticien, la fermeture d'un hôpital ne représente pas un arrêt de sa pratique puisqu'il a toujours son cabinet privé. Pour le médecin spécialiste, son travail et son expertise, c'est l'hôpital et la salle d'opération ».

Le docteur Samson n'a pas noté, dans la région de Québec ou encore dans son établissement, une vague de départs de professionnels de la santé.



Le docteur Pierre Gauthier.

Il estime que les médecins francophones seront moins tentés de s'exiler à l'extérieur du Québec. Ce qui les attend, cependant, ce sont les relocalisations dans les régions.

Selon la Régie régionale de Québec,

il y avait, au 31 mars 1993, 954 médecins spécialistes qui pratiquaient dans les hôpitaux de la région. Leur nombre doit diminuer de 46 d'ici 1996 selon le plan d'effectif régional. En ce qui a trait aux omnipraticiens, on en comptait 716, au 31 décembre dernier. Le plan d'effectif ne prévoit ni augmentation ni réduction de leur nombre d'ici mars 1996.

Jeudi, à l'Assemblée nationale, le député libéral d'Argenteuil, Régent Beaudet, chirurgien cardiaque de profession, a indiqué avoir reçu les confidences de médecins qui exercent dans des hôpitaux visés par des fermetures ou des transformations de mission. « Ils ont déjà commencé à faire des démarches pour quitter vers d'autres hôpitaux, d'autres provinces ou d'autres pays », a soutenu le député Beaudet.

Les docteurs Gauthier et Samson constatent, eux aussi, que l'inquiétude est grande dans les rangs des professionnels de la santé. « Si on élimine 600 lits, il n'y aura pas de places pour tous les médecins. Nous nous en ren-

donos bien tous compte », témoigne le directeur des services professionnels de l'hôpital Christ-Roi.

« Si les médecins sont paniqués, les patients le sont davantage », estime le docteur Pierre Gauthier. « On aura beau couper, il restera toujours des malades à soigner ».

Les deux fédérations représentant les omnipraticiens et les spécialistes sont présentement en pourparlers avec le ministère de la Santé et des Services sociaux pour mettre sur pied des mécanismes de reclassement des médecins et de réorientation des patients dans ce contexte.

« Il faut que l'on trouve une solution rapidement », insiste le président de la Fédération des médecins spécialistes. « Il faut planifier ça à l'avance. Il n'y a pas de place à l'improvisation ». De son côté, le docteur Louis Samson n'est guère optimiste au sujet d'une entente dans les plus brefs délais. « Il serait surprenant que dans une vente de feu, comme il s'en prépare une, que l'on puisse s'entendre rapidement avec le gouvernement », conclut-il.

LOI SUR LES FERMETURES

Rochon persiste malgré l'opposition des libéraux

Les parlementaires ont siégé pendant toute la nuit de jeudi à hier

GILBERT LEDUC
Le Soleil

■ QUÉBEC — Malgré l'obstruction parlementaire des libéraux, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Jean Rochon, persévère dans sa volonté de faire adopter le principe du projet de loi 83 qui lui accorde le mandat de modifier les missions des établissements de santé et même de les fermer au nom de l'intérêt général.

Depuis 16h15, jeudi, les libéraux se lèvent à tour de rôle à l'Assemblée nationale pour discuter pendant 20 minutes chacun contre ce projet de loi. Cette procédure de ralentissement des travaux de la Chambre a fait en sorte que les parlementaires ont siégé pendant toute la nuit de jeudi à hier.

Après la période des questions, hier matin, les troupiers de Daniel Johnson ont repris leur petit manège qui s'est poursuivi jusqu'au milieu de la soirée alors qu'ils ont présenté une motion pour reporter dans six mois l'adoption du principe du projet de loi 83.

Pendant ce temps, le gouvernement n'en démontre pas, il veut adopter ce projet de loi avant la fin de session prévue le 23 juin. Leur majorité parlementaire permettra aux péquistes d'atteindre l'objectif, mais l'opposition promet d'utiliser tous les trucs pour ralentir le déroulement des travaux.

Au cabinet du ministre Rochon, on disait pouvoir espérer adopter le principe du projet de loi au cours de la soirée d'hier, sinon au retour des parlementaires lundi, pour amorcer l'étude article par article du projet de loi au cours de la semaine prochaine.

Pour le ministre de la Santé et des Services sociaux, le projet de loi 83 complète le virage entrepris dans le réseau de la santé au Québec. « La loi 83 va donner au ministre et au gouvernement les moyens d'assumer ses responsabilités de façons démocratique et transparente », assure-t-il.

La loi actuelle ne permet pas au ministre de fermer un hôpital ou d'en modifier la vocation sans l'accord du conseil d'administration de l'établissement. S'il le fait unilatéralement, le ministre s'expose à une longue bataille devant les tribunaux.

Compte tenu de la volonté gouvernementale de transformer des hôpitaux de courte durée en centres offrant des soins prolongés, le ministre Rochon estime qu'il a besoin des pouvoirs pour lui permettre « de faire certaines transformations au-delà de ce que la loi (loi 120 sur les services de santé et les services sociaux) le permet actuellement ».

Le ministre veut éviter « qu'un petit



Jean Rochon

groupe de personnes ayant une majorité de justesse sur un conseil d'administration puisse empêcher de modifier la mission d'un établissement ou de transformer le permis d'un établissement alors qu'il y a un consensus général pour le faire ».

Le projet de loi précise que le ministre de la Santé et des Services sociaux doit consulter la régie régionale s'il veut modifier le permis d'un établissement. Pour ce qui est du retrait du permis d'un établissement, le ministre peut agir seul mais il doit tenir compte de l'avis de la régie régionale.

Pour le critique libéral en matière de santé, Pierre Marsan, il s'agit d'un abus de pouvoir pur et simple. « Le projet de loi confère au ministre un pouvoir unilatéral et illimité qui élimine toutes les procédures de contestation. Le ministre se donne le droit unique de décider de la survie de certains hôpitaux par rapport à d'autres hôpitaux ».

Selon M. Marsan, le ministre aura tous les pouvoirs sans avoir à rendre publiques ses motifs, sans avoir à consulter, sans avoir à obtenir un consensus au sein de la collectivité.

Il s'insurge également contre le fait que le projet de loi contient un article sur la procédure de liquidation d'un établissement qui permet au

gouvernement de s'approprier de biens qui ne lui appartiennent pas. L'opposition libérale réclame des consultations publiques générales

sur ce projet de loi qui suscite également des craintes auprès de l'Association des hôpitaux du Québec qui craint des « abus de pouvoir » du ministre de la Santé et des Services sociaux.

Jusqu'à maintenant, le ministre Rochon a repoussé du revers de la main les demandes répétées des libéraux pour la tenue de consultations publiques.

Il a fait chaud partout



Il n'y a pas qu'à Québec qu'il a fait chaud, hier et avant-hier. Le petit Paddy Arnold, 20 mois, d'Ottawa, s'est offert une douche surprise en s'approchant d'une fontaine du Mail Spark. Il a ainsi pu se protéger de la chaleur caniculaire qui s'abattait sur la région.

MARCHE DU PAIN ET DES ROSES

Un constat de solidarité

MONTRÉAL (PC) — Dix jours et 200 kilomètres plus tard, un peu plus de 400 femmes termineront en beauté, demain, la marche du « Pain et des roses » amorcée dans l'espoir de marquer des pas de géant dans la lutte des femmes à la pauvreté.

Hier, l'instigatrice de l'événement, Françoise David, n'avait à la bouche que le mot « solidarité » pour dresser le bilan de ces dix jours de marche qui culmineront demain, devant l'Assemblée nationale, par un rassemblement de femmes, d'hommes et d'enfants de tous âges.

Jointe à Saint-Vallier de Bellechasse, en compagnie d'une centaine de marcheurs du contingent parti de Rivière-du-Loup, Mme David s'est dite impressionnée par l'appui rencontré par les participantes tout au long du parcours.

Même si la population ne connaît pas les « neuf revendications » des marcheurs, les gens se sentent interpellés par ce geste et par le thème de la pauvreté, a-t-elle soutenu.

« Des hommes et des femmes ont été émus par notre démarche. Il y avait un désir chez eux de voir les choses bouger et d'entendre autre chose que le discours politique habituel », a affirmé la porte-parole de l'événement.

Malgré la tempête politique créée autour de l'événement par les libéraux qui ont accusé les organisatrices d'être partisans, la présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) croit que la marche n'a pas été discréditée par cet incident.

Hôpitaux: Parizeau minimise les propos de Lucien Bouchard

VINCENT MARISSAL
Le Soleil

■ SAINT-GEORGES — Après les manifestations des derniers jours et les charges de l'opposition, Jacques Parizeau se serait bien passé des déclarations de Lucien Bouchard sur le dossier chaud des fermetures d'hôpitaux. Agacé et impatient, le premier ministre a refusé net de répondre aux questions des journalistes à ce propos.

« C'est la troisième fois en cinq minutes que je vous dis que je ne ferai pas d'autres commentaires que ceux que j'ai fait ce matin en Chambre, je peux bien vous le redire une quatrième fois », a-t-il lancé sèchement aux reporters.

Les questions du jour portaient sur les déclarations du chef du Bloc québécois, qui a souligné jeudi à Montréal qu'il fallait mener des consultations plus larges avant d'en arriver à la fermeture de certains hôpitaux.

Au cours de la période des questions à l'Assemblée nationale, hier matin, le premier ministre a tenu à minimiser la position de M. Bouchard.

« Si je comprends bien, M. Bouchard rencontrait l'équipe médicale qui l'a sauvé et, dans ce contexte très émotionnel, et ça se comprend, il a fait cette déclaration. Vous comprendrez que dans un contexte comme celui-là, je ne vais pas commenter davantage ».

S'il n'était pas d'humeur à commenter ce qui ressemble à s'y méprendre à un autre pavé dans la marre péquiste lancé par leur grand allié souverainiste, M. Parizeau a tout

de même daigné s'arrêter à l'imposant mouvement populaire enclenché cette semaine.

Tout en affirmant que les consultations menées par les régies régionales se déroulent bien, M. Parizeau reconnaît que son gouvernement devra faire davantage pour informer la population des grands changements à venir.

« Nous n'avons pas suffisamment parlé, expliqué. Certaines des annonces ou des nouvelles qui ont été propagées l'ont été de façon assez brusque ».

Pour le premier ministre, cette situation est tout à fait normale puisque les régies régionales ne fonctionnent pas toutes de la même façon et qu'il n'y a pas de grand plan de communication ».

La manifestation de mercredi soir devant l'hôpital Christ-Roi ne l'étonne pas, a-t-il répété, mais « ça m'incite à en parler davantage (de la reconfiguration du réseau) ».

Comme il l'avait plus tôt en Chambre, le premier ministre a réitéré son entière confiance en son ministre Jean Rochon. Il a aussi réaffirmé que le système de la santé est dans un cul-de-sac financier et qu'il est grand temps de bouger.

Cela implique des décisions difficiles et un certain désordre. « Quand vous êtes en train de faire un chantier, évidemment, ça fait de la poussière ».

C'est aussi ce qu'il a lancé à la centaine de professeurs qui l'attendaient, pancarte à la main, devant l'hôtel de ville de Saint-Georges.

Bon prince, M. Parizeau s'est introduit au centre des manifestants pour un brin de causerie.

Plus affable avec les professeurs qu'avec les journalistes, le premier ministre s'est même mis à scander à l'unisson : « Les États généraux, faut bien faire ça ».

On n'a toutefois pas entendu sa voix grave quand les syndiqués ont enchaîné avec : « La loi 102, faut arrêter ça ».

PARTAGE DE LA DETTE FÉDÉRALE Le ministre Massé juge peu crédible l'étude rendue publique par Québec

■ OTTAWA (PC) — Le ministre des Affaires intergouvernementales, Marcel Massé, a mis en doute, hier, la crédibilité de l'étude rendue publique par le gouvernement Parizeau, jeudi, voulant qu'un Québec souverain devrait assumer aussi peu que 17,4% de la dette fédérale.

« Cette étude est contredite par un grand nombre d'autres études qui ont été réalisées au cours des dernières années. Évidemment, sa crédibilité est très relative parce qu'il y a des études qui fixent la dette du Québec à 18% et d'autres jusqu'à 32% », a déclaré M. Massé.

L'étude en question, réalisée par les actuaire Claude Lamonde et Jacques Bolduc, sous la supervision de l'INRS-Urbanisation, fait partie d'une série de documents que le ministre péquiste responsable de la Restructuration, Richard Le Hir, rendra publics d'ici la tenue du référendum sur la souveraineté.

Elle fait valoir qu'un Québec indépendant hériterait de 28,7% de l'actif fédéral (ports, infrastructures ferroviaires, aéroports, etc.) et qu'il devrait assumer 17,4% de la dette totale du gouvernement fédéral, soit 88,5 milliards \$.

« Je me méfie beaucoup d'une étude qui dit que vous ne devez payer que 17,4% de l'hypothèque, mais que vous avez droit à 28% de la maison », a lancé le ministre Massé.

Cette étude des professeurs Lamonde et Bolduc est celle qui établit à son plus bas niveau la part de la dette canadienne que le Québec souverain devrait assumer. La Commission Bélanger-Campeau fixait cette part à 18%, tandis que des économistes du Canada anglais qui se sont penchés

sur cette question l'établissaient à environ 23,4% ou 25,4%. D'autres encore estiment que la part du Québec devrait être établie en fonction de la population de la province, soit 24,7%.

« Il y a beaucoup de critères qui doivent être utilisés (pour établir la part du Québec). La plupart des critères sont un mélange entre le montant d'impôt que le Québec a payé, le poids de la population, etc., et la majorité des études fixent la barre à 22 ou 23% », a déclaré le ministre.

En rendant cette étude publique, jeudi, le ministre Richard Le Hir a dit ne pas s'attendre à une guerre de chiffres entre son gouvernement et le reste du pays en ce qui a trait au partage de la dette fédérale. Il a soutenu qu'un Québec souverain aurait à assumer un fardeau d'endettement moins élevé que celui que le Canada connaît actuellement. « Le Canada et le Québec sont fortement endettés à l'étranger et nos créanciers ne vont pas accepter qu'on se batte très longtemps sur ces chiffres au risque de compromettre la sécurité de leurs créances », a-t-il fait valoir.

Le ministre Massé a rétorqué hier que toutes les études menées par le gouvernement péquiste étaient une perte de temps et d'argent, d'autant plus que les sondages indiquent qu'une majorité de Québécois rejette toujours la souveraineté.

EN BREF

NORDIQUES

André Joli-Coeur gagnait 190\$ de l'heure

Comme il l'avait promis à l'Assemblée nationale, le premier ministre Jacques Parizeau a rendu public, hier, le détail des honoraires de 37 403,61 \$ versés à Me André Joli-Coeur pour représenter le gouvernement du Québec dans les négociations avec les Nordiques de Québec. On apprend que Me Joli-Coeur a consacré 184,25 heures à ce dossier, et qu'il a reçu une somme de 190 \$ pour chacune des heures travaillées. Ce qui fait un total de 35 007,50 \$. Un montant de 1300 \$ a aussi été payé à un collaborateur de l'avocat pour 13 heures de travail. Finalement, un montant de 109 611 \$ lui a été versé pour différents déboursés.

FRAUDE

Pierre Lajoie purgera deux ans de prison

L'ancien président de la firme d'ingénierie LMB, Pierre Lajoie, a été condamné à deux ans moins un jour de prison, hier, au Palais de justice de Chicoutimi. Lajoie, qui a déjà été conseiller du premier ministre Bourassa, a été reconnu coupable en avril de vol et de fraude aux dépens du groupe LMB Experts Conseils, de la société LMBDS Sidam et de la Banque Royale. La preuve a révélé que l'ancien président de LMB avait gonflé les factures de dépenses de l'entreprise pour payer des frais personnels. La Couronne avait réclamé une peine de quatre ans de pénitencier. L'avocat de Lajoie, Me Martin Tremblay, a demandé l'autorisation d'en appeler du verdict. Entretemps, Lajoie demeure en prison.

VENTE 2 pour 1

Les soldes tant attendus de l'été... Et c'est aussi le temps des soldes au SOLEIL ! Vous offrez des rabais intéressants ? Alors, faites-les connaître à nos lecteurs et profitez, vous aussi, d'un rabais « 2 pour 1 » sur vos espaces publicitaires.

LE LUNDI 26 JUIN 1995

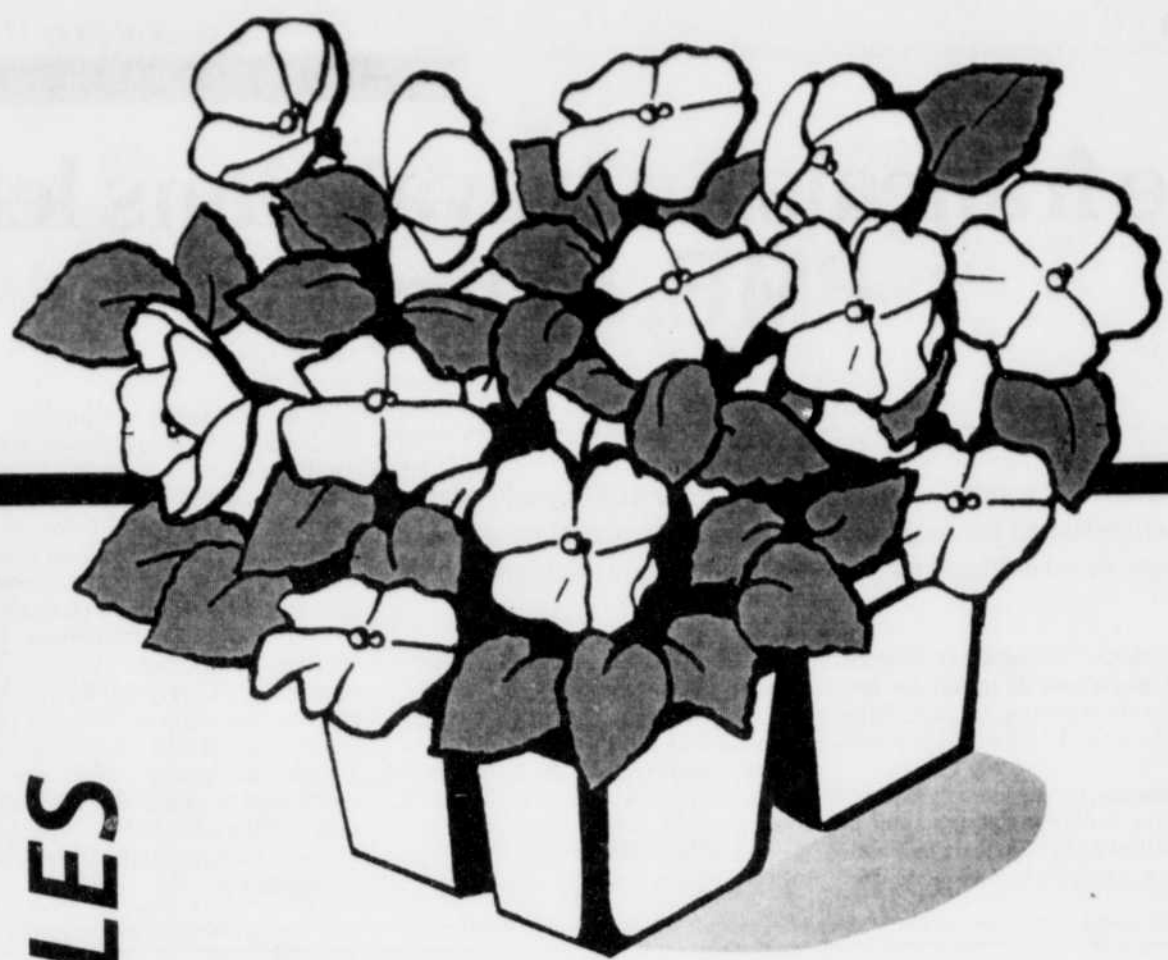
Date limite de réservation d'espace :

LE LUNDI 19 JUIN

Communiquez avec votre conseiller(ère) publicitaire

686-3435

LE SOLEIL



LES ANNUELLES

AVEC NOS FLEURS ANNUELLES EN MINI-CAISSETTE, TOUT LE MONDE A LE POUCE VERT !

C'est facile : Retirer le plant de sa cellule c'est tout. Après la plantation il n'y a pas d'arrêt de croissance parce que les racines sont bien développées et n'ont pas été coupées.



1.49

VOUS N'AUREZ QUE L'EMBARRAS DU CHOIX !

4 PLANTS

DES RACINES BIEN QUÉBÉCOISES !

Spéciaux en pépinière sur conifères et arbustes de qualité supérieure. Cultivés à Québec À LA PÉPINIÈRE HAMEL.



CÈDRE NOIR À HAIE

Le plus beau des cèdres à haie. Se plante au 30 po. Disponible en 100 cm.

19⁸⁷
SPECIAL



CÈDRE SUN KIST

Cèdre de forme ovale. Couleur or. Supporte la mi-ombre. Plante rare et appréciée.

17⁸³
40 cm
19⁸⁹
50 cm
SPECIAL



ÉPINETTE COLORADO

Vert et semi-bleuté. Gros conifère à croissance rapide. Excellent choix. Plants cultivés en pots.

29⁴⁷
80 cm
34⁸³
90 cm
SPECIAL



CÈDRE GLOBE DORÉ ET CÈDRE WOODWARDI

Gros conifère de forme arrondie, très résistant en hiver. Idéal pour donner du relief à votre aménagement.

9⁴³
30 cm
10⁴³
40 cm
11⁴³
50 cm
SPECIAL



NOTRE CHEF VOUS PROPOSE : Des variétés de FINES HERBES offertes en gros pots de 1 gallon. Ciboulette, ciboulette à l'ail, livèche, origan, oseille, thym anglais.

Cour. 8"
6⁸³
pot
1 gal.
SPECIAL

GÉRANIUM DE BOUTURE À FLEUR DOUBLE

Plante très résistante. Idéal pour boîtes à fleurs et jardinières. Apprécie le soleil.



Plante très populaire, plus robuste et donnant des fleurs doubles plus grosses que le géraniem de semis.

1⁹⁷
pot
4 po
7⁹⁹
pot
6 po
PRIX HAMEL

Prix en vigueur jusqu'au 11 juin 1995 ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

Certains végétaux ne sont pas offerts à Sainte-Foy

Ouvert tous les jours du lundi au vendredi, de 8h30 à 21 h. Samedi et dimanche, de 8h30 à 17h



centre jardin HAMEL
Votre jardinier-conseil

L'ANCIENNE-LORETTE
6029, boul. Hamel

BEAUPORT
1350, boul. des Chutes

CHARLESBOURG
1169, 80e Rue Est

LÉVIS
4800, boul. de la Rive-Sud

SAINTE-FOY
Halles de Sainte-Foy

Le français au travail dans les PME, ça urge

PIERRE APRIL
Presse canadienne

■ QUÉBEC — Le premier ministre Jacques Parizeau a confié hier au nouveau président du Conseil de la langue française, Marcel Masse, le mandat de concrétiser rapidement la francisation des entreprises.

C'est ainsi que l'engagement électoral du Parti québécois d'étendre les programmes de francisation aux entreprises de plus de 10 employés sera tenu.

M. Parizeau, qui assume également la fonction de ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, a précisé le mandat du Con-

seil par voie de déclaration ministérielle en Chambre.

« L'objectif de la Charte de la langue française de faire du français la langue normale et habituelle du travail, a-t-il déclaré, n'est pas encore atteint. Des progrès importants restent à faire, surtout dans la région métropolitaine où les contacts entre franco-

phones et non-francophones sont beaucoup plus fréquents qu'ailleurs au Québec. »

Tout en notant une amélioration du statut et de la place du français dans la conduite des affaires au Québec, malgré des chiffres qui démontrent que 68% des grandes entreprises et 84% des PME se sont soumises aux directives de la Charte, M. Parizeau a soutenu que « les résultats sont beaucoup moins clairs en ce qui a trait à l'utilisation effective du français dans le milieu de travail ».

« On peut se demander, a-t-il ajouté, si la certification telle qu'elle est appliquée, assure l'implantation réelle du français. »

Privatisation de la Voie maritime

Qualifiant le secteur naval canadien de trop gros, trop bureaucraté et trop cher, le ministre fédéral des Transports en appelle à des changements radicaux, dont la privatisation de la Voie maritime du Saint-Laurent. Doug Young a proposé hier de lancer des pourparlers avec les États-Unis pour créer une nouvelle agence qui administrerait et financerait l'ensemble de la Voie maritime, qui perd de l'argent depuis des années, bien qu'elle génère des milliards de dollars en activités économiques. « Nous explorerons chaque option », a dit le ministre. Il a aussi proposé d'établir de nouvelles règles pour les ports. Certains seraient gérés par un organisme national; les autres au plan régional. (PC)

Achat d'hélicoptères

Le ministère de la Défense revient en force avec un autre projet d'achat d'hélicoptères, évalué à 2,6 milliards\$, moins de deux ans après l'annulation par les libéraux d'un projet semblable, soumis sous les conservateurs et qui devait coûter 4,4 milliards\$. Il s'agit d'un projet d'acquisition de 15 hélicoptères de recherche et sauvetage et de 32 hélicoptères destinés à la Marine, a déclaré hier le lieutenant-commandant Glenn Chamberlain. C'est la première grosse dépense militaire qui échoit au gouvernement libéral depuis la présentation de son livre blanc sur la défense. Ce dossier pourrait servir de test au projet de modernisation des forces armées. (PC)

Le pick-up le plus vendu au Canada !

Passez un été bien chargé avec le F-150 «Sport» 95

15 995\$ ou 299\$ par mois

Remise de 750\$ du fabricant incluse

TPS et TVQ payables sur le plein prix d'achat avant la déduction de la remise.

Location-bail de 24 mois

Avec mise de fond de 1450\$. Première mensualité et dépôt de sécurité de 350\$ exigés. Des frais de 0,06\$ du kilomètre après 50 000 kilomètres. Aucune obligation d'achat au terme du bail.



Offert avec le groupe d'équipements préférés 826A et l'option 60E.

Transport, immatriculation, assurances et taxes applicables en sus.

Le F-150 «Sport» (4x2) 95 possède un chargement de caractéristiques :

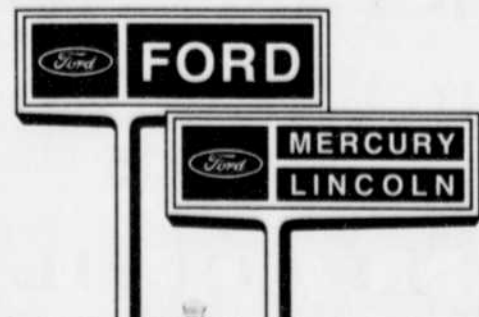
- Moteur 4,9 Litres
- Boîte manuelle 5 vitesses
- Radio AM/FM stéréo électronique avec montre
- Bandes décoratives
- Jantes stylisées en acier chromé
- Pneus de 15 po
- Pare-chocs marchepied arrière peint argent

Les éléments contenus dans la caisse ne sont évidemment pas compris.

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS: Rabais additionnel de 750\$ valable pour tous les modèles neufs de voitures et de camionnettes Ford et Mercury. Voyez votre concessionnaire pour les détails.

Vos concessionnaires Ford et vos concessionnaires Lincoln Mercury

ENCORE PLUS POUR VOUS!



Fin de s'empoisonner!

Ottawa interdit les substances toxiques persistantes

MANON CORNELLIER
Presse canadienne

■ OTTAWA — Les substances toxiques qui prennent trop de temps à s'éliminer et qui font leur chemin dans la chaîne alimentaire seront interdites à l'avenir, prévoit la nouvelle politique fédérale de gestion des substances toxiques.

« Il faudrait arrêter de nous empoisonner nous-mêmes, d'empoisonner notre environnement, nos systèmes reproducteurs, notre chaîne alimentaire et notre patrimoine génétique », a déclaré hier la ministre de l'Environnement Sheila Copps, en présentant la politique au Parlement.

Cette politique, qui entre en vigueur dès maintenant, obligera les entreprises à prouver que les nouveaux produits qu'elles veulent mettre sur le marché ne persistent pas dans l'eau, le sol et l'air et ne s'accumulent pas dans les tissus des êtres vivants. Sinon, ils seront interdits.

« Auparavant, c'était la responsabilité du gouvernement de démontrer qu'un produit était nocif. La politique inverse cette situation. Un nouveau produit sera traité comme les médicaments, c'est-à-dire que ce sera la compagnie qui

devra prouver qu'il n'y a pas bioaccumulation. »

Quant aux substances déjà en circulation, elles devront être graduellement éliminées, a indiqué Sheila Copps. L'échéancier reste à déterminer car la ministre veut permettre aux industries qui utilisent certaines de ces substances dans la composition de leurs produits de s'ajuster et de trouver des solutions de rechange.

« La politique a pour but l'élimination virtuelle dans l'environnement de toute substance qui résulte d'une activité humaine, qui met longtemps à s'éliminer, qui s'accumule dans les organismes vivants et qui est toxique », a-t-elle expliqué.

Cette politique touche les lieux contaminés fédéraux mais pas tous les autres qui relèvent des provinces. Mme Copps a bien précisé qu'elle voulait coopérer avec ses homologues provinciaux et non leur dicter une ligne de conduite.

Les produits visés par Ottawa sont, par exemple, certains pesticides, certains composants de solvants, certains fongicides à base de chlore, les dioxines et les furanes.

À l'avenir, ces produits toxiques seront classés en deux groupes. D'abord, ceux qui sont « persistants, bioaccumulables et résultant d'activités humaines » et qui seront éliminés. Puis les autres qui sont toxiques mais « pas persistantes ou bioaccumulatives ». Ces derniers seront soumis à des contrôles plus stricts.

Le MEF sur la Colline parlementaire à l'automne

GILBERT LEDUC
Le Soleil

QUÉBEC — Au cours de l'automne, les 750 employés du ministère de l'Environnement et de la Faune en poste à l'édifice Marly, à Sainte-Foy, déménageront leurs pénates sur la Colline parlementaire, plus précisément au complexe Marie-Guyart et au 150, boulevard René-Lévesque.

La nouvelle a été finalement confirmée, hier, par le cabinet du ministre Jacques Brassard au terme d'une valse-hésitation qui aura duré plus de deux ans.

Il faut se rappeler que l'ancien gouvernement avait proposé, à l'époque, la construction d'un nouvel édifice dans l'espace Saint-Roch dans le but de regrouper tous les fonctionnaires de l'Environnement dans un seul lieu et de donner un coup de pouce à la ville de Québec pour la re-

talisation de ce secteur de la capitale. Les coûts du projet (15 millions \$) et l'abondance de locaux disponibles dans les édifices appartenant au gouvernement du Québec ont fait en sorte que le gouvernement péquiste a abandonné l'idée d'une nouvelle construction.

C'est donc à l'automne que les fonctionnaires de l'Environnement et de la Faune s'amèneront sur la Colline parlementaire. Quant au ministre Brassard et à sa suite, c'est à partir de lundi qu'ils prendront possession de leur nouveau quartier général au 150, boulevard René-Lévesque où logent déjà les employés du secteur Faune du ministère.

Le départ des fonctionnaires de l'Environnement et Faune de l'édifice Marly permettra au ministère du Revenu de rapatrier à Sainte-Foy une bonne partie de ses employés éparpillés dans différents bureaux à Québec.

EN BREF

Cancer de la peau

Il y a cinq fois plus de cancers de la peau au Québec qu'il y a 20 ans. L'an dernier, près de 13 000 tumeurs cancéreuses ont été diagnostiquées au Québec, dont plusieurs chez de toutes jeunes personnes. C'est ce que révèlent les plus récentes statistiques de la Régie de l'assurance-maladie dévoilées hier par l'Association des dermatologues du Québec. Ces chiffres ne tiennent

pas compte des cas non diagnostiqués et des cancers traités par d'autres spécialistes que les dermatologues. « Cette année, plus de 60 000 personnes au Canada vont développer un cancer de la peau, et 33 000 auront un mélanome », a déclaré hier le Dr Pierre Ricard, président de l'Association des dermatologues du Québec. À la naissance, un enfant court aujourd'hui un risque sur sept de développer un cancer cutané durant sa vie, et un sur 100 de présenter un mélanome.



National
Défense

Défense
nationale

COMMISSION SPÉCIALE SUR LA RESTRUCTURATION DE LA RÉSERVE

Avis d'audiences publiques

Le ministre de la Défense nationale a mis sur pied une commission d'enquête afin d'étudier la restructuration de la Force de réserve du Canada. Le très honorable Brian Dickson, CP, CC, CD, Juge en chef du Canada (à la retraite) préside la Commission. Il est appuyé par deux commissaires, le lieutenant-général Charles H. Belzile, CMM, CD, (à la retraite) et le D^r Jack L. Granatstein, MSRC.

La Commission examinera et présentera des recommandations sur le rôle, la structure et l'emploi de la Force de réserve du Canada, et sur les options relatives à la restructuration de la Force, notamment en ce qui a trait à la Première réserve et à la Réserve supplémentaire, afin de maximiser leur efficacité opérationnelle et leur rentabilité.

La Commission étudiera des mémoires présentés à ses bureaux. Elle dirigera également des audiences publiques à l'échelle du pays pour considérer les vues des citoyens et des citoyennes, des groupes, des associations et autres organismes.

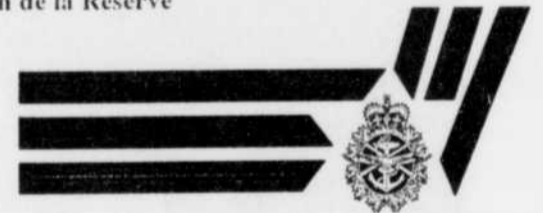
Ceux et celles qui désirent se faire entendre devant la Commission doivent soumettre à celle-ci une demande ainsi qu'un résumé de leur présentation, au moins dix jours avant la présentation publique à l'audience. Ceux et celles qui se présenteront devant la Commission seront avisés de l'endroit et de l'heure de leur présentation.

Le calendrier des audiences publiques de la Commission à travers le Canada est le suivant :

29 - 30 mai : Halifax (N.-É.)	17 juin, 19 juin : Vancouver (C.-B.)
31 mai : Saint John (N.-B.)	20 juin : Victoria (C.-B.)
1 ^{er} juin : Charlottetown (Î.-P.-É.)	22 - 23 juin : Ottawa (Ont.)
12 juin : Winnipeg (Man.)	26 - 27 juin : Toronto (Ont.)
13 juin : Regina (Sask.)	28 - 29 juin : Montréal (Qué.)
14 juin : Edmonton (Alb.)	4 juillet : St. John's (T.-N.)
15 juin : Calgary (Alb.)	6 juillet : Québec (Qc)

Commission spéciale sur la restructuration de la Réserve

45, Sacré-Coeur
Hull (Qc)
J8X 1C6
Tél. : (613) 997-8325 ou 997-8326
Télec. : (613) 997-3658
Internet : 102154.765 @compuserve



Y paraît que ça va être...

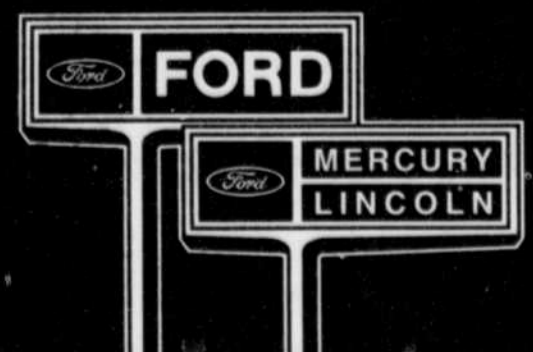
GROS

DÈS LUNDI!

LE GROS RASSEMBLEMENT

Vos concessionnaires Ford et vos
concessionnaires Lincoln Mercury
de la grande région de Québec

ENCORE PLUS POUR VOUS!



AFFAIRE BARNABÉ

La policière Manon Cadotte dit privilégier le dialogue

ROLLANDE PARENT
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — La force employée lors de l'arrestation de Richard Barnabé, le 14 décembre 1993, ne correspondait pas aux méthodes de travail qu'utilisait Manon Cadotte, 25 ans, la cadette des cinq policiers accusés de voies de fait graves sur le chauffeur de taxi.

« Moi et Michel (Vadeboncoeur, un autre accusé) nous ne sommes pas gros, nous ne sommes pas grands », a-t-elle dit en éclatant en sanglots.

« Michel et moi nous sommes habitués à travailler ensemble. Nous essayons de dialoguer avec la personne, de parler. Ça prenait bien du temps mais ça marchait », a-t-elle expliqué hier devant le juge Benjamin Greenberg de la cour supérieure.

« C'est toujours plus long, c'est sûr » a-t-elle reconnu par la suite.

Le témoin précédent, le policier André Lapointe, un autre accusé, avait répondu au procureur de la Couronne Jean Lortie, qui lui demandait pour quelles raisons il n'avait pas laissé Richard Barnabé dans sa cellule verrouillée jusqu'à ce qu'il retrouve son calme : « Attendre qu'il se calme, ça peut être long ».

Pour sa part, dès qu'elle a vu Barnabé au cours de la poursuite, à Laval, Manon Cadotte a compris qu'il serait difficile d'entrer en contact avec lui.

« Quand il est passé à côté de notre

voiture après avoir fait un virage en U, il nous regardait et ne nous voyait pas. Il souriait mais ce n'était pas à nous autres. Il n'était pas là. Il était dans un autre monde », a-t-elle raconté.

Alors qu'il avait les mains en l'air une fois rendu sur le terrain du domicile de son frère Raymond, Richard Barnabé n'arrêtait pas de parler, a-t-elle ajouté.

« J'étais convaincue qu'on n'arriverait pas à le maîtriser si l'utilisation de la force devenait nécessaire. Je voyais qu'il était complètement dans une bulle. On n'aurait jamais de contact avec lui. Il ne nous entendait pas. Il ne nous regardait pas. Il ne nous voyait pas. Il était dans ses pensées ».

L'avocate de Mme Cadotte, Me Sylvie Bourque, lui a alors demandé si elle s'était sentie provoquée par le sourire que Barnabé avait sur les lèvres au moment où il disait : « Tirez-moi, tuez-moi ».

« Non », a-t-elle répondu.

Dans son témoignage, jeudi, le policier Pierre Bergeron avait dit qu'il y

avait vu une provocation, un signe que Barnabé attendait les policiers « d'un pied ferme ».

Par ailleurs, l'accusée Cadotte a expliqué qu'elle s'était chargée de rédiger « le livre d'érou » qui consiste notamment à mettre dans des enveloppes scellées les objets trouvés sur la personne gardée en cellule.

Elle a d'ailleurs reconnu sa signature et des inscriptions écrites par elle.

Le témoin précédent, le policier André Lapointe, avait raconté s'être chargé de cette tâche.

Dans son témoignage, Manon Cadotte a reconnu avoir été suspendue sans solde le 14 janvier 1994, moment où des accusations ont été portées contre elle et ses collègues André Lapointe, Pierre Bergeron, Louis Samson, Michel Vadeboncoeur et Karl Anderson. Ce dernier a été libéré à l'issue de l'enquête préliminaire.

Il a également été établi que Mme Cadotte n'est pas représentée par le même bureau d'avocats que les quatre autres accusés et qu'elle n'a pas rencontré ces derniers depuis les événements, sauf à la cour.

Avant d'ajourner le procès jusqu'à lundi, le juge Greenberg a ordonné aux membres du jury de s'abstenir de prendre connaissance des articles et reportages sur le procès en cours.

« Limitez-vous à ce que vous entendez entre ces quatre murs », a-t-il dit.

Les familles déboutées au procès Bernardo

La Cour autorise le visionnement des bandes vidéo par les jurés

■ TORONTO (PC) — La Cour suprême du Canada a débouté hier une demande des familles Mahaffy et French, qui refusaient que les membres du tribunal entendent la bande sonore de vidéocassettes rapportant les viols de Debbie Mahaffy et de Kristie French, les présumées victimes de Paul Bernardo.

La famille avait auparavant demandé au juge Patrick Lesage, qui préside le procès de Bernardo, de retarder la diffusion de l'image et du son de ladite bande vidéo. Le magistrat n'a pas acquiescé à leur requête.

Quant à la Cour suprême, elle a expliqué sa décision en soulignant qu'elle devrait entendre les deux parties dans cette cause avant d'imposer quelque délai dans le procès Bernardo.

En vertu d'une règle imposée par le juge Lesage, seuls les jurés, les avocats et l'accusé peuvent visionner les bandes. Le public doit se contenter de la bande sonore.

Bernardo, 30 ans, est accusé de meurtres à caractère sexuel de deux adolescentes, Leslie Mahaffy et Kristen French. Son ex-femme, Karla Homolka, témoin clé de la Couronne, a plaidé coupable à des accusations d'homocides dans le même dossier et purge une sentence de 12 ans.

PLEURS ET MALAISES

La mère de Leslie Mahaffy a gardé les yeux fermés et a pleuré tout le long du procès en entendant la voix de sa fille assassinée et celle de Paul Bernardo.

Sur une vidéo tournée quelques heures avant la mort de l'adolescente, Bernardo lui demande : « Fais en sorte que je me sente bien. Je suis en train de te juger. Les deux prochaines heures détermineront ce que je vais faire de toi. »

Peu après, selon la Couronne, il a étranglé la jeune fille de 14 ans pour ensuite jeter dans un lac les parties de son corps coulées dans le ciment.

Debbie Mahaffy a paru ébranlée et s'est essuyée les yeux avec un mouchoir quand Bernardo demande à deux reprises à sa victime de dire son nom.

« Leslie Erin Mahaffy », répond une voix chevrotante. Il lui demande ensuite sa date de naissance et ses passe-temps préférés. « Tu es une bonne fille », dit-il, ajoutant plus tard : « Tu fais un bon boulot, Leslie. »

Assis dans le box des accusés, Bernardo a regardé sans broncher les images retransmises sur un moniteur.

Parfois ligotée, les yeux toujours bandés, Leslie est violée à maintes reprises. Elle est aussi obligée de sa caresser et à avoir des contacts sexuels avec Bernardo et son ex-femme, Karla Homolka, selon le procureur de la Couronne Ray Houlahan.

EN BREF

Contrôle des armes à feu : les Québécois plus favorables

Les Québécois se révèlent les plus favorables de tous les Canadiens au projet de loi fédéral sur le contrôle des armes à feu, avec 79% d'appui à l'initiative défendue par le ministre de la Justice, Allan Rock. C'est ce qui ressort du plus récent sondage sur la question, mené par la firme Angus Reid la semaine dernière. Au pays, l'appui au projet a légèrement diminué mais reste majoritaire; deux Canadiens sur trois sont d'accord avec les mesures proposées. Les opposants au contrôle des armes à feu ont eux aussi vu des éléments positifs dans les résultats du sondage. Ils démontrent, selon eux, que l'appui au projet de loi commence à s'effriter. Le sondage indique un double clivage sociologique et géographique sur la question. Le projet est accepté majoritairement en milieu urbain et rejeté en milieu rural. L'appui est aussi majoritaire dans le centre du pays (Québec et Ontario) et rejeté dans les provinces atlantiques et dans l'ouest (exception faite de la Colombie-Britannique). 1500 personnes ont été interrogées ce qui donne une marge d'erreur de 2,5%. (PC)

Blessé décédé

L'homme qui avait été blessé grièvement mercredi à Montréal, à l'issue d'une poursuite policière, est décédé hier à la suite de complications, à l'Hôpital Royal Victoria où il avait été hospitalisé. Martin Omar Suazo, 23 ans, d'origine péruvienne, avait été arrêté vers 17h30, mercredi, sur le boulevard Saint-Laurent, à Montréal, à la suite d'un vol dans une boutique de la rue Sainte-Catherine. Il a été blessé à la tête par un coup de feu au moment où il était neutralisé au sol. La théorie du coup de feu accidentel est retenue par la SQ, qui enquête. (PC)

Arsenal

La police de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) a révélé avoir découvert un important arsenal d'armes de toutes sortes dans l'appartement d'un étudiant en droit. Dans le logement de Marc-André Lebecque, 21 ans, rue Saint-André, à Montréal, les policiers ont trouvé des fusils, des armes blanches, une arbalète et une arme fabriquée avec deux lames de scie ronde, a indiqué un lieutenant-détective. Les enquêteurs ont aussi mis la main sur une quantité importante de littérature haineuse de même que sur des livres traitant des armes et de violence. Selon la police, l'homme, qui serait un sympathisant du Ku Klux Klan, était apparemment en train de monter un système d'extorsion visant les profits réalisés par les danseuses nues. Le suspect a été inculpé de possession d'armes, menaces de mort à un juge, bris de conditions, vol et recel d'une automobile. (PC)

You aimez laisser les autres loin loin derrière?

MEILLEUR VENDEUR DE SA CATÉGORIE



Pontiac Grand Am SE

15 995\$* ou **299\$/mois****
[pour 36 mois]

- Moteur 2,3 litres de 150 chevaux
- Boîte automatique 4 rapports avec surmultipliée
- Freins antiblocage (ABS)
- Sac gonflable
- Radiocassette AM/FM stéréo avec 4 haut-parleurs
- Chauffe-moteur
- Aileron arrière
- Guides de ceinture épaulière pour enfants
- et beaucoup plus!



Personne ne vous en offre autant!



L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec
*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1995 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Transport (995 \$) et taxes en sus. **Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de 2 300 \$. Sujet à l'approbation du crédit. Débit remboursable de 390 \$ en plus. Frais de 5 \$ du kilomètre après 72 000 km. Préparation et transport inclus. Taxes en sus. L'Assistance Routière et la Garantie GM 10/100, sont offertes sur tous les véhicules neufs Pontiac 1995 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire participer pour tous les détails.

La maladie du hamburger à nos portes !

LISE LACHANCE
Le Soleil

■ QUÉBEC — La maladie du hamburger est à nos portes. Pour contrer cette intruse qui se glisse au coeur de nos pique-nique et de nos vacances, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ainsi que le ministère de la Santé et des Services sociaux, ont inauguré jeudi une campagne de sensibilisation.

Sous le slogan *Cuisson sans risque = Aucune coloration rosée*, c'est un cri d'alarme que lancent les deux ministères car, malgré son nom pittoresque, la maladie du hamburger peut entraîner la mort. C'est le tribut qu'ont payé une quinzaine de Québécois au cours des dernières années. D'autres sont aux prises avec des séquelles permanentes, par exemple une insuffisance rénale chronique.

Le drame arrive à pas feutrés et se met en scène très souvent autour d'un BBQ. En effet, quand une viande hachée

n'est pas conservée à une température d'au moins 4° C (40° F) ou au-delà de 60° C (140° F), elle permet la multiplication de bactéries susceptibles d'entraîner des intoxications alimentaires. Voilà pourquoi l'été est la saison à risque en ce qui concerne la bactérie *Escherichia coli*.

Selon la Dr Christine Colin, sous-ministre adjointe à la santé publique au ministère de la Santé et des Services sociaux, la période d'incubation varie d'une douzaine d'heures à sept jours. La contamination se manifeste par de fortes douleurs abdominales suivies d'une diarrhée sanguinolente. Des nausées, des vomissements et de la fièvre peuvent survenir. L'infection s'avère contagieuse dans des milieux clos comme les garderies, les centres d'hébergement pour personnes âgées, la famille.

On parle de « la maladie du hamburger » parce que le boeuf haché est le plus souvent en cause mais, en fait, la bactérie responsable de ces lendemains qui déchantent a déjà été isolée dans la viande de veau, de porc et d'agneau. Elle est également présente dans la volaille. L'eau, le lait non pasteurisé et le cidre artisanal filtré à froid peuvent aussi provoquer la maladie.

Par ailleurs, si on insiste plus sur la viande hachée, c'est que le hachage répand les bactéries de surface à travers la masse. Le même phénomène s'applique aux pièces de viande entières mais attendries. Une cuisson qui ne laisse aucune coloration rosée est donc extrêmement importante dans ces deux cas.

La Dr Colin souligne que la maladie affecte en général entre trois et huit personnes par 100 000 habitants. Comme, depuis quelques années, le Québec sensibilise la population dès le retour de la belle saison, l'incidence ici est de trois par 100 000. Les médecins québécois rapportent environ 250 cas de colites hémorragiques chaque année. Il s'agit d'une maladie à déclaration obligatoire.

La moitié des personnes touchées ne consultent pas et guérissent complètement. Près d'une sur cinq doit être hospitalisée. Si la plupart s'en remet sans complication, certaines souffrent d'une déficience rénale chronique et d'autres y laissent la vie.

PRÉVENIR

« Le remède ? La prévention ! » affirme de son côté le Dr Yvan Rouleau, sous-ministre adjoint à la qualité des aliments et à la santé animale au MAPAQ. Voilà pourquoi le ministère a annoncé, jeudi, une batterie d'outils d'information allant de 500 000 fiches-recettes disponibles dans certains supermarchés à 50 000 autocollants magnétiques, en passant par 100 000 signets qui seront distribués par les bibliothèques publiques.

Parmi les conseils prodigués : consommer les viandes hachées dans les 48 heures suivant leur achat. Si elles sont congelées, les décongeler au réfrigérateur ou au four à micro-ondes. Refroidir les restes en moins de deux heures.



Les sous-ministres adjoints Christine Colin, à la Santé, et Yvan Rouleau, au MAPAQ.

EN BREF

Viellissement

Le vieillissement influence la famille canadienne. Le nombre de décès a atteint un sommet sans précédent en 1993, tandis que le nombre de naissances baissait par rapport à l'année précédente, surtout parce que les gens vieillissent et ont moins d'enfants, indique Statistique Canada. Selon l'agence, il y a eu 204 912 décès en 1993, soit 4,3% de

plus qu'en 1992. Il n'y avait pas eu de telle augmentation depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le Québec est champion au pays en ce qui concerne la hausse des décès. Un total de 51 711 Québécois sont morts en 1993, ce qui représente une augmentation de près de 5,9% par rapport à 1992. Quant aux naissances, elles ont totalisé 388 394 en 1993, ce qui représente 2,6% de nouveau-nés de moins que l'année précédente.



FORFAIT «VACANCES EN FAMILLE»

À PARTIR DE
86\$
OCCUPATION DOUBLE

PLAISANT POUR LES PARENTS
GRATUIT POUR LES ENFANTS*

Du 19 mai au 21 octobre 1995

POUR LES PARENTS

Le tarif de 86\$ par personne comprend, pour chaque nuitée, le dîner gastronomique, le petit-déjeuner, les frais de service ainsi que l'accès gratuit aux activités suivantes: tennis, activités nautiques, plage, piscine intérieure, squash, racquetball, tourbillon et sauna.

* Enfants de 0 à 6 ans.


POUR LES ENFANTS

Pour les 4 à 12 ans, accès gratuit au Club Jeunesse Chantecler et accès à notre programme quotidien d'activités comprenant: tennis, bricolage, sports nautiques, excursion**, vélo de montagne, équitation**, repas et pique-nique en groupe**.

** Un prix d'entrée peut être exigé pour certaines activités.



Hôtel Le Chantecler, 1474, chemin Chantecler, Sainte-Adèle, QC J0R 1L0
Tel.: (514) 999-3555 / Fax: (514) 999-5593
1 800 363-2420

Une ligne 

Avenir du Québec

PAR UN SIMPLE APPEL TÉLÉPHONIQUE VOUS POUVEZ :

- obtenir des réponses aux principales interrogations exprimées par la population lors des commissions sur l'avenir du Québec.

voici les dix premiers thèmes proposés :

- 20- La souveraineté du Québec, pourquoi
- 21- Les forces d'un Québec souverain
- 22- Les relations Québec-Canada après un oui
- 23- L'utilisation de la monnaie canadienne
- 24- Le passeport canadien et le passeport québécois
- 25- Le Québec et l'accord de libre-échange
- 26- La question de la dette
- 27- Les pensions de vieillesse
- 28- L'association économique
- 29- Le territoire québécois

le choix des thèmes sera renouvelé régulièrement

apporter une suggestion ou encore poser une question qui vous préoccupe : nous en tiendrons compte.

Pour profiter de ce service sans frais, offert 24 heures par jour, composez l'un des numéros suivants :

Montréal (514) 841-2543 Québec (418) 890-2143
ou le 1-800-827-6025

Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif

Québec

TRANSPORT SCOLAIRE

La FCSQ réclame plus d'argent des parents

VINCENT CLICHE
Le Soleil

■ MONTRÉAL — Les commissions scolaires veulent faire payer davantage les parents pour le transport scolaire.

Les délégués à la 48^e assemblée générale de la Fédération des commissions scolaires (FCSQ), a adopté une résolution, hier, demandant au gouvernement québécois d'amender la loi « afin que les commissions scolaires aient la possibilité de demander une participation financière des parents pour le transport par autobus lorsque des cours sont offerts en plus des services prescrits par le régime pédagogique ».

Actuellement, l'article 258 de la loi de l'instruction publique interdit aux commissions scolaires d'exiger une contribution financière des élèves ou de leurs parents et ce, même pour des services d'enseignement et de formation en dehors des périodes d'enseignement.

De plus en plus, les commissions scolaires offrent des services éducatifs personnalisés et diversifiés à leurs élèves, tant au primaire qu'au secondaire. Ces cours se donnent le plus souvent en dehors des périodes d'enseignement prescrites pendant les

jours de classe ou en dehors des jours de classe et exigent des services supplémentaires de transport. Ces cours sont offerts à des élèves réguliers, mais il s'agit également de cours de mise au niveau pour les élèves en difficultés d'apprentissage.

TROP PEU EXIGEANTE

Par ailleurs, les délégués à l'assemblée générale ont demandé à la Fédération des commissions scolaires de recommander, dans son mémoire à la commission des États généraux de l'éducation, plus d'exigence concernant l'école et les élèves.

Selon les commissaires, l'école québécoise est actuellement trop peu exigeante en ce qui concerne le temps de présence des élèves. On considère également que le régime pédagogique n'est pas assez exigeant pour l'apprentissage du français et de l'anglais et qu'il devrait encourager l'apprentissage d'une troisième langue. On explore aussi le manque d'obligation de

se soucier du français dans toutes les disciplines.

Enfin, les délégués ont donné leur appui au projet de loi 90 demandant une

contribution de 1% aux entreprises québécoises pour le financement de la formation professionnelle. La FCSQ croit cependant que les sommes ainsi

recupérées et qui doivent être versées au Fonds national de formation professionnelle demeurent dans les régions et soient administrées par les régions.

Un troisième mandat pour Diane Drouin

MONTRÉAL — Mme Diane Drouin a été réélue sans opposition, hier, pour un troisième mandat de deux ans, à la présidence de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ).

Mme Drouin a ainsi créé un précédent, puisque c'est la première fois, depuis la création de la FCSQ en 1947, qu'un président ou une présidente fera plus de deux mandats à la tête de l'organisme.

Les délégués ont cependant refusé une augmentation salariale à leur présidente

réélue. Le budget prévoyait une augmentation de 8000 \$ au poste salarial de la présidence et de la vice-prési-

dence. Les commissaires, par scrutin secret et à la suite d'un long débat déchirant, ont refusé de revaloriser cette rémunération qui demeurera à 59 000 \$ annuellement.

REMISE EN QUESTION

Mme Drouin a accepté son troisième mandat à un moment crucial du développement du système d'éducation au Québec, avec la tenue des États généraux, et une remise en question de plus en plus pressante des structures scolaires et de l'existence même des commissions scolaires.

Mme Drouin a profité de la tenue de la 48^e assemblée générale de sa fédération pour rappeler que les commissions scolaires du Québec ont déjà fait largement leur part sur le plan de la rationalisation, en diminuant leur nombre de 1500 à 137 en quelques années. « On ne peut pas en dire autant des municipalités qui sont passées de

1600 à 1400 durant cette période », a déclaré Mme Drouin.

Tout en admettant qu'il y a des redressements à faire en éducation, la présidente de la FCSQ se dit convaincue que les commissions scolaires ont la capacité et la volonté de faire ces changements.

CARON RÉÉLU

La région de Québec a conservé sa représentation sur le bureau de direction de la fédération à la suite de la réélection, au poste de 2^e vice-président, de M. André Caron, président de la commission scolaire Des Îslets. Il a battu, par un vote 305 à 147 au scrutin secret, son adversaire, M. Jacques Sabourin, de la commission scolaire du Long-Sault, à Lachute.

Au poste de 1^{er} vice-président de la FCSQ, M. Jean-Marie Beaulieu, de Chicoutimi, a été réélu sans opposition. V. C.

Honneur pour un prof de St-Raymond

MONTRÉAL — C'est le projet de M. Jean Lachance, un enseignant de l'école Saint-Raymond, de la commission scolaire de Portneuf, qui a reçu, cette année le grand prix du concours «Projet en tête».

Ce concours en entrepreneurship, s'adresse aux élèves et au personnel de toutes les commissions scolaires

du Québec et vise à développer l'esprit d'entreprise dans leur milieu.

Sur les huit prix attribués, deux autres ont été remportés par des gens de la région de Québec. Il s'agit de Précyl-la Lacasse, de la polyvalente Saint-Anselme et de Jonathan Drolet, du centre d'éducation des adultes des Chutes. V. C.

SUBARU

LE FESTIVAL DE LA TRACTION INTÉGRALE

L'ATTRACTION DE LA LOCATION

La technologie 4 roues motrices à prise constante, ou traction intégrale, de Subaru est la mesure de sécurité optimale. Elle vous assure contrôle et confiance, ajoutant au plaisir de rouler quelles que soient les conditions du pavé ou de la météo.

Cette technologie sécuritaire hors pair n'est tout simplement pas offerte par Honda, Toyota ou Volvo!



SAISISSEZ LES AVANTAGES ET LA VALEUR INCOMPARABLE DE LA LEGACY FAMILIALE '95 À PARTIR DE:

- Traction intégrale - 4 roues motrices à prise constante
- Climatisation
- Automatique à 4 rapports
- Coussins gonflables jumelés
- Stéréo AM/FM, cassettes
- Banquette arrière repliable, divisée 60/40
- Vitres et rétroviseurs électriques
- Verrouillage à télécommande
- Volant inclinable
- Régulateur de vitesse

329 \$ /mo*

LOCATION DE 24 MOIS

La meilleure nouvelle familiale/tourgonnette de 1995
Voiture de l'année APC

LOUEZ LA VOITURE À TRACTION INTÉGRALE LA PLUS VENDUE EN AMÉRIQUE DU NORD.

HÂTEZ-VOUS POUR PROFITER DE LA MEILLEURE SÉLECTION. L'OFFRE SE TERMINE LE 30 JUIN 1995.

SUBARU

L'atTraction intégrale

*Les mensualités de location de 329 \$ s'appliquent à la Subaru 1995 SWL + 4x4 EAT-RQ en vertu d'un contrat de location de 24 mois moyennant un versement initial de 3 500 \$ ou l'échange d'un véhicule. Transfert, taxes, préparation, assurances, permis et immatriculation en sus. Sujet à l'approbation de crédit. Kilométrage limité à 25 000 km par année. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Voir votre concessionnaire pour plus de détails. Le modèle illustré est une Legacy LS avec porte bagages au toit et phares halogènes offerts en option. **Source: R.L. Polk & Co., statistiques d'immatriculation U.S., plus données canadiennes sur l'immatriculation des véhicules à la fin de 1993.

Acadia Subaru
Autoroute de la capitale
sortie Pierre-Bertrand,
Vanier (418) 681-6000

Lévis Subaru
72 route Kennedy,
Lévis (418) 833-1900

Option Subaru
2505 boul. Henri Bourassa,
Québec (418) 648-9518

ENCORE PLUS COMPLET

- SYSTÈME CYCLONIQUE PLUS PERFORMANT
- FILTREUR AUTO-NETTOYANT
- BOYAU 30', CONTRÔLE
- ACCESSOIRES 4 UNITÉS
- BALAI À TAPIS (TURBO)
- KIT INSTALLATION 3 PRISES
- 5 ANS GARANTIE
- 55671

469⁹⁵ \$

Quantité limitée

MONSIEUR BALAYEUSE

QUÉBEC: 1945, 1^{re} Avenue, 525-8119
LÉVIS: 5635, boul. de la Rive-Sud, 833-6636
(face aux Galeries Chagnon)
SAINTÉ-FOY: 2673, chemin Ste-Foy, 656-6202



Garde côtière canadienne Canadian Coast Guard

CONSULTATIONS PUBLIQUES

La Garde côtière canadienne, région des Laurentides, procède à des consultations publiques portant sur le niveau des services offerts et plus particulièrement dans les secteurs d'activité suivants :

- les services de navigation maritime;
- le déglacement, l'escorte des navires et le contrôle des inondations;
- les opérations de recherche et de sauvetage;
- les interventions environnementales.

Les consultations se tiendront à :

Endroit	Date	Cible visée	Heure
Cégep de Gaspé	19 juin	Pêche commerciale et plaisance	de 19 h 00 à 22 h 30
Auberge des Gouverneurs	20 juin	Pêche commerciale et plaisance	de 19 h 00 à 22 h 30
Hôtel des Gouverneurs (Île Charron)	21 juin	Plaisance	de 19 h 00 à 22 h 30
Auberge des Gouverneurs (Sainte-Foy)	22 juin	Plaisance	de 19 h 00 à 22 h 30
Québec	23 juin	Navigation commerciale	de 10 h 00 à 15 h 00

La Garde côtière canadienne souhaite entendre les personnes démontrant un intérêt spécifique pour les niveaux de services offerts dans chacun de ces quatre secteurs d'activité. Elle les invite à participer aux séances de consultation et à lui soumettre des présentations verbales et, s'il y a lieu, des mémoires.

La Garde côtière souhaite également connaître les opinions des personnes qui ne peuvent assister aux séances. À cette fin, un système téléphonique automatisé a été mis sur pied. Ce système fonctionnera 24 heures sur 24 jusqu'au 30 juin prochain et permettra aux personnes utilisant un appareil Touch-Tone de répondre à un questionnaire sur les niveaux de service. Pour l'utiliser, il suffit de composer sans frais l'un des numéros suivants :

Français : 1-800-886-4594
Anglais : 1-800-886-4591

Pour obtenir plus de renseignements sur ces consultations ou pour vous inscrire, veuillez contacter :

Garde côtière canadienne
Direction générale
104, rue Dalhousie
Québec (Québec) G1K 4B8
Tél. : (418) 648-4191
Télex : (418) 648-4758

Canada

LE MONDE

Les Serbes libèrent 120 otages

30 autres Canadiens capturés et un F-16 américain abattu

■ (AP, AFP, Reuter et PC) — La présidence serbe a annoncé hier la libération de 120 des 377 membres de l'ONU retenus en otages, quelques heures après la destruction par un missile d'un chasseur F-16 américain de l'OTAN et l'arrestation de 30 casques bleus canadiens à Ilijas.

La libération des 120 soldats, qui survient à la veille de la rencontre des ministres de la Défense, aujourd'hui à Paris, est un « signe de bonne volonté », précise un communiqué de la présidence serbe.

Le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a expliqué que cette libération est intervenue à la demande du président Milosevic: « Nous avons montré ainsi que nous ne voulons pas la guerre. »

Selon la télévision serbe bosniaque, des Français, des Britanniques, des Canadiens, des Danois et des Suédois figurent parmi les soldats libérés, sans donner toutefois de chiffre précis.

Tous sont en bonne santé hormis deux Britanniques blessés dans un accident de la circulation. Selon certaines informations, cinq des 33 soldats britanniques détenus dans le secteur de Gorazde, dans l'est de la Bosnie, ont été blessés dans un accident lors de leur transfert par les Serbes vers une ville voisine.

La télévision serbe de Bosnie avait diffusé hier des images des soldats de l'ONU embarquant à bord d'autocars dans un village près de Pale. La plupart des militaires, coiffés de leur casques bleus, apparaissaient en bonne santé.

Les casques bleus doivent être conduits à Novi Sad, à 50 km au nord de Belgrade pour y passer la nuit. Ils doivent être remis aujourd'hui à leurs

gouvernements respectifs ou aux Nations unies à Belgrade.

AVION ABATTU

Quelques heures auparavant, un F-16 américain avait été abattu par un missile Sam-6 au-dessus de Banja Luka, en territoire sous contrôle serbe dans le nord de la Bosnie, lors d'une mission d'interdiction de survol de la Bosnie. Le missile, d'après l'ONU, a été tiré de batteries serbes et le pilote aurait été capturé par les Serbes.

M. Karadzic est apparu à la télévision de Pale pour déclarer que cet avion n'avait rien à faire au-dessus du territoire serbe: « Nous sommes les maîtres de notre espace aérien. »

Durant la semaine, l'Alliance avait signalé que des missiles avaient été tirés à deux reprises, sans les atteindre, contre un avion allemand mercredi et contre un avion français jeudi, pendant des missions de surveillance.

À Washington, le porte-parole de la Maison-Blanche, Mike McCurry, a dit que la politique américaine resterait « ferme » sur la Bosnie malgré la perte du F-16. M. Clinton voit dans l'incident « une obligation morale » à envisager l'envoi de troupes pour aider au regroupement des casques bleus.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a pour sa part condamné la destruction du F-16 et a exigé une nouvelle fois « la libération inconditionnelle » de « tous les otages » encore détenus par les Serbes.

L'incident est le deuxième de ce type impliquant un avion de l'OTAN patrouillant dans le ciel serbe. En avril 1994, un appareil britannique avait été pris pour cible alors qu'il s'apprêtait à tirer sur des positions serbes. Il s'était écrasé près de Gorazde.

CANADIENS CAPTURÉS

Par ailleurs, les 30 casques bleus canadiens capturés hier auraient été conduits au poste de police d'Ilijas au cours de la nuit d'hier, a déclaré le ministre de la Défense du Canada, David Collenette. Ce nouvel incident porte à 40 le nombre de soldats canadiens pris en otage dans cette région.

En fin d'après-midi hier, Ottawa avait été incapable de communiquer avec quiconque près de Sarajevo depuis le début de la journée. « Cela nous préoccupe beaucoup », a déclaré le ministre au cours d'une conférence de presse.

Les 30 soldats désarmés faisaient partie d'un groupe de 45 près d'Ilijas dont la liberté de mouvement avait déjà été limitée par les Serbes bosniaques. Les 15 autres sont demeurés à leurs postes d'observation, mais y ont été rejoints par des policiers militaires de l'armée des Serbes de Bosnie, selon David Collenette.

Sarajevo et toutes les lignes de front en Bosnie ont néanmoins connu une accalmie dans la nuit d'hier, a indiqué la Forpronu. Les tirs de mortiers déclenchés jeudi par les Serbes de Bosnie sur le faubourg de Butmir à Sarajevo, ont fait trois morts et 10 blessés. Les violents combats qui se sont déroulés ces trois derniers jours à Gorazde, auraient fait cinq morts et 30 blessés civils mercredi et 10 blessés jeudi.

Inondations du siècle en Norvège



Une partie de la Norvège est recouverte par les eaux depuis jeudi, nécessitant l'évacuation d'au moins 400 personnes et menaçant des milliers d'autres, à la suite de crues considérées comme les pires ayant frappé ces régions depuis le début du siècle. On signale au moins une perte de vie. Les eaux continuent à monter sous les effets cumulés d'importantes chutes de pluie et de la soudaine fonte des neiges due à des températures douces. Les inondations les plus graves ayant frappé la Norvège (63 morts) ont eu lieu en juillet 1789, dans les mêmes régions que celles frappées actuellement. Les météorologistes ont prévu que les crues seraient à leur apogée dans la courant de la semaine prochaine.

Mer Égée: Ankara et Athènes minimisent leur différend

(AFP et Reuter) — La Grèce et la Turquie se sont toutes deux efforcées hier de dissiper les rumeurs de confrontation imminente entre leurs forces armées dans la mer Égée.

La Turquie considère qu'il n'y a pas de tension avec la Grèce et a nié hier que les manoeuvres navales prévues sous peu en mer Égée soient susceptibles de créer des difficultés.

Le climat entre les deux frères ennemis de l'OTAN s'est détérioré depuis la ratification, mercredi, par le Parlement grec, de la Convention internationale sur le droit de la mer, importante pomme de discorde entre Athènes et Ankara. Cette convention de l'ONU, que la Turquie n'a pas signée, permet aux pays signataires d'étendre leurs eaux territoriales de six à 12 milles.

Mais plusieurs responsables turcs, militaires ou civils, ont indiqué vouloir s'abstenir de toute déclaration susceptible de rallumer les tensions avec Athènes.

Le 16 novembre dernier, date de l'entrée en vigueur de la convention de l'ONU, une certaine tension avait régné entre les deux pays quand leurs deux marines, en manoeuvres aéronavales, s'étaient approchées à moins de

10 milles l'une de l'autre. Les É.-U. avaient dépêché un croiseur dans la région pour prévenir tout incident.

La Grèce a aussi fait une mise au point hier pour désamorcer la crise.

Le porte-parole du gouvernement grec, M. Vénizélos, a affirmé dans un communiqué que ses propos sur cette question controversée avaient été mal rapportés et interprétés lors de son point de presse de jeudi, provoquant une forte réaction turque.

M. Vénizélos avait affirmé que la Turquie poursuivait « sa politique de tension artificielle » contre la Grèce, alors qu'Ankara avait rappelé que

l'éventuelle extension des eaux territoriales grecques de 6 à 12 milles serait « un casus belli ».

Il n'avait en revanche pas fait référence aux manoeuvres aéronavales annuelles que l'armée turque s'apprête à engager en mer Égée, contrairement à ce qu'un porte-parole officiel ture, Nurettin Nurkan, avait affirmé sur la foi d'une information erronée, selon M. Vénizélos.

M. Vénizélos a réaffirmé hier que l'extension des eaux territoriales grecques constituait « un droit souverain » qui sera appliqué « à la discrétion du gouvernement ».

Selon le ministère ture des Affaires étrangères, deux manoeuvres navales turques sont prévues — l'une du 7 au 15 juin, l'autre du 12 au 22 juin.

La marine turque a précisé que les préparatifs pour ces manoeuvres ont commencé jeudi.

Des manoeuvres grecques sont également prévues.

Ankara estime que l'extension des eaux grecques à 12 milles transformerait la mer Égée en un « lac grec » avec une « hégémonie grecque inacceptable de 73,5% » (contre 43,5% aujourd'hui), réduisant d'autant les eaux turques et internationales.



Hé boss, c'est la dernière journée !!!

PLAN DE FINANCEMENT DISPONIBLE SUR PLACE

MÉGAMIX 1	MÉGAMIX 2	MÉGAMIX 3	MÉGAMIX 4
<ul style="list-style-type: none"> Ensemble radio Kenwood AM/FM cassette avec contrôleur CD, 100 watts, façade détachable antiviol et chargeur à 10 disques compacts 2 haut-parleurs Pioneer 6 x 9 po, 2 voies, 100 watts 2 haut-parleurs Pioneer 6,5 po, 2 voies, 80 watts Amplificateur 240 watts Sony Caisson subwoofer 10 po Pioneer 	<ul style="list-style-type: none"> Radio AM/FM cassette Pioneer, avec contrôleur CD, 140 watts de puissance, façade détachable antiviol Amplificateur Alpine 140 watts 2 haut-parleurs Sony 5,25 po + « tweeter » 1 po (100 watts) Subwoofer 10 po Kenwood 360 watts 	<ul style="list-style-type: none"> Radio AM/FM cassette, façade détachable antiviol, puissance totale de 88 watts 2 haut-parleurs Sony 6,5 po de 80 watts 	<ul style="list-style-type: none"> Radio AM/FM cassette avec contrôleur CD, façade détachable antiviol, 100 watts 2 haut-parleurs 6,5 po, 2 voies, 90 watts
1299\$ plus taxes <small>ou 54,40\$ par mois sur 36 mois</small>	849\$ plus taxes <small>ou 35,57\$ par mois sur 36 mois</small>	269⁹⁵\$ plus taxes <small>ou 26,07\$ par mois sur 12 mois</small>	449⁹⁵\$ plus taxes <small>ou 24,84\$ par mois sur 24 mois</small>
AUTRES SPÉCIAUX			
<ul style="list-style-type: none"> TOIT OUVRANT 79⁹⁵\$ TÉLÉPHONE CELLULAIRE NOKIA 149⁹⁵\$ (Activation obligatoire) 	<ul style="list-style-type: none"> HAUT-PARLEUR DE REMPLACEMENT D'ORIGINE 9⁹⁵\$ ch. DÉMARREUR À DISTANCE RS-102 199⁹⁵\$ (Installation sans supplément pour la plupart des véhicules) 		
 <h2 style="text-align: center;">Lebeau</h2> <h3 style="text-align: center;">VITRES D'AUTOS</h3>			
71 SUCCURSALES AU QUÉBEC Consultez les Pages Jaunes sous la rubrique Radio - Automobiles - Vente & service. OUVERT JUSQU'À 16 h			

VENTE

MÉGA FUN!

DU 29 MAI AU 3 JUIN

Ton auto est aux oiseaux

EN BREF

**Trop bavarde,
elle tue son mari**

Une ménagère londonienne incurablement bavarde a été condamnée hier à quatre ans de prison pour le meurtre de son mari auquel elle reprochait d'avoir caché le téléphone. Elaine Simpson a reconnu devant un tribunal londonien l'assassinat de son mari, Charles, qui ne supportait plus de la voir pendue des journées entières au téléphone. Dans l'impossibilité de s'adonner à son activité favorite, elle a quitté un jour le domicile conjugal. Elle y est revenue deux jours plus tard, s'est saisie d'un couteau de cuisine et a poignardé son mari. Les avocats de la jeune femme ont fait valoir que leur cliente était fréquemment battue par un mari porté sur la bouteille. (REUTER)

**La foudre... fait
sauter un pont miné**

La foudre a fait sauter hier un pont miné qui reliait la Croatie à la Bosnie, a annoncé le chef de la police locale Nikola Ivkanec, cité par l'agence croate Hina. «Le pont de Stara Gradiska s'est effondré hier à 14h30 (locales) après que la foudre eut activé des charges d'explosifs qui étaient placés dans l'ouvrage», a indiqué M. Ivkanec, ajoutant toutefois que «les causes de l'explosion ne sont pas encore confirmées». M. Ivkanec n'a pas indiqué s'il y avait eu des victimes. La partie croate du pont, situé à 120 km à l'est de Zagreb, avait été minée début mai au lendemain de la prise par l'armée croate de l'enclave serbe de Slavonie occidentale. (AFP)

Le procès des fils Maxwell dans l'ombre de leur tout-puissant père

■ LONDRES (AFP) — La personnalité haute en couleur et dominante de Robert Maxwell, mort en 1991, juste avant la chute de son empire de presse, a dominé hier la troisième journée du procès de ses fils Ian et Kevin, poursuivis pour complicité de fraudes devant un tribunal de Londres.

Le caractère de «Captain Bob», ce pauvre immigré slovaque devenu l'un des géants mondiaux de la communication en quarante ans, va être l'un des principaux thèmes de la défense, ajoutant l'avocat de Kevin, Alun Jones, à l'adresse des douze jurés.

«Kevin est inculpé de complicité avec quelqu'un qui n'est pas ici pour se défendre, son père Robert Maxwell, et personne d'autre», a déclaré M. Jones, évoquant «la puissance de domination et de contrôle» du magnat sur ses proches.

Agé aujourd'hui de 36 ans, Kevin Maxwell avait à peine plus de 30 ans lorsque son père en a fait son principal collaborateur et le directeur général de Maxwell Communication Corporation (MCC), la partie la plus importante de l'empire.

Il est aujourd'hui poursuivi pour deux chefs d'inculpation concernant

la vente d'actions de deux sociétés israéliennes, la Scitex et Teva Pharmaceutical détenues par BIM, la société gérant les fonds de retraite du groupe, pour réduire l'énorme endettement du holding Robert Maxwell Group (RMG).

PROUVER LA BONNE FOI DE KEVIN MAXWELL

M. Jones a indiqué qu'il allait s'attacher à prouver la bonne foi de Kevin, qui pensait «agir en toute légalité» puisque les transferts de fonds étaient fréquents entre les différentes filiales à l'intérieur de l'empire Maxwell.

Autre objectif de l'avocat : démontrer que le groupe n'était pas dans une situation désespérée avant la mort du magnat, retrouvé noyé le 5 novembre 1991 près de son yacht au large des îles Canaries à la suite d'un accident selon l'enquête officielle. Or, c'est la thèse du «suicide d'un homme qui

croit la partie finie» qui a entraîné «une chute désastreuse des actions de la MCC». Ajoutées à d'importantes difficultés financières, ces rumeurs ont précipité en quelques jours la faillite du groupe, a estimé l'avocat.

En décembre 1991, un mois après la mort de Robert Maxwell, les administrateurs judiciaires prenaient la direction du groupe des mains des fils Maxwell, avant de le vendre en morceaux. Au cours des six mois que doit durer le procès, M. Jones entend par ailleurs montrer que la chute du groupe n'est pas la responsabilité d'une poignée de personnes, à savoir le clan Maxwell et ses principaux collaborateurs. «Il faut, a-t-il dit, étudier en détail le rôle des autres membres des différents conseils d'administration, du cabinet d'audit, des banques et des organismes de régulation.

La journée avait débuté par la fin de la lecture de l'acte d'accusation par la Couronne.

Plusieurs acteurs ont précipité la chute du groupe

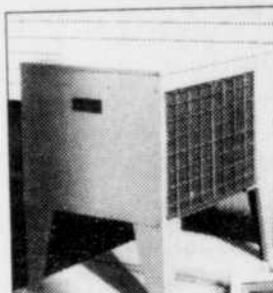
SEARS RÉNOVATION RÉSIDENTIELLE*

MEMBRE APCHD ET RBQ

Rénovez maintenant et ne payez rien avant janvier 1996

Sur approbation du service du crédit, avec la carte Sears.
L'offre s'applique sur tous nos produits de rénovation installés* 25\$ de frais de paiement différé. Offre en vigueur jusqu'au 15 juillet 1995. Détails en magasin.

Vous pourriez gagner un système de climatisation centrale Kenmore™ installé* (valeur maximale de 4000\$ taxes comprises) ou 2500\$ en argent. Les chances de gagner dépendent du nombre de bulletins de participation reçus. Aucun achat nécessaire. Le concours se termine le 30 juin 1995. Les participants choisis devront répondre à une question subsidiaire. Règlements complets en magasin.



RABAIS 150\$ sur système de climatisation centrale Kenmore™ installé*. Série N° 47710. En vigueur jusqu'au 24 juin 1995.



TOITURE INSTALLÉE* Si votre maison a besoin d'une nouvelle toiture, laissez-nous le soin de l'installer. De plus nos toitures sont couvertes par une garantie entièrement transférable. *Détails de la garantie chez Sears.



FENÊTRES INSTALLÉES* Nos fenêtres de rechange installées* en vinyle ou en aluminium vous feront réaliser des économies d'énergie.

Produits de rénovation garantis par Sears. Parlez à une connaissance de longue date! **APPELÉZ-NOUS SEARS 1-800-625-0025**

*AUCUN VERSEMENT N'EST EXIGÉ AVANT LA FIN DES TRAVAUX DE RÉNOVATION

COMMISSION DES ÉTATS GÉNÉRAUX SUR L'ÉDUCATION

Et si vos idées faisaient école

Pour bâtir l'école de demain, le Québec a besoin de vous. Citoyens, citoyennes, porte-parole d'organismes régionaux ou chefs d'entreprises, vous êtes cordialement invités à faire connaître votre vision du système d'éducation de demain devant la Commission des États généraux sur l'éducation. Qui sait, vos idées pourraient faire école.

Dates : Les lundi 12 juin et mardi 13 juin 1995 **Heure :** 13 h

Endroit : QUÉBEC

Cégep François-Xavier-Garneau

1660, boul. de l'Entente, Québec (Québec)

Pour renseignements : (418) 643-8000

Québec ☐☐



UNE INITIATIVE DU
FORUM POUR L'EMPLOI

En collaboration avec

LE SECRÉTARIAT À LA CONCERTATION
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

FORUM NATIONAL À QUÉBEC

Les 12 et 13 juin 1995
Centre des congrès de Québec

Des idées...des actions...des engagements
pour l'intégration des jeunes au marché du travail

- Orientation professionnelle
- Stages en milieu de travail
- Réorganisation et partage du travail
- Développement de projets communautaires locaux
- Soutien à l'entrepreneuriat
- Appui concerté de la communauté

Information et inscription:
Forum pour l'emploi
(514) 987-3822



L'Équipe Financière

Qui mieux qu'une femme pour parler affaires à une autre femme?



Laurene Plourde



Renelle Bougie



Jacqueline Dion



Judith Turmel



Odette Bouchard



Danielle Couture

Gérer votre portefeuille
plutôt que votre
porte-monnaie

Une fois que vous avez compris que votre avenir dépend des actions prises aujourd'hui, il vous restera à déterminer quelles décisions financières seront les plus adéquates à vous mener à bon port.

Consultez l'Équipe Financière:
5400, des Galeries, bureau 111, Québec G2K 2B4
Tél.: 627-7007

Affilié à Courtage FMD

Tel est pris qui croyait prendre

ATLANTIC CITY, New Jersey (AP) — Un des faux monnayeurs qui ont écopé quelque 20 000 \$ en faux billets dans les casinos d'Atlantic City, au cours du week-end, a eu tort de payer également en monnaie de singe les faveurs d'une prostituée de la ville.

La jeune femme n'a guère apprécié d'être ridiculisée devant ses consoeurs, à qui elle a montré trois billets de 100 \$, prix de sa prestation, et qui lui ont fait remarquer qu'ils portaient tous les trois... le même numéro.

Sans hésiter, elle s'est présentée à des policiers et les a conduits jusqu'à un motel, où ils n'ont eu qu'à coffrer sept trafiquants.

Une consolation pour la jeune hétaire: les changeurs des cinq casinos où les malfaiteurs ont écopé leurs faux n'ont pas été plus perspicaces qu'elle: malgré leurs détecteurs électroniques, ils n'y ont vu que du feu.

Nausées en vue au procès d'O.J. Simpson

Le coroner Sathyavagiswaran admet que des erreurs ont été commises par un pathologiste lors des autopsies

■ LOS ANGELES (AP) — Le juge Lance Ito a prévenu hier les jurés au procès d'O.J. Simpson que les photos prises lors de l'autopsie des deux victimes, Nicole Brown Simpson et Ronald Goldman, pourraient provoquer chez eux des nausées. Il les a cependant assurés de pouvoir à tout moment demander des répit, voire sortir du tribunal.

Cette mise en garde du juge n'a suscité aucune réaction chez les jurés mais M. Simpson, qui avait entendu les descriptions faites en l'absence du jury des blessures subies par son ex-femme, est apparu nerveux au cours de la session, levant fréquemment les yeux au plafond et prenant de grandes bouffées d'air.

Les photographies n'ont toutefois pas été déposées au cours de la session abrégée d'hier.

C'est le coroner en chef du comté de Los Angeles qui a ouvert cette partie des témoignages se rapportant à l'autopsie des victimes. D'entrée de jeu, Lakshmanan Sathyavagiswaran a admis qu'un de ses pathologistes, Irwin Golden, avait commis des erreurs en pratiquant les autopsies sur les corps de Nicole Brown Simpson et de Ronald

Goldman.

«Compte tenu de votre connaissance des erreurs commises, est-ce difficile pour vous d'être ici aujourd'hui?», lui a demandé le procureur adjoint, Brian Kelberg.

«Non», a répondu le coroner. Il avait pris place dans le box des témoins après la mise en garde du juge Ito.

Celui-ci avait préalablement décidé que 44 photographies des blessures des victimes pouvaient être utilisées pour illustrer ce qui s'était passé le soir du 12 juin lorsque Nicole Brown Simpson et Ronald Goldman ont été assassinés à l'extérieur du condominium où habitait celle-ci. Le juge Ito a accepté trois autres photographies hier.

L'accusé, âgé de 47 ans, est devenu agité lorsque le procureur Kelberg a

demandé la permission de présenter des photos des mains ensanglantées de Nicole Brown Simpson. Selon le procureur, ces photos pourraient permettre au coroner d'établir que les mains de la victime étaient appuyées contre le pavé lorsque le sang a commencé à gicler.

Il a alors expliqué que l'assaillant avait tiré sur la chevelure de Nicole Brown Simpson, exposant ainsi sa gorge qu'il avait alors tranchée. La position des mains indique que la victime était au sol, a-t-il dit.

À ce moment, l'accusé s'est mis à s'agiter sur son fauteuil et à respirer profondément.

Par ailleurs, on n'était pas en mesure de savoir hier à combien de jurés et de substitués les photos de l'autopsie allaient être montrées. En effet, des allégations d'inconduite contre au moins deux jurés circulaient toujours hier, a confirmé la porte-parole du juge Ito.

Selon certaines informations, le juge s'apprêtait à démettre jusqu'à trois jurés, mais tous étaient à leur siège à la

fin de la session. Il ne reste plus que quatre des 12 jurés substitués désignés en début de procès.

Enfin, le juge Ito a décidé d'accélérer les procédures en ajoutant quatre heures supplémentaires de session chaque semaine. Le tribunal siègera donc de 9h à 17h le lundi et le mercredi et de 9h à 18h le mardi et le jeudi. La session du vendredi finira à midi.

Avant la session d'hier, le juge Ito a rencontré l'éditeur Michael Viner et son avocat, Pierce O'Donnell. M. Viner projette de publier «Journal d'un juré d'O.J.», écrit par un membre démis du jury, Michael Knox.

La publication du livre doit avoir lieu dans deux semaines et le juge Ito voulait savoir s'il contiendrait des informations pouvant mettre en danger la sécurité du jury qui demeure séquestré depuis le début du procès.

Le juge a semblé convaincu que le livre ne mettrait pas en danger l'anonymat des jurés, ni ne révélerait le lieu où ils sont logés pendant le procès, a déclaré M. O'Donnell après la rencontre avec le juge Ito.

ÉCOLE MARTEL DANSE SOCIALE
COURS VARIABLES
624-2007 ou 523-7252
530-B, 63e Rue Est, Charlesbourg

FEU ARDENT inc.
724, chemin Industriel, Bernières
831-1514
OUVERT LE SAMEDI

FINI SOLIGNUM POUR PATIOS, TERRASSES ET MOBILIERS
Fini opaque hydrofuge pour balcons, escaliers et mobiliers d'extérieur

- D'un superbe fini satin, elle résiste aux effets nocifs du soleil sans fendiller ni cloquer.
- Elle est si durable qu'elle résiste même aux va-et-vient sur les terrasses, les escaliers et les patios, gardant ainsi leur fini.
- Idéal pour tables de pique-nique, car les taches de graisse et de nourriture se laveront très facilement.
- Employez-la pour teindre les pierres de votre patio.
- La teinture SOLIGNUM pour patios, terrasses et mobilier est offerte en plusieurs couleurs: bois rouge, cèdre teck, vert, gris, brun et bleu.

SPÉCIAL 24⁴⁹ 3,78 litres
PEINTURE JACQUES DROUIN inc.
350, Saint-Vallier Ouest, Québec
face au centre Durocher 522-2820

loto-québec

La Mini		Tirage du 95/06/02	
NUMÉROS	LOTS		
932366	50 000 \$		
32366	5 000 \$		
2366	250 \$		
366	25 \$		
66	5 \$		
93236	1 000 \$		
9323	100 \$		
932	10 \$		

Quintessence		Tirage du 95/05/27 ou 95/06/02	
		3	4
SAMEDI	465	0962	
DIMANCHE	383	2761	
LUNDI	356	6590	
MARDI	529	2664	
MERCREDI	795	7639	
JEUDI	972	5329	
VENREDI	213	0747	

Banco					Tirage du 95/06/02	
02	05	10	19	20		
21	30	35	36	41		
42	45	50	51	53		
59	61	62	64	69		

INTER		Tirage du 95/06/02	
NUMÉROS	LOTS		
499420	250 000 \$		
99420	2 500 \$		
9420	250 \$		
420	25 \$		
20	10 \$		

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 50%

VENTE ANNIVERSAIRE

OUVERT LE DIMANCHE

Ensemble PRIVILÈGE 1place,rég.: 678.95	339⁹⁰	Couette 100% duvetG. 2 places .rég.: 259.95	207⁹⁵
Matelas ENSACHÉ.....1place,rég.: 559.95	475⁹⁵	Couette polyester.....G. 2 places .rég.: 95.90	76⁹⁵
Matelas ERGOPEDIC...1place,rég.: 339.95	288⁹⁵	Oreillers latex.....Std.....rég.: 29.95	23⁹⁵
Matelas CHIRO 2000...1place,rég.: 289.95	246⁴⁵	Matelas ENSACHÉ.....G. 2 places,.....rég.: 899.95	764⁹⁵
Matelas SÉRÉNITÉ.....1place,rég.: 519.95	439⁹⁵	Ensemble PRIVILÈGE 2 places,rég.: 739.90	369⁹⁵
Matelas PLÉNITUDE...1place,.....rég.: 489.95	416⁴⁵	Matelas ÉVASION.....1place.....rég.: 479.90	239⁰⁰
Matelas CHIRO 500.....1place,rég.: 169.95	144⁴⁵	Matelas régulier.....1place,rég.: 129.00	89⁹⁵
Matelas SILHOUETTE...1place,rég.: 369.95	314⁴⁵	Matelas ERGOPÉDIC... 2 places,rég.: 439.95	373⁹⁵
Matelas HORIZON.....1place,rég.: 279.95	237⁹⁵	Matelas LATEX Gold... 1 place,.....rég.: 599.95	509⁹⁵
Matelas LATEX Gold...Gr. 2 places, rég.: 899.95	764⁹⁵	Ensemble ÉVASION...Gr. 2 places, rég.: 1058.00	529⁵⁰
Caisson Gigogne.....rég.: 215.00	183⁵⁰	Oreillers 100% plumes.....rég.: 25.95	20⁷⁵
Caisson avec tiroirs...2 places,.....rég.: 209.95	178⁴⁵	Matelas HORIZON.....2 places,.....rég.: 379.95	322⁹⁵
Couvre matelas piqué 1 place,.....rég.: 39.95	27⁴⁵	Matelas ERGOPÉDIC... 2 places,.....rég.: 439.95	373⁹⁵
Oreillers 100% duvet.....rég.: 65.95	52⁷⁵		

Lit escamotable à partir de: **659⁵**
Tel qu'illustré **1807⁹⁵**
Matelas en sus

Lit articulé Modèle Picardie 1pl. rég.: 1359.95 **1155⁹⁵**

MATELAS ÉVASION 510 ressorts, dessus coussiné 2 places, rég.: 598\$ **299⁰⁰**

Avec la force du fabricant, vous en avez vraiment pour votre argent

AUSSI DISPONIBLE BOÎTES MODULAIRES EN MÉLAMINE ET BEAUCOUP D'AUTRES SPÉCIAUX EN MAGASIN

TOUS NOS MATELAS SONT FABRIQUÉS À CHARNY

Charny | Charlesbourg | Québec | Lévis | Ste-Foy | Scott Jonction | St-Flavien | Bic
832-2951 | 622-0492 | 527-7178 | 835-0218 | 652-3411 | 387-5451 | 728-3691 | 736-5542

25 ans
MATELAS DAUPHIN

Maudite boisson

La police allemande a arrêté hier à Gotha, en Allemagne, un automobiliste qui roulait sur des rames de tramway avec un taux d'alcoolémie de 4,38 grammes par litre de sang. L'homme de 38 ans, dans l'impossibilité de piloter son véhicule, avait tenté de se caler sur les rails d'une ligne de tramway pour se guider et y était resté bloqué. La police indique avoir trouvé un conducteur indemne tout à fait capable de marcher. Elle aura bien du mal à lui retirer son permis de conduire: il n'en possède pas... (AFP)

Volcan à vendre

À vendre, petite île volcanique en plein océan Pacifique pour six millions\$. L'annonce, parue dans la *Depeche de Tahiti*, le quotidien de Polynésie française, et émanant de France, fait état d'un atoll mais il s'agit en fait d'un cône volcanique de 450 mètres de haut, d'une circonférence de trois km, trop récent pour avoir une ceinture de corail autour. Ce volcan, dont la dernière éruption remonterait à 2000 ans et qui a un cratère de 100 m de profondeur, est le plus jeune de l'archipel de la Société.

Amoy Lee Wing, un Tahitien d'origine chinoise, a précisé que l'île appartenait à son épouse. Il en demande six millions de dollars mais est prêt à discuter du prix. Son nom tahitien, Hiurai, signifie «gratte-ciel» ou «qui touche les nuages». D'imposantes falaises de 50 m à 75 m de haut protègent l'île des visiteurs comme des assauts de l'océan. (Reuter)

Explosion tardive

L'explosion accidentelle d'une bombe américaine larguée au cours de la Seconde Guerre mondiale en Italie, près de Turin, a

provoqué hier la mort de deux artificiers et en a blessé deux autres. Au total, 4 bombes de 125 kg avaient été retrouvées la semaine dernière sous 1,5 m de terre, lors d'une opération de nettoyage d'un terrain d'un ancien centre automobile militaire. Les artificiers étaient en train de désactiver les bombes, quand l'une d'elles a explosé. (AFP)

Mort suspecte d'un journaliste

Un journaliste ukrainien spécialiste des enquêtes sur une mystérieuse maladie, apparue en 1988 à Tchernovtsy (ouest) sur des enfants, est mort empoisonné. À l'automne 1988, 175 enfants avaient été touchés par une maladie inconnue provoquant pertes de cheveux, troubles nerveux et hallucinations. Ni les médecins soviétiques, ni ceux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'ont réussi à en déterminer

les origines. La plus jeune victime était un bébé de cinq mois, la plus âgée, un adolescent de 14 ans. Le journaliste Viktor Frelikh menait une enquête indépendante, centrée autour de la présence à l'époque près de la ville d'une unité de l'Armée rouge. Il avait reçu à plusieurs reprises des menaces téléphoniques et avait affirmé à des proches 15 jours avant sa mort que la «version militaire pourrait lui coûter cher». Une autopsie de son corps a permis de déceler la présence d'un poison inconnu dans le sang et les signes d'une insuffisance rénale aiguë. Une enquête criminelle a été ouverte en Ukraine. Plus de 14000 enfants en bas âge avaient été évacués de Tchernovtsy en novembre 1988, après l'apparition de la maladie. Les médecins avaient évoqué la responsabilité d'un «facteur chimique», ou encore d'un métal rare, le thallium, lourd et très toxique, mais avaient écarté tout lien avec la centrale nucléaire de Tchernobyl.

LE SOLEIL

ABONNEMENT
686-3344

FAITES-EN UNE GRANDE OCCASION AVEC

CLASSY



1 9 9 5

**LES GALERIES DE LA CAPITALE
622-6992**

MAINTENANT AU CENTRE COMMERCIAL, LE NUMÉRO UN À QUÉBEC, LES GALERIES DE LA CAPITALE, POUR MIEUX VOUS SERVIR
LA SEULE ENTREPRISE QUÉBÉCOISE SPÉCIALISÉE DANS LA LOCATION ET LA VENTE DE TENUES DE CÉRÉMONIE POUR HOMME À TRAVERS LE CANADA 2485192



**Alex Coulombe Ltée (Pepsi)
commanditaire majeur
d'Expo Québec 1995**



Pour une 3^{ème} année consécutive, Pepsi sera l'un des commanditaires majeurs d'Expo Québec qui aura lieu du 16 au 27 août 1995. L'entente a été signée en présence de monsieur **Richard Coulombe**, vice-président aux ventes d'Alex Coulombe Ltée, et de monsieur **André Joncas**, directeur général de la commission de l'exposition provinciale de Québec.

Expo Québec, qui en est à sa 84^{ème} édition cette année, est la plus grande foire agricole et commerciale de l'est du Canada.

Du 16 au 27 août 1995

Une collaboration
LE SOLEIL

OUVREZ GRAND
LES YEUX



L'effet 2000[®]

**PLUS DE 200 ROULOTTES ET MOTORISÉS
neufs et d'occasion**



Gamme complète du motorisé
Classe A Commander-Embassy
de 26 à 35 pi

Le fameux Classic C Senator II
de 24 à 28 pi



DISTRIBUTEUR AUTORISÉ
DES FAMEUSES MARQUES
TRIPLE E, FLEETWOOD,
COACH MEN,
REXHALL, PLEASURE-WAY
ET LEISURE TRAVEL

**CARAVANES
2000**

1170, Chemin Olivier, Bernières
La capitale du motorisé
via route 20, sortie 305
À 8 km à l'ouest du pont Pierre-Laporte
Téléphone: (418) 836-6611 / Sans frais: 1-800-267-0403

Recherchez la qualité
en choisissant



La marque la plus
prestigieuse sur le marché



L'extraordinaire Emerald Fifthwheel
de 28 à 31 pi, avec et sans extension

GATINEAU

LES PLANS SOINS BEAUTÉ



**Annie Dodier
dorénavant
associée à
l'excellence
des soins
et produits
Jeanne
Gatineau...**

À l'achat d'un produit
Gatineau à prix cour-
rant, obtenez-en un 2e
à 50% (valeur égale
ou moindre).
Valable jusqu'à épuisement
des stocks.



PROFESSION BEAUTÉ



Annie Dodier

Place Fleur de Lys, entrée # 1
648-0447

DOSSIERS

La gestion de la mort à Robert-Giffard

Le virage ambulatoire vu de l'intérieur

■ **BEAUPORT** - Jeanne accueille à sa façon les visiteurs à l'unité J7 du Centre hospitalier Robert-Giffard. Son oreille, lasse d'entendre le babillage du monde depuis 80 ans, se fait dure, et sa voix, de plus en plus forte. « On s'en va. On s'en va. On s'en va... »

Cette phrase, elle la répète sans cesse depuis qu'elle a appris, en décembre, qu'elle devra bientôt dormir dans une chambre étrangère, quelque part dans l'immense complexe de la maladie mentale. Vu de l'extérieur, c'est la fermeture d'une unité de soins parmi tant d'autres qui ont déjà la clef dans la porte. Vu de l'intérieur, c'est un univers qui s'écroule.

Claudette Trépanier, la coordonnatrice du programme de maintien de qualité de vie, enlace Jeanne et essuie ses yeux qui roulent dans l'eau. « On va te trouver une place et tu resteras avec ta soeur », lui assure-t-elle. Jeanne et Lorette sont inséparables depuis leur arrivée à Robert-Giffard en 1961.

Les places, elles se créent au gré des morts. « Notre planification, elle se fait quasi uniquement par décès », dit Réjean Cantin, directeur général de l'hôpital. Chaque année, 5,4% des patients de l'établissement cèdent ainsi leur lit à ceux qui doivent entrer d'urgence, à ceux qui doivent y être transférés.

Le hic, c'est que la Régie régionale de la santé et des services sociaux utilise cette statistique pour planifier le virage ambulatoire de Robert-Giffard. Ainsi, pour les 10 prochaines années, les morts emporteront leur lit avec eux. Par ce calcul d'une simplicité déroutante,



Pour plusieurs malades Robert-Giffard est la seule porte où il peuvent cogner.

la Régie prévoit éliminer 582 places de soins de longue durée pour les vieux présentant des troubles mentaux.

C'est sans parler de la réinsertion sociale de 100 patients, du transfert de 70 lits réservés aux handicapés mentaux, du retrait de 20 lits en soins psychiatriques de courte durée et de 15 autres en médecine chirurgicale. Robert-Giffard admettra donc 580 patients en 2005 comparé au 1367 de 1995 et au 2500 de 1985. En 1960, du temps de l'hôpital Saint-Michel-Archange, ils étaient plus de 5000.

« Robert-Giffard ne peut pas se soustraire aux difficultés économiques des gouvernements », dit M. Cantin. On s'entend sur les 70 cas de déficience mentale où il n'y a aucune association psychiatrique. Et il y en a peut-être une soixantaine à désinstitutionnaliser.

« Mais là on dit minute, ça ne peut pas marcher de même parce que nous avons des clientèles à entrer (grâce aux lits qui se libèrent par attrition) : la clientèle suivie à l'externe et celle qui nous est référée par les mécanismes de placement. »

Les spécialistes de Robert-Giffard suivent 1500 personnes dans la communauté ; plus de 600 d'entre eux ont plus de 55 ans. « Il y en a qui vont continuer à très bien fonctionner, mais il y en a d'autres qui vont rencontrer des difficultés, et la seule porte où ils peuvent cogner, c'est celle de Robert-Giffard », dit le patron de l'hôpital.

Puis il y a les 120 nouveaux cas de schizophrénie qui se déclarent chaque année dans la région de Québec et dont le tiers devront être institutionnalisés. C'est le psychiatre Roch-Hugo Bouchard qui le signale entre

120 nouveaux cas de schizophrénie se déclarent chaque année dans la région de Québec

deux visites de patients, trois sonneries du téléavertisseur et une dizaine du téléphone.

Un appel vient d'un médecin de La Malbaie qui le supplie d'accepter le transfert d'une patiente. La semaine dernière, dans la nuit de samedi à dimanche, la femme qui souffre d'hallucinations auditives a reçu l'ordre de détruire sa voiture, possédée par le démon. L'auto a été exorcisée avec beaucoup de casse ; elle a été sauvée grâce à sa ceinture de sécurité. Depuis son arrivée à l'hôpital, elle se mutilé les mains, les cuisses avec des cigarettes.

Le Dr Bouchard appelle Armande Poulin, la chef de l'unité d'urgence et d'observation. Des exclamations jaillissent du récepteur. « C'est une femme extraordinaire, je vais aller la voir pour la convaincre », dit-il. Ce jour-là, il y a 25 personnes à l'unité qui compte 12 places.

Certains partent après trois jours, une fois la crise passée. Les nouveaux et les patients de l'externe en rechute doivent entrer. Ils sont 18 sur la liste d'attente. « Je peux avoir un cas de prison, une patiente de 95 ans qui attend un lit en gériatrie, un déficient moyen, dit-elle. Du *melting pot*, je dois identifier le cas le plus urgent. »

« Avant de faire venir quelqu'un de l'extérieur, il ne faut plus que j'aie de gens qui attendent ici, ajoute-t-elle en pointant les lits de dépannage sur roulettes. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse. À moins qu'ils m'envoient des sacs de couchage, je n'ai pas de place. »

Armande n'a pu faire un autre miracle, explique Roch-Hugo Bouchard. Mais avec l'appui d'un confrère, il a pu pistonner l'entrée de la patiente de La Malbaie à l'hôpital de l'Enfant-Jésus.

« Globalement, les infrastructures ne sont pas là dans la région qui doit, elle aussi, fermer 167 lits de courte durée en psychiatrie d'ici trois ans, note Réjean Cantin. Mais la clientèle demeure la même. Ça va être un fiasco monumental. »

Planification par décès: les places se créent au gré des morts



Sophie Cousineau

L'hôpital a pris son virage il y a 10 ans

SOPHIE COUSINEAU
Le Soleil

■ **BEAUPORT** — Ubald avait 26 ans et de la violence plein la tête lorsqu'il est arrivé à Saint-Michel-Archange en 1939. Une cinquantaine d'années se sont écoulées à l'hôpital de Beauport et il s'est mis à régresser: perte d'appétit, de parole, de sommeil. En égrenant son chapelet imaginaire, il attendait la mort.

En 1993, l'infirmière Gisèle Filion et le psychiatre André Beaudoin ont voulu savoir s'ils pouvaient lui offrir un bout de vie, de celle qui fait sourire. À lui et aux 25 vieux de 61 à 79 ans de leur unité souffrant de schizophrénie ou de psychose affective.

Ils ont conçu une approche thérapeutique privilégiant la liberté de choix, la prise de responsabilités et des soins personnalisés. Après deux mois de stimulation, Ubald (un nom fictif) mange seul et avec plus d'appétit, il se laisse guider pendant les marches et il répond brièvement aux questions.

L'approche a aussi permis de réduire la médication. À titre d'exemple, les doses de tranquillisants

administrées aux patients de l'unité ont diminué de 63% de juin 93 à avril 94. Mais voilà que des visages nouveaux

sont arrivés par le phénomène de permutation du personnel, effaçant ceux qui étaient connus des patients.

Pour le psychiatre Roch-Hugo Bouchard, ce *bumping* est responsable de l'augmentation des doses de tranquillisants de 35% observée d'avril 94 à avril 95. « Les symptômes sont réapparus, et les patients qui étaient devenus stables sont redevenus instables », note-t-il.

Robert-Giffard a pris le virage ambulatoire il y a 10 ans. Cela s'appelait alors la désinstitutionnalisation. « On nous propose un virage comme si nous n'avions rien fait », tonne M. Bouchard.

Denise Guillot, la directrice du Centre d'hébergement de soins de longue durée, ferme deux unités de soins chaque année depuis 1985. « C'était une baisse réaliste et réalisable », dit-elle.

Avant, c'était plus facile de replacer le personnel dans l'organisation, mais là, c'est plus difficile. Il y a de moins en moins de places où l'on peut permuer. »

Cela s'appelait alors la désinstitutionnalisation

De 1989 à 1992, une cinquantaine d'employés ont supplanté des collègues de travail. De 1992 à 1995, ils sont 1000 à avoir tassé les temporaires et les plus jeunes, soit le tiers du personnel, indique Réjean Cantin, le directeur général de Robert-Giffard.

Hélène Larose, une préposée aux bénéficiaires, a ainsi changé trois fois de poste depuis un an ; elle travaille maintenant à l'unité J7, qui ferme ses portes en septembre... Le traitement des malades psychiatriques se fonde pourtant sur une relation de confiance, souligne André Perreault, président du comité des usagers de Robert-Giffard. « Il y a des

liens très forts qui se créent entre les patients et le personnel », dit-il. « Il est évident que pour les usagers et les intervenants, c'est un deuil comme celui vécu lors de la perte d'un ami, d'un confident, ajoute Mme Guillot. Et on leur en fait vivre des deuils. »

Augmentation de 35% des doses de tranquillisants depuis 1 an

plus en plus souvent, 3309 fois entre le 1er avril 1994 et le 31 mars 1995. Du simple vol à l'agression, de la menace à l'expulsion. Des 45 dossiers confiés à la sûreté municipale de Québec, trois concernent des morts suspectes. (Il est impossible de comparer ces chiffres avec ceux des années passées puisque l'ancien chef de « la police de Robert-Giffard » ne les compilait pas.)

Le nombre d'incendies, accidentels comme intentionnels, est pour sa part demeuré stable, à environ 30 par année. La formation du personnel et un nouveau système de détection y sont pour quelque chose, dit Mme Barbeau. Les patients sont par contre moins nombreux.

Voir VIRAGE en A 30 ►



DOSSIERS

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ONTARIENNE

QUI L'EMPORTERA?



Mike Harris, chef du Parti conservateur.

La lutte est chaude entre le conservateur Mike Harris et la libérale Lyn McLeod



Bob Rae, premier ministre de l'Ontario et chef du Nouveau Parti démocratique.



Lyn McLeod, chef du Parti libéral.

Bob Rae écarté de la course!

■ OTTAWA — La seule certitude de cette fin de campagne électorale ontarienne, c'est que le gouvernement du premier ministre Bob Rae a été complètement marginalisé par la polarisation du débat entre libéraux et conservateurs. Non seulement n'a-t-il plus aucune chance, mais à Toronto, on parle même d'une défaite possible du premier ministre lui-même, présageant ainsi un balayage du genre de ceux qu'ont subi les conservateurs de Kim Campbell au Canada en octobre 1993, et ceux de Richard Hatfield au Nouveau-Brunswick en 1987.

L'effondrement du vote néo-démocrate encourage tous les sondages à annoncer un gouvernement majoritaire, l'un de droite et l'autre carrément d'extrême droite. Mais aucun d'entre eux ne se risque à prédire qui, de Lyn McLeod ou de Mike Harris, le dirigera vendredi prochain. Après cinq semaines de campagne plutôt terne, dont on parlait d'ailleurs beaucoup moins que du procès de Paul Bernardo, la campagne électorale ontarienne se termine donc sur une véritable lutte au finish.

C'est tout un renversement quand on pense que les libéraux ont commencé avec 26 points d'avance sur les conservateurs dans deux sondages Environics de la mi-avril et de la mi-mai. La semaine dernière, on parlait d'un « tête-à-tête » entre la libérale Lyn McLeod et le conservateur Mike Harris: selon la firme Compas, les deux partis n'étaient plus qu'à quatre points d'écart. Et cette semaine, on parle de « vague » en faveur des conservateurs, tous les sondages leur concédant de six à dix points de pourcentage d'avance. Si cela se confirmait jeudi soir, cela voudrait dire que la marge entre conservateurs et libéraux a varié de 33 points de pourcentage en six semaines! Du jamais vu au Canada.

Dans les cinq jours qui restent, une campagne particulièrement agressive des libéraux tente de démontrer que Mike Harris fait des promesses — en particulier celle de réduire les impôts de 30% — qu'il ne pourra jamais tenir. Si cela réussit à réduire l'écart de la cote de popularité à quatre ou cinq points en faveur des conservateurs, les libéraux prétendent encore pouvoir remporter une majorité à coups de comtés gagnés par des majorités de moins de 500 voix.

Depuis cette semaine, la popularité des libéraux ne montre plus leur chef, Lyn McLeod, ni leur fameux « Livre rouge », ne parlant guère que de Mike Harris. Cela en dit long sur la panique qui règne dans un parti qui devait remporter une facile majorité en se laissant porter par la popularité du gouvernement de Jean Chrétien.

Mais Lyn McLeod, à tellement parler de son Livre rouge, en a fait une image plutôt qu'un programme électoral et a finalement oublié de dire ce qu'il contenait. En fait, aucun élément du programme libéral n'a vraiment accroché l'électorat. La seule image qu'on aura retenue de cette campagne, c'est « une énigme de 60 pouces », une petite grand mère-joviale d'un mètre cinquante, toujours habillée de rouge, et son éternel petit Livre, rouge évidemment.

La popularité de Jean Chrétien, sur laquelle les Libéraux provinciaux comptaient beaucoup, a peut-être provoqué un effet boomerang: puisqu'ils ont déjà 98 députés libéraux à Ottawa, qu'ont besoin les Ontariens d'un gouvernement libéral à Queen's Park. La crainte qu'un gouvernement libéral soit trop mou face au grand frère fédéral a sans doute été renforcée par le fait que le chef est une femme qui n'a rien d'une Margaret Thatcher.

À DROITE, TOUTE!

Les conservateurs n'ont pourtant pas un chef charismatique au contraire: cette sorte de play-boy, tombeur des dames de North Bay, n'est ni un Trudeau ni un Mulroney. Mais Mike Harris a toujours frappé sur le bon clou: celui de l'écoeurement de la classe moyenne qui trouve qu'elle paie trop d'impôts — il promet donc une baisse de



Michel Vastel

ONTARIO ÉLECTIONS 95



2000 \$ d'impôts à chaque famille; celle qui trouve que les assistés sociaux se la coulent douce — Harris les forcera donc à travailler; et celle qui ne se sent plus en sécurité dans son petit bungalow de banlieue — un gouvernement conservateur ouvrira donc des 'boot camps' pour les jeunes délinquants. « Il vient de s'attacher le vote réformiste » observait jeudi un conseiller de Preston Manning. C'est une frange non négligeable de 20% de l'électorat en Ontario! Bien sûr, tous les analystes doutent du réalisme d'un tel programme. En fait, Harris va plus loin que Ralf Klein, de l'Alberta, qui a éliminé son déficit sans réduire les impôts. Harris, en promettant une baisse de 4 milliards \$ des impôts, devra couper six milliards de dépenses — et compter sur une bonne croissance économique — pour équilibrer son budget d'ici cinq ans. Ambitieux? Ce n'est que 11% de réduction des dépenses publiques alors que Ralf Klein a réussi à couper les dépenses d'opération de son gouvernement de 18%. La grande inconnue est le fardeau d'une dette de près de 100 milliards \$ mais les Ontariens aiment se faire dire que leur gouvernement peut faire au moins aussi bien que celui de Terre-Neuve et de six autres provinces.

LA FIN D'UN RÊVE

Jeudi dernier, Bob Rae a passé six heures de campagne pour voler de Sault Sainte-Marie à Ottawa puis de retour à Toronto, tout cela pour donner un dernier coup de main à sa ministre Evelyn Gigantes. Ce sont des signes qui ne trompent pas en fin de campagne: si une telle ministre est en difficulté, bien des néo-démocrates ont déjà perdu.

Le conservateur Mike Harris ne parle pas seulement des dommages causés par « cinq années de gouvernement socialiste », il évoque aussi les « dix » années de mauvaise administration des gouvernements de l'Ontario. Cela fait effectivement dix ans que les conservateurs ont été écartés du pouvoir, et on oublie que Bob

Rae est « au pouvoir » depuis... 1985. Les libéraux de David Peterson, minoritaires, ont en effet gouverné pendant deux ans grâce à un Accord conclu avec les néo-démocrates.

À la défense de Bob Rae, il faut rappeler qu'il a hérité d'un déficit oscillant autour de cinq milliards de dollars. En pleine récession, il a cru qu'il pourrait relancer l'économie en portant ce déficit à plus de dix milliards. (L'aile gauche de son parti a même recommandé de risquer un déficit de 14 milliards!).

Le libre-échange nord-américain, et la globalisation de l'économie mondiale, ont vite fait comprendre aux néo-démocrates que les bonnes vieilles théories keynésiennes ne valent plus rien en Amérique du Nord, au tournant du XXI^e siècle. Des politiques fédérales carrément injustes pour l'Ontario, et un conseil des ministres tragiquement inexpérimenté ou carrément hostile au secteur privé, ont fait le reste. Enfin, la grosse presse de Toronto, conservatrice comme le Globe & Mail et le Sun, ou résolument libérale comme le Toronto Star, ont empêché les Ontariens de se rendre compte que les néo-démocrates avaient mûri au pouvoir et qu'ils avaient le meilleur des trois chefs.

Ironiquement, l'économie ontarienne, malgré son million et demi d'assistés sociaux et son demi-million de chômeurs, est l'une des mieux structurées au Canada pour connaître une période de forte croissance. Comme il arrive souvent, le prochain gouvernement profitera de la restructuration industrielle effectuée par le secteur privé. Malgré les politiques néo-démocrates.

Il s'agit donc de savoir qui, de Lyn McLeod ou de Mike Harris aura le plus de crédibilité auprès des milieux financiers pour aider l'Ontario à supporter une dette de 100 milliards \$.

Qui des deux aura le plus de crédibilité auprès des milieux financiers pour aider l'Ontario à supporter une dette de 100 milliards \$?

Il y a des chances que la province aurait un gouvernement conservateur jeudi soir prochain. Mais ce sont des gens ordinaires: ouvriers, fonctionnaires, chômeurs, assistés sociaux, retraités, qui déposeront leurs bulletins dans les urnes. Et si Lyn McLeod ne les enthousiasme pas, Mike Harris lui,

leur fait peur...

Tous les spécialistes des sondages que j'ai appelés hier m'ont demandé de les rappeler mardi prochain pour se prononcer sur l'issue de ces six semaines de campagne dont seuls les cinq derniers jours compteront vraiment...

VIRAGE

Si l'on tire trop sur la plante, elle risque de se déraciner

Suite de la A 29

« Il y a de plus en plus d'employés qui ont de la difficulté avec les usagers, dit Mme Barbeau. Peut-être font-ils appel à nous parce qu'ils connaissent moins les patients et qu'ils sont plus mal à l'aise avec eux? »

« Il a aussi le fait que la clientèle a été écrémée pendant des années. Nous avons sorti tout ce qu'il y avait à sortir, nous avons même étiré l'élastique un peu. Ceux qui sont en dedans, ce sont les cas les plus lourds. La sécurité est toujours sur la ligne de feu. »

La Régie régionale de la santé et des services sociaux planifie pourtant la réintégration de plusieurs autres pa-

tients dans la société pour atteindre ses objectifs budgétaires. Et pour Réjean Cantin, la Régie se dirige vers un échec. Le médecin du virage ambulatoire pour traiter la maladie mentale est trop forte.

La sécurité d'emploi à Robert-Giffard est par exemple attachée à l'établissement et non pas au réseau hospitalier. Ainsi, l'hôpital devra tout de même envoyer des chèques de paie aux 170 employés qui cesseront de travailler en mars 1996.

La réintégration exige aussi des infrastructures lourdes à l'extérieur des murs de l'hôpital. « Il faut créer un réseau qui est actuellement inexistant, dit-il. Et la somme tirée de la

diminution des coûts à l'interne est entièrement investie à l'externe », dit M. Cantin. Une maison qui accueille depuis peu neuf anciens résidents a ainsi nécessité l'injection de près de 500 000 \$.

Ces projets exigent du temps avant de naître: un an pour qu'un hôpital de jour et que des ressources résidentielles puissent desservir Lac-Beauport, Loretteville, Val-Bélair, Saint-Émile et le nord de Charlesbourg, au printemps de 1996.

Ces infrastructures et les mesures de soutien aux familles sont attendues depuis 10 ans. M. Cantin ne désavoue pas pour autant la politique de la « désins » amorcée en 1985 alors qu'il

était sous-ministre adjoint à la Santé. « Elle exigeait un investissement de 40 millions \$ en quatre ans. On ne s'est jamais rendu à ce montant et il s'est écoulé 10 ans », dit-il. Pour le patron de Robert-Giffard, il s'agit néanmoins d'une bonne politique même si son application est plus longue que prévue.

TRÈS PEU POUR MOI

André Perreault n'est pas très pressé de voir la « desins » passer au régime pleine vapeur. « On m'a fait entrer ici de force, et là, on voudrait me faire sortir de force: c'est une aberration », dit celui qui a atterri à Robert-Giffard après une dizaine de tentatives de suicide.

Les patients originaires de la Côte-Nord ou de la Gaspésie et qui résident à Robert-Giffard depuis 20, 30 ans n'ont plus de lien avec leur communauté, dit-il. Quant aux autres, ils préfèrent le gros hôpital qu'ils fréquentent depuis toujours aux ressources communautaires. « Personne ne va y aller, dit-il. Il faudrait d'abord que les malades acceptent leur diagnostic, et même là, ils auront peur d'être identifiés à la clientèle, des fous aux yeux de la communauté. »

Pour M. Perreault, il ne sert à rien de tirer sur la plante pour qu'elle pousse plus vite. La seule chose qui risque d'arriver, c'est que la fleur soit déracinée.

OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II
Président et Éditeur GILBERT LACASSE
Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE
Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON
Directeur de l'information ANDRÉ FORGUES

ÉDITORIAL

La Chine entre deux générations

Quand arrive le mois de juin surgit inexorablement, année après année, le débat sur la Chine. Le 4 juin 1989, les chars écrasèrent dans le sang la révolte des jeunes Chinois sur la place Tiananmen. Les dissidents se manifestent, le pouvoir également, en emprisonnant et éloignant de la circulation ceux qui osent rappeler ce mauvais souvenir.



Raymond Giroux

La gérontocratie pékinoise ne tolère aucune discussion sur la démocratie. L'économie a beau s'épanouir à toute vapeur, les nouvelles zones économiques pousser comme des champignons, parsemant la côte de la mer de Chine de multitude de petits Hong Kong, le peuple doit toujours se taire. La politique ne lui appartient pas.

La libéralisation du régime décrétée par un Deng Xiaoping qui n'en finit pas de ne pas mourir n'a jamais eu pour objectif d'instaurer la démocratie en Chine. L'économie socialiste de marché — tel est le nom officiel de la démarche gouvernementale depuis 1922 — se vit à l'heure d'une structure politique autocratique.

Avec le recul des années, il apparaît que la révolte de Tiananmen, alors télévisée en direct sur le monde entier, a réveillé les autorités et sauvé le régime en place. Le changement de politique qui s'ensuivit a convaincu le gouvernement d'ouvrir à plein gaz sur la libéralisation économique.

En juin 1989, les étudiants occupaient seuls les grandes rues de Beijing. Les villes sympathisaient mais ne suivaient pas. Les paysans, eux aussi mécontents, demeuraient immobiles.

Les vétérans du parti et ceux qui gravitent dans leur orbite, et notamment leurs familles qui s'enrichissent comme aucun des participants de la Longue marche de Mao n'aurait osé en rêver, s'accrochent au pouvoir. Leur politique consiste à refuser toute ouverture, à neutraliser tout effort de compromis.

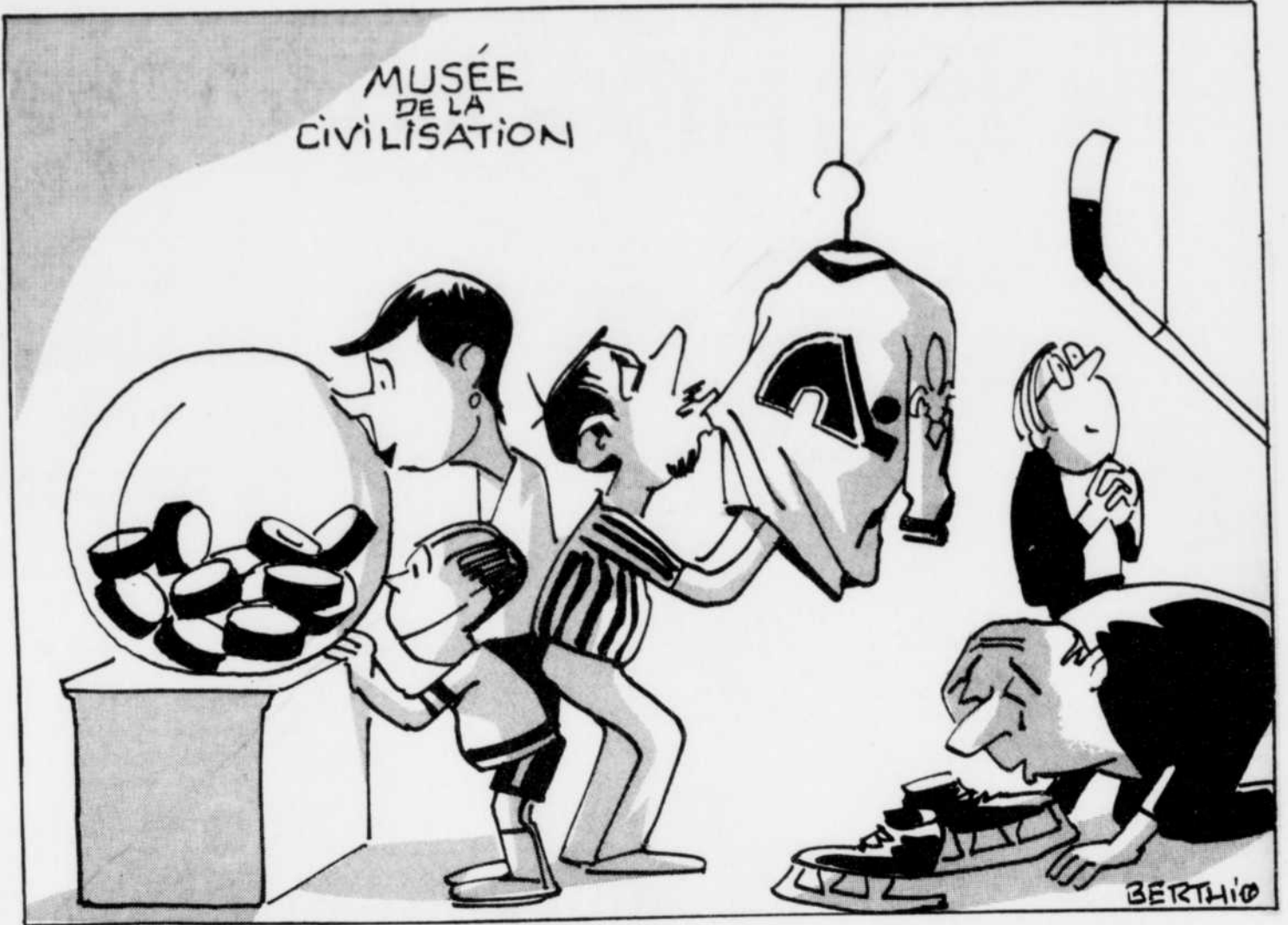
Résultat de cette pratique, la Chine ne connaît pas d'opposition organisée. Personne ne pourrait aujourd'hui rassembler des foules sur la place centrale de Beijing, conviennent les observateurs. La contestation relève d'individus, non de groupes organisés.

Les étrangers ont vite surmonté leur mauvaise humeur. Confrontés aux possibilités soi-disant illimitées du marché chinois, les gouvernements des pays industrialisés ont relégué au second rang la question des droits de la personne. Bill Clinton a lui-même sonné la fin de la récréation en traitant la Chine comme un pays ordinaire, reniant ainsi tous ses engagements politiques. Depuis, tout le monde vise la Chine, malgré un taux de réussite d'à peine les tiers des projets pourtant signés en bonne et due forme.

Ignorer ou boycotter la Chine ne fait pas sérieux. Se tourner le dos face aux violations des libertés fondamentales tient de l'hypocrisie. Crier bien fort sans arrimer ses actions à ses propos nuit à ceux que l'on veut aider.

Alors? Mais qui avait prévu la chute du Mur de Berlin? N'oublions pas que la Chine se prépare à une transition majeure, au passage du pouvoir d'une génération à l'autre et que ces manœuvres se déroulent rarement avec délicatesse.

Personne ne peut décider à la place des Chinois. L'attitude la plus sage consiste à éviter les provocations, à soutenir la libéralisation économique, à augmenter le niveau des échanges et à rappeler discrètement mais constamment l'importance du respect des droits de la personne.



CHRONIQUE POLITIQUE

Comprenne qui pourra!

Le premier ministre Parizeau avait bien raison, le mois dernier: «Il est temps que ce débat achève, autrement ça va devenir le délire le plus complet d'ici peu de temps. N'en jetez plus, la cour est pleine.»

Quelques heures avant que Jean Campeau ne présente son budget, l'Institut Fraser avait rendu publique une étude concluant qu'un Québec souverain hériterait d'une dette de 143,9 milliards \$, en faisant un pays plus endetté que tout autre membre de l'OCDE.

Pour arriver à ce chiffre, on était parti du principe que le Québec devrait assumer une part de la dette fédérale proportionnelle à son poids démographique, soit 24,9%.

M. Parizeau avait comparé les chercheurs de l'Institut Fraser aux «Chevaliers de l'Apocalypse», tandis que Louise Beaudoin criait à la «démagogie de bas étage».

Remarquez, on a vu pire. Selon la thèse dite des «bénéfices historiques», certains spécialistes du Canada anglais ont déjà soutenu que le Québec devrait assumer plus de 30% de la dette canadienne.

Pour les pauvres mortels que nous sommes, il est souvent difficile de déterminer à quel moment l'expertise scientifique cède le pas à la politique, même quand il s'agit d'éminents universitaires.

Le PQ a sans doute raison de crier à la démagogie par moments, mais son indignation serait plus crédible s'il démontrait lui-même un peu plus de sérieux.

Ainsi, il est difficile de voir en quoi les savantes considérations sur l'indicateur de développement humain (IDH), qui ont été «coulées» récemment au *Devoir*, vont contribuer à faire avancer le débat.

Même au sein du gouvernement, plusieurs commentent d'ailleurs à s'interroger sur l'utilité des études pilotées par Richard Le Hir. À commencer par le vice-premier ministre Bernard Landry, qui



Michel David

confiait la semaine dernière au SOLEIL que jusqu'à présent, les résultats avaient été plutôt mitigés.

Une suggestion, comme ça: puisque *Le Devoir* semble être le seul journal qui corresponde aux critères de M. Parizeau, pourquoi ne pas lui «couler» tout d'un coup la trentaine d'études qui restent? Ça réglerait la question!

Pour une fois que M. Le Hir offre une bonne performance, il serait injuste de ne pas le souligner. En présentant l'étude préparée par l'INRS sur le partage de la dette, jeudi, il n'a pas fait de gaffe. Comme dirait M. Parizeau, c'est à marquer d'une pierre blanche.

Un des coauteurs de l'étude, l'actuaire Claude Lamonde a beau être un généreux contributeur à la caisse du PQ, ses conclusions sont au moins aussi crédibles que celles de l'Institut Fraser. D'ailleurs, en homme prudent, il avait aussi contribué à la caisse libérale en 1986 et 1987.

Le problème est que d'une étude à l'autre, on n'arrive jamais au même résultat. Quand il avait comparé devant la commission parlementaire chargée d'examiner les implications de la souveraineté, au début de 1992, le même M. Lamonde évaluait à 20% la part de la dette canadienne que devrait assumer un Québec souverain.

À partir des mêmes principes, il arrive maintenant à 17,4%. En 1991, les experts de la Commission Bélanger-Campeau parlaient de 18,5%. Avec son habileté cou-

tumière, M. Le Hir déclarait, en février: «Ce sera 18,5% ou rien du tout!»

Tout le monde s'entend pour dire qu'il n'existe pas de règle de droit stricte en matière de partage de la dette. Dans une étude publiée en janvier 1992, l'Institut C.D. Howe, que personne n'a jamais soupçonné de sympathies souverainistes, soulignait toutefois l'existence d'une «pratique internationale ayant donné naissance à certains principes généraux».

Normalement, le principe de l'«équité» retenu par la Convention de Vienne devrait exclure les scénarios apocalyptiques comme celui de l'Institut Fraser. À l'inverse, on va sûrement accuser le PQ de voir la vie en rose.

L'étude de l'INRS reconnaît que «les opinions demandées par le Secrétariat de la Commission Bélanger-Campeau indiquent que le droit international en matière de succession d'État ne répond pas à toutes les questions et laisse beaucoup de place à la négociation entre les États».

Selon M. Le Hir, l'étude démontre qu'un Québec souverain ne serait ni plus ni moins endetté qu'il ne l'est actuellement à l'intérieur du Canada. Peut-être, mais à la condition que le partage de la dette se fasse sur la base des calculs de l'INRS.

Si le Québec doit assumer plus de 17,4% de la dette canadienne, doit-on conclure des propos du ministre que sa situation empirera? D'autre part, est-ce vraiment réaliste de penser que le Canada anglais se contentera de si peu?

Invité à s'adresser aux membres du *Canadian Club*, à Toronto, en décembre 1990, M. Parizeau déclarait: «Lorsque le Québec sera souverain, il assumera sa part de la dette publique canadienne, en contrepartie de quoi il recevra une part équivalente des actifs».

«Quelle est cette part? Deux critères peuvent être utilisés: la population et le produit national brut. Je m'attends à ce que nous discussions ferme pendant quelque temps pour en arriver finalement à quelque chose comme un quart».

Un quart? 25%. Comprenez qui pourra.

La révolte a sauvé le régime

CARREFOUR DES LECTEURS

Un acte de lâcheté

Dans le conflit qui perdure depuis plus de trois ans en Bosnie-Herzégovine, la communauté internationale fait preuve d'une telle complaisance qu'elle se couvre de ridicule. En effet, elle accepte sans broncher l'arrogance et l'esprit guerrier des Serbes de Bosnie qui se conduisent comme les nazis de cette fin de siècle. Pendant ce temps, les casques bleus s'efforcent courageusement de porter secours aux Croates et surtout aux Bosniaques, dans le cadre d'une mission confuse et en l'absence de pouvoir réel d'intervention. Quand procéderons-nous au rapa-

triement des casques bleus et à la levée de l'embargo sur les armes, les seuls moyens de rétablir l'équilibre entre les belligérants?

Jusqu'ici, la politique de la communauté internationale se résume en trois mots: «Bla, Bla, Bla».

Marc-André Labrecque, L'Ancienne-Lorette

Radio-Canada devrait y aller molo

Radio-Canada désire supprimer l'émission de télévision *Vazimolo*. En quatre années, ce chef-d'œuvre du grand écran a conquis le cœur de milliers de Québécois: des enfants, des

adolescents et même de nombreux adultes. Enfin! une émission intelligente, de qualité exceptionnelle qui marie l'éducation et le rire. Dans un décor féérique, avec des invités du monde artistique, des entrevues et reportages accomplis par des jeunes, des sketches amusants et instructifs, on s'ouvre sur la vie en l'admirant à travers un kaléidoscope. On s'éblouit à voir revivre des valeurs humaines de plus en plus négligées par notre société: l'amitié, l'humour, la famille...

André Robitaille et son jumeau, nous les avons adoptés comme des frères. Ils nous apprécient, nous écoutent, nous comprennent et répondent avec

brio à notre besoin du merveilleux, de la découverte, de l'originalité, de la fuite, loin de la violence, de la connaissance du Québécois, sa culture et son Québec.

Vazimolo, c'est un soleil pour commencer la fin de semaine, une récompense en or pour les efforts intellectuels des étudiants. *Vazimolo*, c'est une source d'énergie positive qui nous imprègne d'idées constructives, créatrices, qui nous incite à la «participation», qui nous aide à préparer un meilleur avenir.

Cette pétition circule présentement dans les écoles publiques de Loretteville, Neufchâtel et Val-Bélair. J'espère inspirer d'autres Québécois à

exprimer leur mécontentement, leur désarroi. Nous devons encourager des émissions comme *Vazimolo* qui valorisent notre patrimoine québécois.

Thierry Bégin, Loretteville

VOUS POUVEZ FAIRE PARVENIR vos lettres à l'adresse suivante:
Carrefour des lecteurs,
Journal LE SOLEIL,
925, chemin Saint-Louis, c.p. 1547,
Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit d'éditer et d'abréger ces lettres au besoin.

Préservatifs et crème chantilly pour Jean-Paul II?

BRUXELLES (AFP) — Des préservatifs pleins de crème chantilly lancés sur la Papamobile: l'idée ne fait pas sourire les gendarmes belges chargés d'assurer la sécurité de Jean-Paul II aujourd'hui et demain à Bruxelles.

Près de 600 gendarmes auxquels s'ajoutent des policiers municipaux ont été mobilisés pour cette visite du souverain pontife.

Le projet a été annoncé dans un livre par Noël Gaudin, plus connu sous son sobriquet d'« entarteur », qui a à son actif plusieurs « attentats » à la tarte à la crème contre des célébrités du monde artistique, notamment l'écrivain français Bernard-Henri Lévy, sa cible favorite, le chanteur français Patrick Bruel ou le cinéaste suisse Jean-Luc Godard.

« Nous commençons à désespérer d'atteindre un jour le pape. Mais dans son inconscience béate, il vient en Belgique. Un des projets de nos spécialistes en balistique est de catapulter sur la papamobile une giboûle de préservatifs farcis de crème chantilly », écrivait-il.

« Il n'est pas question de réaliser ce projet », a toutefois affirmé hier son entourage. « Ce serait techniquement impossible et même dangereux », a-t-on ajouté.

Le gros de l'effort policier sera concentré sur la journée de demain autour de la basilique de Koekelberg où se déroulera la cérémonie de béatification du père Damien, un missionnaire belge qui a consacré une partie de sa vie aux soins aux lépreux sur l'île de Molokai (Hawaï).

La basilique a été passée au peigne fin et un hélicoptère de la gendarmerie survolera le site, ainsi que le parcours qu'empruntera la papamobile, toujours tenu secret.

Un évêque démissionne pour cause de paternité

BALE, Suisse (AFP) — Coup de tonnerre dans le diocèse de Bâle en Suisse: son évêque, Mgr Jean-Georges Vogel, a annoncé hier dans une lettre à ses fidèles sa démission pour cause de paternité.

L'évêque de Bâle parle de « défaillance » et souligne qu'il ne remet pas en question le célibat des prêtres.

Mgr Vogel avait été nommé évêque de Bâle, cité rhénane à cheval sur la Suisse la France et l'Allemagne, il y a 18 mois. Il est âgé de 44 ans.

Dans son entourage on reconnaît que sa démission et ses raisons ont causé un choc.

Confronté à ce qu'il a appelé « une difficulté affective de plus en plus lourde à porter », depuis sa nomination, le prélat a dit avoir « cherché alors un appui auprès d'une femme » qu'il connaissait depuis longtemps et qui aujourd'hui attend un enfant.

« Je sais », dit-il dans cette confession publique, « que ma défaillance décevra beaucoup d'agents pastoraux, ordonnés et laïcs et beaucoup de fidèles ».

Dans l'entourage de Mgr Vogel, c'est l'émoi. « C'est triste, a déclaré l'un de ses proches. Mais je crois qu'il a eu raison de prendre cette décision. Il vaut mieux apprendre cela maintenant que dans trois ans », a ajouté cette source en faisant allusion à la grave controverse agitant depuis quelques mois le diocèse de Vienne en Autriche.

D'anciens disciples du cardinal archevêque Hans-Hermann Groer l'ont accusé publiquement de s'être livré à des actes de pédophilie remontant à une vingtaine d'années, après l'avoir entendu dénoncer l'homosexualité dans une lettre pastorale.

Le Vatican a confirmé hier que Jean-Paul II avait accepté la démission de Mgr Vogel « en conformité de la norme 401 paragraphe 2 du Code de Droit Canon », selon le Vatican. Ce dernier prévoit la démission d'un prélat pour cause de maladie ou de raisons graves.



SPECTACLE BÉNÉFICE 1995



Docteur Julia Villa
Présidente de la Fondation



Mme Josée P. Cheikha
Présidente des Boutiques Georges Rech
et CHEIKHA L'INTEMPOR'ELLE

La présidente de la Fondation de l'Hôpital Christ-Roi, Dre Julia Villa, tient à remercier Mme Josée P. Cheikha présidente d'honneur du spectacle bénéfice 1995 qui avait lieu en mars dernier avec le groupe "Beau Dommage".

Cet événement a rapporté à la Fondation quelque 15 000 \$ net qui serviront à l'achat d'équipement médical hautement spécialisé.

Mme Josée P. Cheikha était appuyée de son comité organisateur formé de: Me Hélène Bisson, M. André Chouinard, Mme Dominique Doré, M. Gaston Déry, M. Marc Roy, Dre Julia Villa, Mme Thérèse Demers, M. Farouk Cheikha et Mme Francine Lortie.

Prochaine activité de financement de la Fondation est son tournoi de golf, le 17 juin 1995, au club de golf St-Laurent de l'île d'Orléans.



VOUS L'AVEZ DEMANDÉE, LA REVOICI PERSONNE À QUÉBEC NE VEND MOINS CHER QUE TI-FRÈRE

GRANDE VENTE 2 POUR 1 LE PRIX 1

OBTENEZ 2 PRODUITS-DÉCORATIONS POUR LE PRIX DE 1 LES MEILLEURES MARQUES SOUS UN SEUL TOIT

- Congoleum
- DOMCO
- CROWN DIAMOND
- HunterDouglas
- BARRYMORE
- PEERLESS
- LEVOLOR

<p>COUVRE-PLANCHERS</p> <p>Plus de 100 000 v.c. en stock de tapis, prélatrs, tuiles, carpettes, céramique</p> <p>Achetez 10 verges OBTENEZ-EN 10 GRATUITES Achetez 20 verges OBTENEZ-EN 20 GRATUITES Achetez 30 verges OBTENEZ-EN 30 GRATUITES (marchandise sélectionnée) Les verges données doivent être de valeur égale ou inférieure à celles achetées.</p> <p>TAPIS VELOUTÉ 100 % nylon, antitache, très élégant, beaucoup de choix de couleurs en stock. Seulement 2 POUR 1 17,99 \$/v.c.*</p> <p>TAPIS GAZON disponible en 6' et 12'. Grand choix de couleurs en stock. À partir de 3 49 \$ /v.c.</p> <p>TAPIS COMMERCIAL idéal pour sous-sol. Plus de 20 000 v.c. en stock. Avec endos, traité contre la moisissure. Seulement 3 99 \$ /v.c.</p> <p>CÉRAMIQUE Seulement 2 POUR 1 1,49 \$/p.c.</p>	<p>STORES</p> <p>Plus de 5000 modèles de verticaux, horizontaux, toiles, plissés, P.V.C., tissus,</p> <p>STORES VERTICAUX FABRIQUÉS SUR PLACE SUR MESURE PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ !!!</p> <p>Achetez 1 store OBTENEZ-EN 1 GRATUIT Achetez 2 stores OBTENEZ-EN 2 GRATUITES Achetez 3 stores OBTENEZ-EN 3 GRATUITES (marchandise sélectionnée) Les stores données doivent être de valeur égale ou inférieure à ceux achetés.</p> <p>STORES HORIZONTAUX Plus de 2500 modèles en stock, P.V.C. 1", choix de couleurs et grandeurs. Régulier jusqu'à 29,99 \$. Un seul prix 1 99 \$</p> <p>PORTE-PATIO Faits de P.V.C., choix de couleurs, 75X84. Vendu régulièrement jusqu'à 136,99 \$. En vente à seulement 39 99 \$</p>	<p>LITERIE</p> <p>Plus de 1500 modèles et styles de douillettes, couvre-lits, draps, duvets, oreillers</p> <p>ENSEMBLES DE DOUILLETTES Choix de styles et de motifs, simple, double, queen, king. À partir de seulement 59,99 \$* (simple) 2 POUR 1 *</p> <p>ENSEMBLE DE DRAPS EN PERCALE Belle qualité, très confortable, couleurs variées, simple, double, queen, king. À partir de seulement 59,99 \$* (simple) 2 POUR 1 *</p> <p>COUSSINS DÉCORATIFS Très confortables, beaux choix de couleurs. À partir de seulement 9,99 \$* 2 POUR 1 *</p> <p>ACCESSOIRES DE SALLE BAINS ET RIDEAUX SÉLECTIONNÉS Réduit de 30 % *</p>	<p>PAPIER PEINT-PEINTURE</p> <p>Plus de 1000 rouleaux, choix infinis de coloris, pour toutes les pièces</p> <p>PAPIER PEINT Vaste choix de modèle en stock. Prix régulier 15,99 \$ r.d. 2 POUR 1 *</p> <p>BORDURES DÉCORATIVES Idéal pour la chambre des enfants. Régulier 6,99 \$ 2 POUR 1 *</p> <p>BORDURES DÉCORATIVES Série Disney, pré-encollée, facile à installer. Meilleur prix en ville 8 99 \$</p> <p>PEINTURE Marque Ti-Frère, fabriquée par Crown Diamond, semi-lustre au latex 16 99 \$</p>
---	---	---	---

Plusieurs autres spéciaux en magasin * marchandises sélectionnées

Heures d'ouverture: lundi, mardi, mercredi: 9h00 à 18h00. Jeudi et vendredi: 9h00 à 21h00. Samedi: 9h00 à 17h00. Dimanche: 12h00 à 17h00.

TI-FRÈRE

215, boul. Hamel, Vanier

L'UNIQUE MAXI CENTRE D'AUBAINES EN DÉCORATION

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE LA QUALITÉ

DÉJEUNER-CONFÉRENCE

"LE PROGICIEL PROVIDENCE"

Un outil pour faciliter l'implantation d'une démarche d'amélioration de la qualité et le maintien du système qualité

avec la participation du conférencier invité Monsieur Pierre L'Espérance, ing. MBA consultant en gestion de la qualité associé chez LE GROUPE QUALISO

Le mercredi 7 juin 1995, de 7h30 à 9h Restaurant Le Bithèque, Salon Portneuf 5050, boul. Wilfrid-Hamel, Québec

Inscription: Par télécopieur au 650-1848 ou par téléphone au 650-6612

Coût: 15 \$ membre, 25 \$ non-membre (incluant le déjeuner)

Toutes les inscriptions non annulées 48 heures avant l'activité seront facturées.

ASSOCIATION DES FEMMES DIPLÔMÉES DES UNIVERSITÉS

CONFÉRENCE

"La formation scientifique et entrepreneurial au féminin"

Madame Angèle St-Yves Directrice du Centre de recherche d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada

Coût: 60\$ par personne

Lieu: Château Frontenac Salle Petit Frontenac (inscription)

Date: 7 juin 1995

Inscription: De 17h30 à 18h30

Réservation: Lisa Bergeron 524-5151 Poste 738

INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU QUÉBEC

PETIT-DÉJEUNER-CONFÉRENCE

Miville Yachon Conférencier Président-directeur général, Centre des congrès de Québec

VISITE DU CHANTIER ET CONFÉRENCE

Date: Mardi 6 juin 1995

Heure: 8 h à 10 h

Lieu: Hôtel Hilton 3, Place-Québec Québec

Coût: Membres: 30 \$ (taxes en sus) Non-membres: 50 \$ (taxes en sus)

Informations et réservations: Tél.: 653-3136 Fax: 653-9735